



MERCREDI 1 SEPTEMBRE 2021

POLITIQUE et COVID-19 : vous êtes sommé de rester chez vous, gagner votre vie n'est pas un service essentiel.

- ▶ **.Une crise due à l'énergie** (Tim Watkins) p.1
- ▶ **.Le début de la fin pour le pétrole ?** (Michael Klare) p.6
- ▶ **.Le régime alimentaire américain standard : Des revenus en aval pour le système de santé américain** (Kurt Cobb) p.11
- ▶ **La bombe azote : les engrais fossiles maintiennent des milliards d'entre nous en vie** (Alice Friedemann) p.13
- ▶ **Déchets (nucléaires ou non) : vivons-nous dangereusement ?** (Michel Gay) p.20
- ▶ **La géographie de la Noosphère** p.22
- ▶ **.<Politique> Bernard Accoyer : « Nous allons vers un manque d'électricité »** p.29
- ▶ **Nicolas Hulot et la question démographique** (Biosphere) p.32
- ▶ **ZAVEZ PAS UN SAC DE CIMENT ?** (Patrick Reymond) p.36
- ▶ **Une très étrange conjonction d'événements** (Michael Snyder) p.37
- ▶ **Los Angeles: La tension EXPLOSE contre l'obligation vaccinale ! Ça sent vraiment la guerre civile** p.40
- ▶ **Voici une analyse qui m'a passionné je vous la livre, pour votre réflexion. Pas pour vous persuader de quoi que ce soit.** (Bruno Bertez) p.41

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **La bataille des élites pour l'Amérique future** (Charles Hugh Smith) p.52
- ▶ **La Fed, encore et toujours prisonnière** (Bruno Bertez) p.54
- ▶ **.L'inflation sort les griffes** (Philippe Béchade) p.56
- ▶ **Ce que la Fed ne fera pas** (Bruno Bertez) p.59
- ▶ **.Lavage de cerveau quantitatif** (Jeff Thomas) p.61
- ▶ **La fausse monnaie des Fédéraux a-t-elle maintenant bouleversé l'éthique du travail ?** (Bill Bonner) p.64

▲ RETOUR ▲

<<<> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.Une crise due à l'énergie

(Exergy-driven crisis)

Tim Watkins 31 août 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is coming - will you be ready?



Les médias ont peu de mémoire et le reste d'entre nous a du mal à se souvenir de ce qui s'est passé il y a plus d'une semaine. Ainsi, les récits que nous utilisons pour tenter de donner un sens au monde en mutation rapide dans lequel nous vivons ont tendance à tourner autour de points de discussion tribaux à court terme. Prenez, par exemple, le récit de la pénurie de chauffeurs routiers en Grande-Bretagne. Il s'agit d'un discours très court : La Grande-Bretagne a quitté l'Union européenne, les chauffeurs routiers européens sont rentrés chez eux, la Grande-Bretagne connaît une pénurie de chauffeurs routiers. Ergo "Brexit Bad !" Malheureusement, il y a plus de trous qu'un fromage suisse dans ce récit. Pour commencer, la pénurie de chauffeurs en Europe était observable pour quiconque y prêtait attention il y a plus de dix ans :

"L'étude fournit un aperçu concis du secteur du transport routier de marchandises, à la lumière de la question structurelle de la pénurie de conducteurs qualifiés. En particulier, cette étude analyse la multiplicité des facteurs qui influent sur l'offre et la demande de main-d'œuvre, en prenant également dûment en considération les impacts de la législation européenne actuelle et les effets de la récession économique actuelle."

L'année 2009 étant antérieure au référendum de 2016 sur le Brexit, la pénurie de chauffeurs routiers de 2009 ne pouvait logiquement pas être le résultat du Brexit. De plus, la pénurie de chauffeurs routiers en Europe était suffisante pour qu'un changement de réglementation d'inspiration franco-allemande - le " paquet Macron " (qui oblige les chauffeurs à utiliser des hôtels pour la nuit et à rentrer chez eux toutes les huit semaines) - ait été introduit pour mettre fin à l'impact des chauffeurs d'Europe de l'Est, bon marché et non réglementés, sur le secteur du transport routier de marchandises en Europe occidentale ; ce n'était pas un problème uniquement britannique.

Mais la pénurie de conducteurs ne s'arrête pas là. Selon l'Union internationale des transports routiers (IRU), la pénurie de conducteurs est un problème véritablement mondial sur lequel les gouvernements et les médias ont fermé les yeux pendant des années. En effet, sans la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales causée par la réponse à la pandémie, la pénurie de conducteurs aurait pu passer inaperçue pendant plusieurs années supplémentaires.

Bien sûr, les perturbations causées par le Brexit - bien qu'éclipsées par la réponse à la pandémie - ont aggravé le problème à court terme. Certes, rien n'incitait les chauffeurs d'Europe de l'Est - qui vivent de leurs taxis - à rester au Royaume-Uni pendant le verrouillage, et apparemment, quelque 25 000 d'entre eux sont rentrés chez eux et ne sont toujours pas revenus. Mais cela ne représente que 22,5 % de la pénurie totale de 90 000 conducteurs. Et comme le fait remarquer James Walton, économiste en chef de l'IGD, le simple fait de changer les règles en matière de visa ne résoudra pas le problème :

" Des exemptions existent pour les travailleurs ayant des compétences " en pénurie " ou pour les

travailleurs mieux payés et plus qualifiés. À l'heure actuelle, les exemptions ne couvrent pas les chauffeurs de poids lourds, ce qui exclut les nouveaux venus de l'extérieur du Royaume-Uni. Un changement de politique pourrait remédier à ce problème mais serait politiquement difficile et le gouvernement a jusqu'à présent montré peu d'intérêt à faciliter l'immigration. De plus, il n'est pas certain qu'il existe un grand nombre de chauffeurs de poids lourds qualifiés à l'échelle internationale, prêts à s'installer au Royaume-Uni à brève échéance." (C'est moi qui souligne).

Walton énumère plusieurs des "facteurs stratégiques" qui ont conduit à la pénurie actuelle de chauffeurs et qui, pris ensemble, nous indiquent que nous avons affaire à un problème complexe et non - comme la tendance pro-restauration voudrait nous le faire croire - à une simple question politique :

"Les entreprises britanniques du secteur de l'alimentation et des boissons sont conscientes de la pression exercée sur la capacité des conducteurs depuis un certain temps. Les raisons stratégiques ou à long terme possibles sont les suivantes :

- **Les barrières à l'entrée** - Les coûts d'entrée sur le marché pour un chauffeur de poids lourd sont élevés - la formation et les tests représentent une barrière au recrutement de nouveaux chauffeurs.
- **Démographie** - Selon l'ONS, 34 % des conducteurs de poids lourds au Royaume-Uni étaient âgés de 55 ans ou plus au quatrième trimestre 2019 - une population âgée, par rapport aux autres travailleurs britanniques. Nombre d'entre eux prendront leur retraite prochainement.
- **Rémunération** - Les contacts de l'IGD suggèrent que les salaires des conducteurs de poids lourds ont augmenté au cours des derniers mois en raison d'une inadéquation entre l'offre et la demande. Cependant, il n'est pas évident que la rémunération des chauffeurs ait été suffisante pour intéresser les chauffeurs nés au Royaume-Uni auparavant, surtout compte tenu de la nature du travail. Le salaire a peut-être été plus attractif pour les conducteurs non britanniques (ce qui a permis aux entreprises de compenser les pénuries locales en recrutant plus largement, du moins tant que la "libre circulation" était disponible).
- **Évolution du commerce de détail** - La croissance rapide du commerce de détail en ligne et de la livraison de nourriture a créé un besoin de chauffeurs-livreurs locaux, offrant ainsi une autre option à ceux qui souhaitent travailler comme chauffeurs. Parallèlement, le secteur de l'épicerie a évolué rapidement, avec la prolifération des petits magasins - ce qui signifie que de nombreuses petites livraisons sont nécessaires pour vendre le même volume de marchandises. La volonté de réduire les stocks détenus a conduit à des délais de livraison plus courts et à des commandes plus fréquentes dans certains contextes.
- **Un travail difficile** - Conduire un poids lourd peut être exigeant ; de longues heures, des nuits au loin, la solitude et la complexité technique font partie du travail. Les chauffeurs s'inquiètent du fait que leur travail les expose à une responsabilité personnelle (par exemple, des amendes pour avoir transporté des migrants illégaux). Certains se plaignent également de mauvaises conditions en général (par exemple : mauvaises installations dans les dépôts, manque d'accès aux toilettes, micro-gestion agressive)."

Ce à quoi nous assistons en réalité est une autre conséquence au ralenti des choix politiques et économiques faits en réponse à la crise de l'offre des années 1970. Pour comprendre cela, nous devons d'abord comprendre que l'économie est avant tout un système énergétique. La valeur est créée par l'application d'une énergie utile - l'**exergie** - à une combinaison de "ressources" minérales et organiques afin de créer des biens et services utiles - économisant de la main-d'œuvre ou induisant de la [dopamine]. La source d'énergie est le principal générateur de valeur, et sa densité énergétique marque la limite supérieure de la valeur qui peut être créée. Ainsi, par exemple, le charbon permet de créer plus de valeur que le bois et le pétrole permet de créer plus de valeur que le

charbon. L'efficacité technologique et les économies d'échelle, autrement dit la productivité, augmentent la conversion de l'exergie en valeur, mais sont limitées par **la deuxième loi de la thermodynamique, selon laquelle chaque fois que de l'énergie est convertie, une partie est perdue sous forme de chaleur résiduelle.**

De manière moins évidente, la production d'exergie elle-même a un coût énergétique - nous devons investir de l'énergie pour en obtenir. Et si, dans un premier temps, la productivité permet d'optimiser le rendement énergétique de l'énergie investie, le coût énergétique de l'énergie commence à augmenter au fur et à mesure que nous utilisons tous les combustibles faciles et bon marché et que nous devons nous tourner vers des sources difficiles et coûteuses. En bref, la valeur économique dérivée de l'exergie commence à diminuer.

L'argent - qui est le prisme à travers lequel l'économie, la politique et les médias dominants voient l'économie - n'est pas une richesse en soi, mais simplement un droit sur la valeur générée par l'application de l'exergie aux ressources pour produire des biens et des services. La monnaie basée sur les métaux précieux - par exemple, la "livre sterling" fait référence à une livre (en poids) d'argent sterling - offrait une mesure imparfaite de la valeur en raison de l'énergie requise pour obtenir et raffiner le métal précieux. Dans le système moderne de "monnaie fiduciaire", cependant, ce lien n'existe pas ; les banques centrales créent simplement une nouvelle monnaie en tapant sur un clavier, sans se demander si l'énergie et les ressources disponibles sont suffisantes pour maintenir sa valeur. Pire encore, la capacité des banques privées à multiplier le volume de monnaie dans l'économie sert à créer un fossé massif entre les créances monétaires sur l'économie et la quantité de valeur qu'elle est physiquement capable de générer.

Les deux grandes crises économiques et politiques de ces 50 dernières années - la stagflation des années 1970 et le krach et la dépression qui s'en est suivie en 2008 - ont été le résultat de chocs au niveau de l'offre résultant d'une baisse de l'offre de pétrole - notre principale source d'énergie. Les réponses à la hausse des prix du pétrole - le passage de Nixon à la monnaie fiduciaire et l'augmentation des taux d'intérêt par Bernanke - ont servi à transformer les ralentissements économiques en véritables crises qui, à leur tour, ont nécessité une réinitialisation politique/idéologique. La pénurie de chauffeurs routiers n'est qu'une des conséquences de la réinitialisation néolibérale qui a - temporairement - résolu la crise économique des années 1970.

Le néolibéralisme avait trois astuces de base. Premièrement, il s'agissait de s'approprier les dividendes de l'égalité des sexes en promouvant la législation sur l'égalité des chances afin d'amener les femmes sur le lieu de travail et donc sur le marché de la consommation. Deuxièmement, attaquer les droits et les protections des travailleurs afin de faire baisser les salaires. Troisièmement, délocaliser les activités à salaires élevés vers des régions du monde où les salaires sont plus bas et les réglementations moins nombreuses. À ce dernier point, l'Union européenne a pu ajouter le recours à la main-d'œuvre bon marché d'Europe de l'Est pour faire baisser les salaires en Europe occidentale - bien qu'un recours similaire à la main-d'œuvre immigrée mal payée ait alimenté les pénuries de chauffeurs dans le monde entier.

Les coûts et les avantages de ces changements ont été répartis de manière inégale entre les travailleurs des États d'Europe occidentale. Comme l'explique Larry Elliott du Guardian :

"De nombreux travaux universitaires ont été consacrés à l'impact de la migration sur les salaires au Royaume-Uni. Il s'avère que lorsque les travailleurs étrangers complètent les travailleurs locaux, ils augmentent les revenus. Cela tend à profiter à ceux qui se situent au sommet de l'échelle des revenus.

"L'histoire est différente à l'autre extrémité du marché du travail, car les salaires sont maintenus à un bas niveau lorsque les travailleurs migrants sont en concurrence avec les travailleurs nationaux. La concurrence tend à être plus forte dans les emplois faiblement rémunérés, tels que l'hôtellerie et les services sociaux.

"Ce n'est pas tout à fait la fin de l'histoire, car l'augmentation de l'offre de travailleurs étrangers stimule également la demande. Les nouveaux employés sont également des consommateurs et dépensent l'argent

qu'ils gagnent comme tout le monde. Cette demande supplémentaire crée davantage d'emplois, bien que principalement dans les secteurs faiblement rémunérés.

"Dans ce contexte, il n'est peut-être pas surprenant que le Brexit ait divisé la nation comme il l'a fait. Si vous aviez un emploi relativement bien rémunéré et que vous ne risquiez pas d'être remplacé par un travailleur étranger, vous étiez susceptible de voter pour le maintien de votre pays. Le plombier polonais était moins cher, la nounou lituanienne était plus instruite, alors qu'est-ce qu'on ne pouvait pas ne pas aimer ?

"Si, en revanche, vous faisiez partie de la main-d'œuvre précarisée de Grande-Bretagne, ayant besoin de deux emplois à temps partiel ou plus pour s'en sortir, vous étiez beaucoup plus susceptible de voter pour le départ, au motif que des contrôles plus stricts sur l'immigration conduiraient à un marché du travail plus serré, qui à son tour ferait monter les salaires."

Alors que les chauffeurs routiers étaient relativement bien payés avant le marché unique, la concurrence accrue des chauffeurs d'Europe de l'Est, moins bien payés, a contribué à faire baisser les salaires. Mais ce n'était pas le seul problème. Les entreprises n'ont cessé de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils autorisent des camions toujours plus grands sur les routes afin de réduire le nombre de trajets et donc le nombre de chauffeurs. Mais des camions plus grands et des charges plus lourdes créent une série de nouveaux problèmes de sécurité qui sont traités par une combinaison de technologie et de réglementation. Cela ne pose pas trop de problèmes aux conducteurs actuels, qui s'adaptent sur le tas. Mais cela signifie que le coût de l'obtention d'un permis poids lourds a augmenté de manière irrémédiable. En conséquence, si les conducteurs plus âgés ont continué à travailler, moins de jeunes ont cherché à travailler dans le transport routier de marchandises.

L'une des raisons pour lesquelles l'Empire romain s'est effondré est que ses travailleurs - en particulier les agriculteurs - étaient si lourdement taxés qu'ils ont plié bagages et sont partis. Dans le monde moderne, ce sont les bas salaires plutôt que les impôts élevés (bien que ceux-ci soient sans doute plus élevés que ce que nous pouvons nous permettre) qui ont entraîné le même problème. Il n'y a pas que les chauffeurs routiers ; il y a des pénuries de main-d'œuvre dans tous les secteurs faiblement rémunérés de l'économie britannique. L'économie britannique n'est pas la seule à souffrir. Mais la solution qui se dessine actuellement - l'augmentation des salaires - résoudra-t-elle le problème ?

La proposition de base est que les pénuries de main-d'œuvre obligeront les employeurs à combiner les mesures suivantes :

- Investir dans la technologie
- Reconvertir la main-d'œuvre existante
- Améliorer les salaires et les conditions de travail.

Cette proposition est à la fois évidente et trompeuse car elle n'aborde pas la question de savoir qui paie la facture. Les contribuables - par l'intermédiaire de l'État - peuvent prendre en charge une partie des coûts, par exemple en subventionnant les nouvelles technologies et en offrant des bourses de formation. Les entreprises - en particulier les grandes sociétés - pourraient également être amenées à financer ces coûts à partir de leurs bénéfices. Mais le plus souvent, l'État n'interviendra pas et les entreprises tenteront de répercuter les coûts sur les consommateurs sous la forme d'une hausse des prix.

Dans une économie purement financière, cela n'aurait aucune importance. L'État pourrait simplement imprimer de la nouvelle monnaie pour payer les services publics, les pensions et les prestations, ainsi que les infrastructures pour augmenter les dépenses de consommation. Tant qu'une quantité équivalente de monnaie est retirée aux entreprises par le biais de la fiscalité, cette redistribution n'a pas besoin d'être inflationniste. Mais un tel monde n'existe que dans la section fiction de la bibliothèque connue sous le nom d'économie.

Dans le monde réel, l'augmentation du coût de l'énergie a entraîné un effondrement des dépenses discrétionnaires, alors que de plus en plus d'entre nous luttent pour payer les produits essentiels comme la nourriture, les services publics et le logement. Il reste tout simplement trop de mois à la fin de votre salaire pour joindre les deux bouts. Et c'est un problème pour tous ceux qui pensent que la hausse des salaires et des prix est sur le point de générer un nouveau cycle d'expansion économique semblable à celui des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Au contraire, l'augmentation des prix ne fera qu'ajouter du carburant à une apocalypse déjà catastrophique du commerce de détail. Les entreprises chercheront, en effet, à répercuter la hausse des coûts salariaux sur les consommateurs. Mais il est peu probable que les consommateurs réagissent par des dépenses massives. Au contraire, le coût des produits de première nécessité augmentant sans cesse, la plupart d'entre nous cesseront tout simplement de consommer ou, du moins, retarderont leur consommation jusqu'à ce que l'économie se redresse.

Ce que la pénurie de chauffeurs routiers signale en réalité, c'est la désintégration d'une économie mondiale néolibérale qui dépendait de la croissance de la consommation basée sur l'endettement pour se poursuivre. Cette consommation avait déjà ralenti après la hausse des prix du pétrole en 2006. Elle s'est encore ralentie avec les hausses de taux d'intérêt qui ont suivi et s'est effondrée sous l'effet de la tourmente financière et de la flambée des prix du pétrole à partir de 2008. Pour la plupart des gens, le niveau de vie n'a cessé de baisser depuis lors. La hausse des prix perturbera encore davantage les chaînes d'approvisionnement, car nous sommes moins nombreux à être prêts à payer pour une consommation discrétionnaire.

En l'absence d'une nouvelle source d'énergie à haute densité - et il n'en existe aucune à l'heure actuelle - le résultat le plus probable d'ici la fin de la décennie est un monde dans lequel la consommation et le commerce sont beaucoup moins importants. Les navires, les camions et les avions qui continueront à fonctionner transporteront beaucoup plus de biens essentiels et beaucoup moins de biens de consommation courante. Les chauffeurs routiers qui continueront à travailler seront sans doute mieux payés, mais comme les pilotes d'avion et les capitaines de navire, ils seront beaucoup moins nombreux. Quant à nous, nous ferons probablement beaucoup plus de travail physique pour un mode de vie plus simple et beaucoup moins matériel... c'est l'exergie pour vous.

▲ RETOUR ▲

Le début de la fin pour le pétrole ?

Par Michael Klare, initialement publié par TomDispatch 13 mai 2020

Jean-Pierre : Michael Klare se comporte comme un vrai fonctionnaire : il n'explique RIEN. Donc, son article est d'une grande pauvreté.



Les analystes de l'énergie ont longtemps supposé que, avec le temps, les préoccupations internationales croissantes concernant le changement climatique entraîneraient une vaste restructuration de l'entreprise énergétique mondiale. Le résultat : un système plus écologique et moins dommageable pour le climat. Dans cet

avenir, les combustibles fossiles seraient dépassés par les énergies renouvelables, tandis que le pétrole, le gaz et le charbon seraient relégués à un rôle de plus en plus marginal dans l'équation énergétique mondiale. Dans son World Energy Outlook 2019, par exemple, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a prédit que, d'ici 2040, les énergies renouvelables supplanteraient enfin le pétrole en tant que source d'énergie numéro un de la planète et que le charbon disparaîtrait en grande partie du mélange de combustibles. Toutefois, grâce à Covid-19, nous n'aurons peut-être plus à attendre 20 ans pour qu'une telle transition cosmique se produise - elle se produit en ce moment même.

Alors respirez et, au milieu de toutes les mauvaises nouvelles qui nous parviennent à propos d'une pandémie mondiale mortelle, considérez ceci : en matière d'énergie, ce qui devait prendre au moins deux décennies dans le scénario le plus optimiste de l'AIE pourrait maintenant se produire en quelques années seulement. Il s'avère que l'impact du Covid-19 modifie l'équation énergétique mondiale, ainsi que bien d'autres choses, de manière inattendue.

Il n'est pas surprenant que l'énergie soit fortement touchée par la pandémie. Après tout, la consommation de carburant est étroitement liée à l'activité économique, et la Covid-19 a paralysé une grande partie de l'économie mondiale. Les usines, bureaux et autres entreprises étant fermés ou à peine opérationnels, la demande d'énergie de tous types diminue naturellement. Mais les conséquences de la pandémie vont bien au-delà, car nos principaux mécanismes d'adaptation - distanciation sociale et obligation de rester à la maison - ont des répercussions particulières sur la consommation d'énergie.

L'un des premiers effets, et le plus spectaculaire, a été une diminution étonnamment importante des voyages en avion, des trajets domicile-travail en voiture et des voyages d'agrément, activités qui représentent une part importante de la consommation quotidienne de pétrole. Aux États-Unis, par exemple, les voyages en avion ont diminué de 95 % par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, la consommation personnelle d'électricité pour le télétravail, l'apprentissage à distance, les conversations de groupe et les loisirs a explosé. Dans une Italie durement touchée, par exemple, Microsoft signale que l'utilisation de ses services en nuage pour les réunions d'équipe - un consommateur vorace d'électricité - a augmenté de 775 %.

Toutes ces mesures sont censées être des réponses temporaires à la pandémie. Cependant, alors que les responsables gouvernementaux et leurs conseillers scientifiques commencent à parler d'un retour à un semblant de "normalité", il devient de plus en plus évident que nombre de ces pratiques liées à la pandémie persisteront d'une manière ou d'une autre pendant longtemps et, dans certains cas, pourraient s'avérer permanentes. La distanciation sociale restera probablement la norme dans les espaces publics pendant de nombreux mois, voire des années, ce qui limitera la fréquentation des parcs à thème et des grands événements sportifs qui impliquent généralement beaucoup de déplacements en voiture. Beaucoup d'entre nous sont également de plus en plus habitués à travailler à domicile et ne sont peut-être pas pressés de reprendre un trajet quotidien de 30, 60 ou 90 minutes pour se rendre au travail. Certains collèges et universités, déjà soumis à des pressions financières de toutes sortes, pourraient abandonner les cours en présentiel pour de nombreuses matières et se reposer beaucoup plus sur l'enseignement à distance.

Quelle que soit l'issue de cette pandémie, le monde de l'après-Covid-19 sera très différent de celui d'avant la pandémie et la consommation d'énergie sera probablement l'un des domaines les plus touchés par les transformations en cours. Il serait prématuré de faire des prédictions radicales sur le profil énergétique d'une planète post-coronavirus, mais une chose semble possible : la grande transition, cruciale pour éviter les pires conséquences du changement climatique et prévue à l'origine pour dans plusieurs décennies, pourrait se produire beaucoup plus rapidement, même si c'est au prix de faillites généralisées et d'un chômage prolongé pour des millions de personnes.

La domination du pétrole en péril

Alors que l'année 2019 touchait à sa fin, la plupart des analystes de l'énergie supposaient que le pétrole

continuerait à dominer le paysage mondial au cours des années 2020, comme il l'a fait au cours des dernières décennies, ce qui se traduit par l'envoi de quantités toujours plus importantes d'émissions de carbone dans l'atmosphère. Par exemple, dans son International Energy Outlook 2019, l'Energy Information Administration (EIA) du ministère américain de l'énergie a prévu que l'utilisation mondiale de pétrole en 2020 s'élèverait à 102,2 millions de barils par jour. Ce chiffre serait en hausse de 1,1 million de barils par rapport à 2019 et représenterait la deuxième année consécutive où la consommation mondiale aurait dépassé le seuil notable de 100 millions de barils par jour. De manière assez sinistre, l'EIA a en outre prévu que la demande mondiale continuerait de grimper, pour atteindre 104 millions de barils par jour en 2025 et 106 millions de barils en 2030.

Pour établir ces projections, les analystes de l'énergie ont supposé que les facteurs responsables de l'augmentation de la consommation de pétrole au cours des dernières années persisteraient à l'avenir : l'augmentation du nombre de voitures en Chine, en Inde et dans d'autres pays en développement ; l'augmentation constante des trajets domicile-travail, la flambée des prix de l'immobilier obligeant les gens à vivre de plus en plus loin des centres urbains ; et l'augmentation exponentielle des voyages en avion, en particulier en Asie. Ces facteurs, a-t-on supposé, feraient plus que compenser toute baisse de la demande causée par une plus grande préférence pour les voitures électriques en Europe et dans quelques autres endroits. Comme le suggère le géant pétrolier BP dans ses Perspectives énergétiques pour 2019, *"Toute la croissance de la demande provient des économies en développement, tirée par la classe moyenne en plein essor dans les économies asiatiques en développement."*

Même en janvier, alors que le coronavirus commençait à se propager de la Chine à d'autres pays, les analystes de l'énergie imaginaient peu de changement dans ces prédictions. Faisant état d'une "forte dynamique continue" de l'utilisation du pétrole dans les principales économies en développement, l'AIE réaffirmait généralement sa conviction que la consommation mondiale augmenterait de plus d'un million de barils par jour en 2020.

Ce n'est que maintenant que l'agence commence à changer de discours. Dans son dernier rapport sur le marché pétrolier, elle prévoit que la consommation mondiale de pétrole en avril chutera d'un étonnant 29 millions de barils par jour par rapport au même mois de l'année précédente. Cette baisse, soit dit en passant, équivaut à la consommation totale de pétrole des États-Unis, du Canada et du Mexique en 2019. Pourtant, les analystes de l'AIE ont supposé que tout cela ne serait qu'un phénomène passager. Dans ce même rapport, ils ont également prédit que l'activité économique mondiale rebondirait au second semestre de cette année et que, d'ici décembre, l'utilisation du pétrole serait déjà à quelques millions de barils près des niveaux de consommation antérieurs au coronavirus.

D'autres indicateurs suggèrent toutefois que ces prévisions optimistes s'avéreront très fantaisistes. La probabilité que la consommation de pétrole se rapproche des niveaux de 2018 ou 2019 d'ici la fin de l'année ou même au début de 2021 semble maintenant remarquablement irréaliste. En fait, il est douteux que les projections antérieures concernant une croissance future soutenue de la demande de pétrole se concrétisent un jour.

Une économie mondiale en ruines

Pour commencer, un retour aux niveaux de consommation d'avant la période covidienne suppose une restauration raisonnablement rapide de l'économie mondiale telle qu'elle était, avec l'Asie en tête. À l'heure actuelle, cependant, rien ne prouve qu'un tel résultat soit probable.

Dans son rapport d'avril sur les perspectives de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international prévoit que la production économique mondiale chutera de 3 % en 2020 (ce qui pourrait s'avérer une nette sous-estimation) et que les graves conséquences de la pandémie, notamment le chômage généralisé et les faillites d'entreprises, persisteront bien au-delà de 2021. Au total, la perte cumulée du produit intérieur brut mondial en 2020 et 2021, due à la pandémie, s'élèvera à quelque 9 000 milliards de dollars, une somme supérieure aux économies du Japon et de l'Allemagne réunies (et cela suppose que le coronavirus ne reviendra pas encore plus féroce fin 2020 ou en 2021, comme la "grippe espagnole" en 1918).

Ces données, ainsi que d'autres données récentes, suggèrent que toute idée selon laquelle la Chine, l'Inde et d'autres pays en développement vont bientôt reprendre leur trajectoire de consommation de pétrole à la hausse et sauver l'industrie pétrolière mondiale semble tout à fait farfelue. En effet, le 17 avril, le Bureau national des statistiques de la Chine a annoncé que le PIB du pays s'était contracté de 6,8 % au cours des trois premiers mois de 2020, la première baisse de ce type en 40 ans et un coup dur pour le modèle de croissance de ce pays. Même si les responsables gouvernementaux rouvrent lentement les usines et d'autres entreprises clés, la plupart des observateurs estiment qu'il sera extrêmement difficile de stimuler une croissance significative, étant donné que les consommateurs chinois, traumatisés par la pandémie et les mesures de confinement qui l'ont accompagnée, semblent peu enclins à faire de nouveaux achats, à voyager, à faire du tourisme, etc.

N'oubliez pas non plus qu'un ralentissement de l'activité en Chine aura des conséquences désastreuses sur les économies de nombreux autres pays en développement qui dépendent du tourisme ou des importations de pétrole, de cuivre, de minerai de fer et d'autres matières premières de ce pays. Après tout, la Chine est la principale destination des exportations de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Les usines chinoises étant fermées ou fonctionnant à un rythme réduit, la demande de leurs produits s'est déjà effondrée, entraînant des difficultés économiques généralisées pour leurs populations.

Si l'on ajoute à cela la montée du chômage aux États-Unis et ailleurs, il semblerait que la possibilité que la consommation mondiale de pétrole retrouve bientôt - ou même jamais - ses niveaux pré-pandémiques soit pour le moins modeste. En effet, les principales nations exportatrices de pétrole sont manifestement arrivées à cette conclusion d'elles-mêmes, comme le montre l'accord extraordinaire du 12 avril auquel sont parvenus les Saoudiens, les Russes et d'autres grands pays exportateurs pour réduire la production mondiale de près de 10 millions de barils par jour. Il s'agissait d'une tentative désespérée pour soutenir les prix du pétrole, qui avaient chuté de plus de 50 % depuis le début de l'année. Et gardez à l'esprit que même cette réduction - d'une ampleur sans précédent - n'empêchera probablement pas une nouvelle baisse de ces prix, les achats de pétrole continuant de chuter et de baisser encore.

Faire les choses différemment

Les analystes de l'énergie diront probablement que, même si le ralentissement durera sans aucun doute plus longtemps que les prévisions optimistes de l'AIE, tôt ou tard, l'utilisation du pétrole reprendra son cours antérieur et atteindra à nouveau le niveau de 100 millions de barils par jour. Mais cela semble très improbable, étant donné la façon dont la pandémie est en train de remodeler l'économie mondiale et le comportement humain quotidien.

Après tout, les prévisions de l'AIE et de l'industrie pétrolière supposent un monde entièrement interconnecté dans lequel le type de croissance dynamique que nous attendons de l'Asie au XXI^e siècle alimentera tôt ou tard la vigueur économique mondiale. Des lignes d'approvisionnement étendues transporteront à nouveau les matières premières et autres intrants vers les usines chinoises, tandis que les pièces et produits finis chinois seront acheminés vers les marchés de tous les continents. Mais que l'économie de ce pays recommence ou non à croître, il est peu probable qu'un tel modèle économique mondialisé reste le modèle dominant de l'ère post-pandémique. En fait, de nombreux pays et entreprises commencent à restructurer leurs lignes d'approvisionnement pour éviter une dépendance totale à l'égard des fournisseurs étrangers en recherchant des alternatives plus proches de chez eux - une tendance susceptible de persister après la levée des restrictions liées à la pandémie (en particulier dans un monde où le "nationalisme" à la Trump semble toujours en hausse).

"Il y aura une remise en question de la mesure dans laquelle un pays veut être dépendant d'un autre pays", suggère la bien nommée Elizabeth Economy, senior fellow au Council on Foreign Relations. "Je ne pense pas que, fondamentalement, ce soit la fin de la mondialisation. Mais cela accélère le type de réflexion qui a cours dans l'administration Trump, à savoir qu'il y a des technologies critiques, des ressources critiques, des capacités de fabrication de réserve que nous voulons ici aux États-Unis en cas de crise."

D'autres pays ne manqueront pas de commencer à planifier dans le même sens, ce qui entraînera un déclin important du commerce transcontinental. Le commerce local et régional devra, bien sûr, augmenter pour compenser ce déclin, mais l'impact net sur la demande de pétrole sera probablement négatif, car les échanges et les voyages sur de longues distances diminuent. Pour la Chine et d'autres puissances asiatiques montantes, cela pourrait également se traduire par un ralentissement du taux de croissance, ce qui mettrait à mal les "classes moyennes en plein essor" qui, à leur tour, étaient censées être les principaux moteurs locaux (littéralement, dans le cas des cultures automobiles de ces pays) de la consommation de pétrole.

Une évolution vers l'électricité - et une plus grande dépendance à l'égard des énergies renouvelables

Une autre tendance que le coronavirus devrait accélérer : le recours accru au télétravail par les entreprises, les gouvernements, les universités et autres institutions. Avant même que la pandémie n'éclate, de nombreuses entreprises et organisations commençaient à recourir davantage aux téléconférences et au travail à domicile afin de réduire les frais de déplacement, les maux de tête liés aux trajets et même, dans certains cas, les émissions de gaz à effet de serre. Dans notre nouveau monde, l'utilisation de ces techniques risque de devenir beaucoup plus courante.

"La pandémie de COVID-19 est, entre autres, une expérience massive de télétravail", ont observé Katherine Guyot et Isabel Sawhill de la Brookings Institution dans un récent rapport. "Jusqu'à la moitié des travailleurs américains travaillent actuellement à domicile, soit plus du double de la fraction qui travaillait à domicile (au moins occasionnellement) en 2017-2018."

Beaucoup de ces travailleurs, ont-ils également noté, étaient largement peu familiers avec la technologie du télétravail lorsque cette grande expérience a commencé, mais ont rapidement maîtrisé les compétences nécessaires. N'ayant guère le choix en la matière, les lycéens et les étudiants deviennent également plus adeptes du télétravail à mesure que leurs écoles passent à l'apprentissage à distance. Parallèlement, les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur investissent massivement dans le matériel et les logiciels nécessaires à ces communications et à cet enseignement. En conséquence, Guyot et Sawhill suggèrent que "l'éclosion accélère la tendance au télétravail, peut-être à long terme".

Toute augmentation importante du télétravail ne manquera pas d'avoir un double impact sur la consommation d'énergie : les gens conduiront moins, ce qui réduira leur consommation de pétrole, tout en recourant davantage à la téléconférence et à l'informatique dématérialisée, ce qui augmentera leur consommation d'électricité. "Le coronavirus nous rappelle que l'électricité est plus indispensable que jamais", déclare Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE. *"Des millions de personnes sont désormais confinées chez elles et ont recours au télétravail pour faire leur travail."*

La dépendance accrue à l'égard de l'électricité, à son tour, aura un impact important sur la nature même de la consommation de combustibles primaires, car le charbon commence à perdre son rôle dominant dans la production d'énergie électrique et est remplacé à un rythme toujours plus rapide par les énergies renouvelables. En 2018, selon le World Energy Outlook 2019 de l'AIE, un désolant 38 % de la production mondiale d'électricité était encore assurée par le charbon, 26 autres % par le pétrole et le gaz naturel, et seulement 26 % par les énergies renouvelables ; les 10 % restants provenaient du nucléaire et d'autres sources d'énergie. On s'attendait à ce que cette situation change radicalement au fil du temps, lorsque les politiques de protection du climat commenceraient à avoir un impact significatif, mais, même dans les scénarios les plus optimistes de l'AIE, ce n'est qu'après 2030 que les énergies renouvelables atteindraient le niveau de 50 % de la production d'électricité. Avec Covid-19, cependant, ce processus risque maintenant de s'accélérer, car les compagnies d'électricité s'adaptent au ralentissement économique mondial et cherchent à minimiser leurs coûts.

De nombreuses entreprises étant fermées, la consommation nette d'électricité aux États-Unis a en fait quelque peu diminué ces derniers mois - mais pas autant que la baisse de la consommation de pétrole, étant donné que la consommation d'électricité domestique a compensé la chute de la demande des entreprises. À mesure que les services publics s'adaptent à cet environnement difficile, ils constatent que l'énergie éolienne et l'énergie solaire sont souvent les sources d'énergie primaire les moins coûteuses, le gaz naturel se situant juste derrière et le charbon étant le plus cher de toutes. Dans la mesure où elles investissent dans l'avenir, elles semblent donc privilégier les grands projets solaires et éoliens, qui peuvent, en fait, être mis en service relativement rapidement, assurant ainsi les revenus nécessaires. Les nouvelles centrales au gaz naturel sont plus longues à installer et le charbon n'offre aucun avantage.

En pleine catastrophe mondiale, il est bien trop tôt pour faire des prédictions détaillées sur le paysage énergétique des décennies à venir. Néanmoins, il apparaît que la pandémie actuelle, toujours en cours, impose des changements radicaux dans notre façon de consommer l'énergie et que nombre de ces changements sont susceptibles de persister d'une manière ou d'une autre longtemps après que le virus ait été maîtrisé. Compte tenu de la nature déjà extrême du réchauffement de la planète, ces changements seront probablement catastrophiques pour les industries du pétrole et du charbon, mais bénéfiques pour l'environnement - et donc pour nous tous. Aussi mortel, perturbateur et économiquement dévastateur que soit le Covid-19, il se peut, rétrospectivement, qu'il ait eu au moins une lueur d'espoir.

▲ RETOUR ▲

.Le régime alimentaire américain standard : Des revenus en aval pour le système de santé américain

Par Kurt Cobb, initialement publié par Resource Insights 29 août 2021



J'ai un jour entendu quelqu'un dire que le régime alimentaire américain standard (riche en graisses, en sucre, en sel et en aliments transformés) était un mécanisme permettant de fournir des revenus en aval au système de santé du pays. Deux rapports récents viennent s'ajouter aux preuves croissantes du fonctionnement de ce système étrangement destructeur.

Le premier porte sur les effets de la consommation d'huile de soja. Cette huile est l'un des ingrédients les plus omniprésents dans les aliments emballés, et elle constitue la part du lion des huiles de cuisson. Pour vérifier cette affirmation, la prochaine fois que vous ferez vos courses, lisez les étiquettes des aliments emballés et des huiles de cuisson que vous achetez (à moins que vous n'ayez déjà pris soin d'éviter l'huile de soja, auquel cas vous devrez lire les étiquettes des produits que vous n'oseriez même pas acheter).

Alors, qu'est-ce que le rapport a trouvé ? "**[L']huile de soja** n'entraîne pas seulement l'obésité et le diabète, mais elle pourrait également avoir une incidence sur des troubles neurologiques comme l'autisme, la maladie d'Alzheimer, l'anxiété et la dépression." Maintenant, cela signifie vraiment beaucoup de revenus pour le système médical. L'étude note que "*l'huile de soja est de loin l'huile comestible la plus largement produite et consommée aux États-Unis, selon le ministère américain de l'agriculture*".

Si vous savez déjà que les Romains de l'Antiquité utilisaient des tasses en plomb pour boire - les Romains disaient que cela améliorerait la saveur du vin - repensez à la première fois que vous avez lu ou qu'on vous a parlé de cette pratique. Je me suis dit : "Comment ont-ils pu être aussi stupides ? Comment pouvaient-ils ne pas voir ce qui arrivait aux personnes qui travaillaient dans les mines de plomb ?" Après réflexion, j'ai réalisé que les esclaves travaillaient dans les mines de plomb, donc leur condition n'était pas très visible pour les Romains libres ordinaires.

Maintenant, je réalise que notre civilisation s'empoisonne à la fois par sa nourriture et par ses contenants (voir ci-dessous pour les contenants). En fait, il semble que nous ayons surchargé cette pratique avec la prolifération d'aliments transformés contenant des ingrédients malsains comme l'huile de soja mélangée à des produits chimiques agricoles fabriqués par l'homme et dispersés dans l'environnement pour notre "bénéfice". Ce site estime qu'il existe aujourd'hui plus de 150 000 produits chimiques artificiels de tous types en circulation dans le monde. (Nous semblons également être des experts en matière de pollution de l'eau que nous buvons et de l'air que nous respirons, mais ces sujets méritent des articles à eux seuls).

En parlant de produits chimiques agricoles, nous avons également appris la semaine dernière que l'un des pesticides les plus utilisés au monde, le chlorpyrifos, pourrait "être partiellement responsable de l'épidémie mondiale d'obésité".

Voici l'essentiel des conclusions :

*Les chercheurs ont découvert que le chlorpyrifos, dont l'utilisation sur les aliments est interdite au **Canada** mais qui est largement pulvérisé sur les fruits et légumes dans de nombreuses autres parties du monde, ralentit la combustion des calories dans le tissu adipeux brun des souris. La réduction de cette combustion des calories, un processus connu sous le nom de thermogenèse induite par l'alimentation, amène le corps à stocker ces calories supplémentaires, favorisant ainsi l'obésité.*

Ce mois-ci, après une bataille de 14 ans avec les organisations de défense de l'environnement et de la santé publique, l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a interdit l'utilisation du chlorpyrifos sur les aliments. Curieusement, l'agence n'a PAS interdit les utilisations non agricoles et non alimentaires qui seront "revues".

Le chlorpyrifos n'est qu'un des nombreux produits chimiques qui préoccupent un groupe de scientifiques qui ont publié en 1996 un livre intitulé *Our Stolen Future* (Notre avenir volé) destiné à rendre accessibles au public leurs découvertes sur les produits chimiques perturbateurs du système endocrinien. Malgré leur mise en garde, la société humaine n'a pas fait grand-chose pour contrer la menace que représentent les produits chimiques agricoles et industriels et les produits chimiques présents dans les emballages alimentaires, comme le bisphénol-A ou BPA utilisé dans les plastiques. Au lieu de cela, l'obésité et le diabète, deux maladies étroitement liées aux perturbateurs endocriniens, sont montés en flèche. Les médias et l'establishment médical ont pris note de cette tendance, mais semblent généralement très flous sur la cause de ce phénomène et ne proposent guère de solutions pour l'inverser.

Même pour ceux qui comprennent le problème sous-jacent, faire le ménage peut sembler décourageant. Et les récentes révélations sur la façon dont l'industrie chimique corrompt régulièrement le processus d'examen des nouveaux produits chimiques à l'EPA ne permettent pas d'espérer que les choses changent bientôt.

Il ne nous reste que des solutions fragmentaires et des actions individuelles. Il existe un segment bien connu d'agriculteurs qui produisent des aliments biologiques pour les consommateurs prêts à payer le coût supplémentaire de leur production. Les ventes mondiales d'aliments biologiques ont atteint 106 milliards de dollars en 2019. Cela semble être un gros chiffre, n'est-ce pas ? Mais si on le compare à la taille totale du marché mondial de l'alimentation et de l'agriculture, qui s'élève à 8 700 milliards de dollars, c'est une goutte

d'eau (environ 1,2 %).

Mais il y a la question plus large des choix alimentaires, biologiques ou non. Les fabricants de produits alimentaires cherchent toujours à inciter les consommateurs à acheter davantage de leurs produits. Ce n'est pas un secret qu'ils formulent des produits pour favoriser la dépendance. Dans une étude de 2013, le sirop de maïs à haute teneur en fructose s'est révélé "aussi addictif que des drogues, comme la cocaïne ou l'héroïne, le sel ayant prouvé qu'il avait des qualités similaires à celles des opioïdes". Les aliments riches en graisses (souvent remplis de graisses laitières ou d'huiles végétales) sont également les préférés des entreprises alimentaires.

Rien de tout cela ne devrait surprendre quiconque est un tant soit peu soucieux de sa santé dans ses choix alimentaires. Ce qui est surprenant, c'est que ces informations sont presque totalement occultées lorsqu'il s'agit de traiter les personnes atteintes des maladies causées par le régime alimentaire américain standard. L'establishment médical aide les gens à "gérer" leur diabète et leurs maladies cardiaques plutôt qu'à s'en débarrasser.

Les médecins ne font que très peu d'efforts pour encourager de meilleures habitudes alimentaires. Il est vrai que c'est un sujet difficile à aborder avec les patients et qu'il risque de les envoyer dans les bras d'autres médecins plus "compréhensifs". Mais, bien sûr, il y a aussi le fait que les médecins ne reçoivent pratiquement aucune formation en nutrition.

Mais, ce qui est probablement tout aussi important, il y a le battement de tambour incessant de la publicité alimentaire axée sur les aliments les plus délétères et les plus addictifs. Il est difficile de convaincre les gens que des aliments dont la publicité, la consommation et l'acceptation sont si répandues sont en train de les tuer, bien que lentement.

Et c'est ainsi que ce système alimentaire crée des revenus en aval si constants pour le système de santé. Les gens ne tombent pas comme des mouches. Ils sont simplement de plus en plus malades et souffrent d'affections qui sont "médicalement gérées" par des médicaments et d'autres produits tels que l'insuline, qui génèrent des revenus récurrents pour les entreprises pharmaceutiques et pour divers professionnels du système médical. Personne ne semble être en mesure de changer cette dynamique. Quiconque s'y essaie de manière significative risque de se faire écraser par l'industrie alimentaire, l'un des lobbies les plus puissants du pays.

Cela signifie que les petites mesures, étape par étape, sont le moyen le plus probable d'avancer. C'est malheureux car je connais et je vois tant de personnes qui se tuent progressivement avec le régime américain. Même ceux qui le savent ont du mal à abandonner la nourriture qu'ils aiment le plus (lire : dont ils sont dépendants).

▲ RETOUR ▲

La bombe azote : les engrais fossiles maintiennent des milliards d'entre nous en vie

Alice Friedemann Posté le 30 août, 2021 par energyskeptic

Préface. Il y a deux articles ci-dessous qui expliquent pourquoi les engrais à base de gaz naturel maintiennent au moins 4 milliards d'entre nous en vie aujourd'hui. Si vous êtes intéressé par ce sujet, en voici quelques autres à lire :

- Erisman JW, Sutton MA, Galloway J, et al (2008) How a century of ammonia synthesis changed the world. Nature Geoscience.
- Smil V (2004) Enrichir la Terre : Fritz Haber, Carl Bosch, et la transformation de la production alimentaire mondiale. MIT Press.

- Stewart WM, Dibb DW, Johnston AE, et al (2005) The contribution of commercial fertilizer nutrients to food production. *Agronomy Journal* 97 : 1-6

Nous devrions vraiment passer à l'agriculture biologique et au compostage pour redonner au sol sa santé d'antan, ce qui permet de protéger les plantes contre les maladies, d'augmenter la production, de retenir l'eau, etc. Étant donné que les pesticides sont également basés sur des combustibles fossiles (pétrole) et que les nouveaux pesticides sont en voie d'épuisement, tout comme les antibiotiques, il y a d'autant plus de raisons de passer à l'agriculture biologique avant d'y être contraints. Il faut parfois des années pour que les fermes industrielles retrouvent la santé de l'écosystème du sol.

Alice Friedemann www.energyskeptic.com auteur de 2021 *Life After Fossil Fuels : A Reality Check on Alternative Energy* best price here ; 2015 *When Trucks Stop Running : Energy and the Future of Transportation*, *Barriers to Making Algal Biofuels*, & *"Crunch ! Whole Grain Artisan Chips and Crackers"*. Podcasts : *Crazy Town*, *Collapse Chronicles*, *Derrick Jensen*, *Practical Prepping*, *KunstlerCast 253*, *KunstlerCast278*, *Peak Prosperity*, rapport XX2.

Fisher D (2011) The Nitrogen Bomb. En apprenant à tirer de l'engrais d'un ciel bleu clair, les chimistes ont nourri les multitudes. Magazine Discover.

Ils ont aussi déclenché une furie aussi menaçante que l'énergie atomique.

En 1898, Sir William Crookes a fait appel à la science pour sauver l'Europe d'une famine imminente. L'approvisionnement mondial en blé était principalement produit par les États-Unis et la Russie, notait Sir Crookes dans son discours présidentiel à la British Association for the Advancement of Science. Au fur et à mesure que la population de ces pays augmentait, leur propre demande allait dépasser toute augmentation de la production. Qu'arriverait-il alors à l'Europe ? "C'est le chimiste qui doit venir au secours des communautés menacées", s'est écrié M. Crookes. *"C'est par le laboratoire que la famine peut finalement être transformée en abondance."*

Le nœud du problème est le manque d'azote. Dans les années 1840, la production agricole avait décliné en Angleterre et la famine se serait installée sans la découverte que le facteur limitant de la production alimentaire était la quantité d'azote dans le sol. L'ajout d'azote sous forme d'engrais à base de nitrates a permis d'augmenter suffisamment la production alimentaire pour éviter la catastrophe. Mais aujourd'hui, à la fin du siècle, la multiplication de la population mettait l'agriculture à rude épreuve. La solution évidente était d'utiliser plus d'engrais. Mais la plupart des gisements de nitrate du monde se trouvent au Chili, et ils sont insuffisants. D'où viendrait l'azote supplémentaire ?

Cette question, et l'appel aux armes scientifique de Crookes, allait déclencher une réaction en chaîne d'une aussi grande portée que celles déclenchées à Los Alamos quatre décennies plus tard. Les historiens décrivent souvent la découverte de l'énergie nucléaire comme une sorte de seuil dans l'histoire de l'humanité - un mur de feu que notre culture a franchi et ne peut plus revenir. Mais un passage tout aussi fatidique s'est produit avec la recherche sur l'azote. Comme les scientifiques du projet Manhattan, ceux qui ont relevé le défi de Crookes ont bricolé les éléments de base de la vie pour des raisons sociales plutôt que scientifiques. Et comme les hommes qui ont créé la bombe atomique, ils ont déclenché des forces qui échappaient à leur contrôle, des forces qui, depuis, ont tout façonné, de la politique à la culture en passant par l'environnement.

Aujourd'hui, les engrais azotés contribuent à nourrir des milliards de personnes, mais ils empoisonnent également les écosystèmes, détruisent les pêcheries et rendent malades et tuent des enfants dans le monde entier. En assurant notre approvisionnement en nourriture, ils provoquent des ravages dans l'eau et l'air.

L'azote est essentiel à la chimie de la vie et, parfois, à sa destruction. Il se fraie un chemin à travers tous les êtres vivants sous la forme d'acides aminés - qui sont des chaînes ou des anneaux d'atomes de carbone attachés à des

groupes d'atomes d'azote et d'hydrogène - et c'est l'élément principal de la nitroglycérine et du trinitrotoluène, ou TNT.

Les engrais à base d'azote sont désormais si courants, et la chimie des explosifs si bien connue, que n'importe quel fanatique sérieux peut fabriquer une bombe. L'immeuble fédéral Alfred P. Murrah à Oklahoma City a été fait sauter en 1995 avec de l'engrais à base de nitrate vendu dans un magasin d'alimentation animale, combiné à du mazout et à un détonateur.

Près de 80 % de l'atmosphère mondiale est constituée d'azote - suffisamment pour nourrir les populations humaines jusqu'à la fin des temps. Mais l'azote atmosphérique est constitué de molécules de N_2 extrêmement stables, peu enclines à réagir avec d'autres molécules. Les bactéries transforment une partie de l'azote atmosphérique d'abord en ammoniac (NH_3), puis en nitrites (NO_2^-) et en nitrates (NO_3^-), mais pas suffisamment pour l'agriculture moderne. À la fin du XIXe siècle, il fallait trouver un moyen d'imiter ces microbes, de "fixer" l'azote atmosphérique sous une forme chimiquement active.

Quelques années avant le discours de William Crookes, de la chaux et du coke ont été chauffés avec succès dans un four électrique pour produire du carbure de calcium, qui a ensuite réagi avec l'azote atmosphérique. Crookes lui-même avait montré qu'un arc électrique pouvait "mettre le feu à l'air", comme il le décrivait, en oxydant l'azote en nitrates. Mais l'électricité nécessaire à l'un ou l'autre de ces procédés était d'un coût prohibitif. Crookes suggère l'utilisation de l'énergie hydroélectrique, mais seule la Norvège dispose de suffisamment d'énergie hydroélectrique, et bien que les Norvégiens aient construit une usine de fixation de l'azote, elle fournit à peine assez d'azote pour l'usage domestique. Le reste de l'Europe est toujours confronté au spectre de la faim. C'est dans ce contexte inquiétant qu'intervient Fritz Haber.

Haber est un jeune physico-chimiste allemand qui a renoncé à son judaïsme pour améliorer sa carrière : Les opportunités académiques en Allemagne, comme dans la plupart des autres pays européens, étaient limitées pour les Juifs à cette époque. Après l'obtention de son doctorat, Haber a d'abord été nommé portier, ou concierge, au département de chimie de l'université de Karlsruhe. Mais il parvint rapidement à obtenir un poste de chargé de cours et, en 1898, il fut nommé professeur extraordinaire et était prêt à commencer à réfléchir au problème de l'azote.

Haber commença par envisager la possibilité de convertir l'azote atmosphérique en ammoniac directement en le faisant réagir avec de l'hydrogène. Les expérimentateurs précédents avaient constaté que la réaction ne pouvait avoir lieu qu'à des températures élevées - environ 1 000 degrés Celsius - auxquelles l'ammoniac se décompose instantanément. Mais les propres expériences de Haber ont confirmé qu'il ne pouvait transformer qu'environ 0,0048 % de l'azote en ammoniac de cette manière. De plus, une étude approfondie de la théorie thermodynamique confirma ce qu'il soupçonnait depuis longtemps : l'ammoniac ne pouvait être produit en grandes quantités que sous haute pression - plus élevée que ce qui était alors possible, mais pas impossible. Il s'agissait maintenant de trouver le bon équilibre entre la pression et la température pour obtenir les meilleurs résultats, et de trouver un catalyseur qui permettrait de ramener légèrement les pressions dans le domaine des possibilités commerciales.

Après de longues recherches, Haber trouva l'uranium comme catalyseur et, grâce à quelques perfectionnements techniques supplémentaires, il put produire près d'un demi-litre d'ammoniac par heure. Mieux encore, le processus ne nécessite que peu d'énergie et ce métal obscur, qui n'a aucune autre utilisation commerciale, est bon marché.

La société Badische Anilin-& Soda-Fabrik (BASF) envoya le chimiste Alwin Mittasch et l'ingénieur Carl Bosch au laboratoire de Haber pour une démonstration. Et, bien sûr, tout a mal tourné. Haber les a suppliés de rester pendant qu'il bricolait l'appareil. Le temps passe, et Bosch repart. Puis, au moment où Mittasch s'apprête à partir, l'ammoniac commence à s'écouler du tube. Mittasch est resté debout et a regardé, puis s'est assis, profondément impressionné. Au moment de son départ, l'ammoniac coulait librement.

Il fallut encore trois ans aux ingénieurs de la société, dirigés par Bosch, pour porter l'expérience à un niveau commercial, mais en 1912, le procédé Haber-Bosch était un moyen viable de produire des engrais. Haber et Bosch recevront plus tard des prix Nobel pour leurs efforts, la menace de famine est écartée et le monde vit heureux pour toujours. Enfin, pas tout à fait.

Au début des années 1900, l'Allemagne de l'empereur Guillaume II était l'État le plus puissant d'Europe, avec la plus forte armée, la plus grande capacité industrielle et une ferveur patriotique à la hauteur. Les Allemands veulent leur "juste place" dans l'ordre mondial, mais leur pays ne peut se développer qu'aux dépens des frontières d'autrui. L'Allemagne ne peut pas non plus réaliser ses ambitions par la colonisation - la plupart des pays non développés ont déjà été conquis.

N'ayant pas de place pour se développer, ou même s'étendre, la fantaisie de l'empereur se tourne vers des pensées de guerre. Trois inhibitions, cependant, le retenaient. La première était le problème de l'azote pour les engrais, car en ces premières années du siècle, Haber n'avait pas encore commencé ses travaux. L'Allemagne était le premier importateur mondial de nitrates chiliens, et sans une infusion constante d'engrais, ses sols pauvres et sablonneux empiraient chaque année. Le deuxième problème était à nouveau le manque d'azote, cette fois pour les explosifs. Le troisième problème est la Royal Navy britannique, qui règne sur les mers. Si l'Allemagne devait déclencher une guerre, la Royal Navy couperait son approvisionnement en nitrates du Chili, et la population s'éteindrait lentement.

L'invention par Fritz Haber de la fixation industrielle de l'azote était donc merveilleuse pour le kaiser. D'un seul coup, l'Allemagne serait en mesure de produire tous les engrais et explosifs dont elle avait besoin - à condition que la guerre ne dure pas trop longtemps. En 1913, la première usine de fixation de l'azote a commencé à fonctionner à Oppau. Un an plus tard, l'héritier du trône d'Autriche, l'archiduc Franz Ferdinand, est assassiné à Sarajevo. L'Allemagne pousse bientôt l'Autriche à déclarer la guerre et déploie ses propres troupes à l'est et à l'ouest.

La Première Guerre mondiale s'est terminée quatre ans plus tard avec la création de la Russie soviétique et l'effondrement de l'Allemagne, ce qui a conduit directement à la montée du nazisme avec toutes ses horreurs et à la Deuxième Guerre mondiale. Rien de tout cela n'aurait pu se produire sans la découverte de la fixation commerciale de l'azote. En essayant de sauver l'Europe, Fritz Haber a failli la détruire.

Et en essayant de nourrir l'humanité, nous pourrions encore l'affamer. Le siècle le plus sanglant de la civilisation, rendu furieux par l'émancipation de l'azote, est entré dans l'histoire. Mais le paradoxe de l'azote demeure. Au début, il était partout autour de nous et nous ne pouvions pas l'utiliser. Maintenant, nous savons comment l'utiliser, et il nous étouffe.

Les 7,7 milliards d'êtres humains de la planète (et ce chiffre ne cesse de croître) dépendent plus que jamais des engrais pour augmenter l'azote naturel des sols.

En fait, nous produisons aujourd'hui plus d'azote fixe, via un processus Haber-Bosch quelque peu modifié, que ne le font les processus microbiens naturels du sol. Les agriculteurs ont tendance à appliquer davantage d'engrais plutôt que de prendre le risque d'en appliquer moins, de sorte que la quantité d'azote accumulée est supérieure à celle que le sol peut absorber ou décomposer. Les nitrates provenant des gaz d'échappement des voitures et d'autres combustibles fossiles ajoutent considérablement à cette surcharge. L'excédent est soit évacué par les pluies ou l'irrigation, soit lessivé du sol vers les eaux souterraines. On estime que 20 % de l'azote apporté par l'homme aux bassins versants finit par se retrouver dans les lacs, les rivières, les océans et les réservoirs publics, ouvrant ainsi une véritable boîte de Pandore aux problèmes.

Les algues, comme tous les organismes vivants, sont limitées par leur approvisionnement en nourriture, et l'azote est leur source de vie. Ainsi, lorsque l'excès d'azote est rejeté dans les eaux chaudes et ensoleillées, une bacchanale d'algues s'ensuit. Certaines espèces forment ce que l'on appelle une "marée rouge" pour sa couleur

terne, produisant des toxines chimiques qui tuent les poissons et dévastent les pêcheries commerciales. Lorsque les gens mangent des coquillages contaminés par une marée rouge, ils peuvent souffrir d'irritations cutanées, de lésions hépatiques, de paralysie et même de mort. Comme l'a dit Yeats, "la marée teintée de sang est libérée".

Les efflorescences algales, même lorsqu'elles ne sont pas toxiques, bloquent la lumière du soleil et empêchent la photosynthèse des plantes qui vivent en dessous. Ensuite, elles meurent et coulent, épuisant les réserves d'oxygène de l'eau par leur décomposition et tuant les palourdes, les crabes et les autres habitants du fond. Dans la mer Baltique, les niveaux d'azote ont été multipliés par quatre au cours du XXe siècle, ce qui a entraîné une augmentation massive de la prolifération des algues au printemps. Certains écologistes pensent que c'est la principale cause de l'effondrement de la pêche au cabillaud dans la Baltique au début des années 1990.

Chaque printemps, le même processus crée désormais une "zone morte" gigantesque et croissante, à une profondeur de 1 à 20 mètres, dans le golfe du Mexique. Les rivières Mississippi et Atchafalaya, qui drainent 41 % de la superficie continentale des États-Unis, déversent dans le golfe les nitrates et les phosphates en excès provenant des terres agricoles de 31 États, ainsi que des usines. Ce ruissellement a créé une zone hypoxique, ou désoxygénée, le long de la côte de la Louisiane vers le Texas qui, certaines années, s'est étendue jusqu'au New Jersey. Cette zone abrite une riche pêche et, si rien n'est fait, on peut s'attendre à des conséquences désastreuses similaires à celles de la mer Baltique. Le don d'azote de Haber n'a donc pas été entièrement une aubaine dans le domaine de l'alimentation : il a permis d'augmenter la production alimentaire sur terre, mais il menace désormais notre approvisionnement en aliments provenant de la mer.

Il y a quatre ans, l'Agence de protection de l'environnement a constitué un groupe d'experts chargé de s'attaquer au problème de la zone morte. Leur plan d'action final, présenté en janvier, préconise de renforcer la recherche, la surveillance, l'éducation et la planification. Surtout, le plan propose d'inciter les agriculteurs à utiliser moins d'engrais. Mais il sera difficile de se défaire de cette dépendance. Contrairement à l'énergie nucléaire, les engrais azotés sont absolument nécessaires à la survie de la civilisation moderne. "Pas de nitrates !" et "Gel des engrais pour toujours !" ne sont pas des slogans viables. À la fin du 19e siècle, le monde comptait environ 1,5 milliard d'habitants, et ceux-ci commençaient déjà à épuiser les réserves alimentaires. Aujourd'hui, alors que la population dépasse les 7 milliards d'habitants, l'humanité n'a aucun moyen de se nourrir sans engrais azotés. Comme nous l'a dit récemment Peter Vitousek, écologiste à l'université de Stanford, *"nous ne pouvons pas produire de nourriture sans mobiliser beaucoup d'azote, et nous ne pouvons pas mobiliser beaucoup d'azote sans en répandre."*

La prolifération des algues n'est que l'un des nombreux effets secondaires désastreux de l'excès d'azote. En Floride, par exemple, le ruissellement de l'azote (et du phosphore) provenant des laiteries et des fermes a saboté les habitants indigènes des Everglades, qui ont évolué dans un environnement pauvre en nutriments. L'afflux d'algues qui aiment les nutriments a largement remplacé les algues périphériques gris-vert qui flottaient autrefois sur une grande partie des Everglades. Les nouvelles hordes d'algues bleu-vert épuisent l'oxygène et constituent une source de nourriture moins favorable. C'est ainsi que des plantes exotiques comme les quenouilles, les melaleucas et les pins australiens ont envahi les Everglades. Tout comme les promoteurs de centres commerciaux et de lotissements ont recouvert la plupart des terres habitables à l'est et au sud, ces opportunistes ont recouvert les marais et les prairies humides indigènes où les oiseaux se nourrissaient autrefois. Sous la surface, les restes des nouvelles algues, qui s'accumulent plus rapidement, ont presque complètement éliminé l'oxygène dissous dans l'eau. Peu de poissons peuvent survivre.

L'azote contamine également l'eau potable, ce qui la rend particulièrement dangereuse pour les nourrissons. Il interfère avec la transformation nécessaire de la méthémoglobine en hémoglobine, diminuant ainsi la capacité du sang à transporter l'oxygène et provoquant la méthémoglobinémie, ou syndrome du bébé bleu. L'EPA a désigné les nitrates, avec les bactéries, comme les seuls contaminants qui constituent une menace immédiate pour la santé lorsque les niveaux de base sont dépassés, et ils le sont de plus en plus. Selon un rapport de 1995 de l'U.S. Geological Survey, 9 % des puits testés présentent des concentrations de nitrates dépassant la limite fixée par l'EPA ; des études antérieures avaient montré que seuls 2,4 % des puits étaient dangereux.

L'azote produit en masse a rendu possible la guerre moderne. Quelles autres explosions nous attendent ?

L'intensification de l'agriculture ne contamine pas seulement notre eau, elle corrompt aussi l'air. Au fur et à mesure que les engrais s'accumulent dans le sol, les bactéries en transforment une quantité croissante en oxyde nitreux (N₂O). Le protoxyde d'azote est surtout connu sous le nom de "gaz hilarant", un anesthésique dentaire courant, mais c'est aussi un puissant gaz à effet de serre, des centaines de fois plus efficace que le dioxyde de carbone, et une menace pour la couche d'ozone. Tel un engin de Rube Goldberg conçu pour créer et favoriser la vie sur Terre, notre écosphère peut apparemment supporter de petites retouches. Il suffit de plier un petit poteau dans le mauvais sens pour que tout le mécanisme d'emboîtement se dérègle.

Les scientifiques du monde entier s'efforcent d'inverser les effets de l'eutrophisation, comme on appelle l'introduction de nutriments en excès. Mais si les moteurs de voitures à pile à combustible et d'autres avancées se profilent dans un avenir proche, et si les chlorofluorocarbones ont été largement remplacés par des produits chimiques plus sûrs, il n'existe aucun substitut à l'azote. "Un nombre énorme de personnes dans le monde sous-développé ont encore besoin d'être mieux nourries", déclare William Schlesinger, biogéochimiste à l'université Duke, "en particulier en Inde et en Afrique. Lorsqu'ils seront en ligne sur le plan agricole, dans les 50 prochaines années, il faudra déployer au moins deux fois plus d'azote sur les terres chaque année."

L'amélioration de la gestion des engrais est un bon moyen de réduire le ruissellement. Si nous pouvons mieux comprendre exactement quand les cultures ont besoin d'absorber l'azote, les agriculteurs peuvent apprendre à appliquer les engrais avec parcimonie, au bon moment. "Lorsque l'application et l'absorption sont couplées", dit Schlesinger, "cela minimise la quantité de ruissellement". Dans certains bassins versants, comme celui de la baie de Chesapeake, les agriculteurs ont volontairement réduit leur ruissellement de nutriments. Dans d'autres régions, les agriculteurs n'ont pas eu le choix : Lorsque l'Union soviétique et son économie se sont effondrées, il est devenu soudainement difficile de trouver des engrais près de la mer Noire. En conséquence, la zone hypoxique de la mer Noire s'est considérablement réduite.

Une autre stratégie, moins radicale, pour réduire l'utilisation de l'azote est appelée "culture intercalaire" et remonte à l'époque romaine. En alternant des rangées de cultures standard avec des rangées de cultures fixatrices d'azote, comme le soja ou la luzerne, les agriculteurs peuvent laisser la nature faire leur fertilisation à leur place. La culture intercalaire pourrait être une aubaine pour le monde en développement, où les engrais sont difficiles à trouver. La difficulté consiste à concevoir de nouveaux schémas de labourage, et les agriculteurs, comme tout le monde, sont réticents à abandonner des méthodes éprouvées. Mais même les agriculteurs américains qui ont réussi pourraient être convaincus. Outre la protection de l'environnement mondial - un objectif quelque peu intangible - la culture intercalaire pourrait leur faire économiser de l'argent sur les engrais. Et les zones agricoles sont souvent les plus touchées par les eaux souterraines contaminées par les nitrates.

D'autres chercheurs mettent au point des processus naturels pour nettoyer notre gâchis. Tout comme certaines bactéries peuvent aspirer l'azote de l'atmosphère et le rejeter sous forme de nitrates, d'autres peuvent consommer les nitrates et rejeter les molécules d'azote dans l'air. Les bactéries dénitrifiantes sont trop rares pour nettoyer toute la pollution par l'azote, mais elles pourraient être utilisées beaucoup plus largement. Par exemple, certains agriculteurs de l'Iowa et des environs de la baie de Chesapeake drainent leurs champs à travers des zones humides adjacentes, où les bactéries dénitrifiantes sont courantes, afin que l'excès d'azote soit consommé avant d'atteindre les ruisseaux, les rivières et les baies.

Les biologistes prêts à braver une pente glissante pourraient vouloir aller plus loin, en ajoutant des bactéries dénitrifiantes au sol ou à l'eau contaminés par des nitrates. Au cours des dernières années, plusieurs souches bactériennes qui pourraient être utiles ont été identifiées. Pourquoi ne pas les modifier génétiquement pour qu'elles fassent exactement ce que nous voulons ? Pour quiconque connaît les ravages des espèces envahissantes dans le monde, le danger est évident.

Les microbes génétiquement modifiés devraient être répandus sur de vastes zones, ce qui les rendrait difficiles à surveiller. Et dans les pays en développement, où les besoins sont les plus grands, il y a peu d'experts pour assurer cette surveillance.

Le spectre des bactéries génétiquement modifiées se propageant au-delà des régions ciblées et mutant en de nouvelles souches fait penser à des biogéochimistes du 22^e siècle se remémorant l'époque faste où l'on pouvait encore s'inquiéter de l'azote. Fritz Haber ne pouvait pas imaginer qu'il modifiait l'équilibre environnemental de la Terre lorsqu'il a pensé à chauffer de l'uranium, de l'hydrogène et de l'air à haute pression. Si nous ne faisons pas attention, nos tentatives pour rectifier cet équilibre ne feront que déclencher une autre réaction en chaîne, encore plus destructrice.

L'uranium de Haber était l'uranium d'Oppenheimer à plus d'un titre.

Vaclav Smil. 2013. La fabrication du monde moderne : Matériaux et dématérialisation. Wiley.

La synthèse d'ammoniac reste le principal utilisateur d'hydrogène, suivie par les besoins des raffineries.

Après 1950, l'expansion a été rapide, la synthèse mondiale d'ammoniac passant de moins de 6 Mt en 1950 à environ 120 Mt en 1989 et 164 Mt en 2011 (USGS, 2013).

Les deux tiers (65-57 %) de tout le NH₃ synthétisé ont été récemment utilisés comme engrais, l'utilisation mondiale totale ayant plus que triplé depuis 1970, passant de 33 à environ 106 Mt N en 2010. L'ammoniac étant un gaz sous pression ambiante, il ne peut être appliqué aux cultures qu'à l'aide d'un équipement spécial (couteaux en acier creux), une pratique qui s'est limitée à l'Amérique du Nord. Le composé est traditionnellement transformé en divers engrais (nitrate, sulfate), mais l'urée (contenant 45 % d'azote) s'est imposée comme le principal choix, en particulier dans les pays asiatiques producteurs de riz, qui sont désormais les plus gros consommateurs d'engrais azotés au monde ; le nitrate d'ammonium (35 % d'azote) vient en deuxième position.

Par rapport aux récoltes traditionnelles, les meilleurs rendements nationaux de ces trois cultures céréalières les plus importantes sont passés à environ 10 t/ha pour le maïs américain (contre 2 t/ha avant la Seconde Guerre mondiale), à 8-10 t/ha pour le blé européen (contre environ 2 t/ha dans les années 1930) et à 6 t/ha pour le riz d'Asie orientale (contre environ 2 t/ha).

Le maïs américain à haut rendement reçoit aujourd'hui, en moyenne, environ 160 kg N/ha, le blé d'hiver européen plus de 200 kg N/ha et le riz chinois 260 kg N/ha, ce qui signifie que dans les régions à double culture, les applications annuelles sont d'environ 500 kg N/ha. Selon mes calculs, en l'an 2000, environ 40 % de l'azote présent dans les protéines alimentaires mondiales provenait d'engrais issus de la synthèse de l'ammoniac par Haber-Bosch (Smil, 2001).

Un autre excellent article à ce sujet est celui de Vaclav Smil, Global Population and the Nitrogen Cycle (1997) L'alimentation de l'humanité exige maintenant tellement d'engrais à base d'azote que la répartition de l'azote sur la terre a été modifiée de façon spectaculaire, et parfois dangereuse (Scientific American) :

[Global Population and the Nitrogen Cycle Feeding humankind now demands so much nitrogen-based fertilizer that the distribution of nitrogen on the earth has been changed in dramatic, and sometimes dangerous, ways](#)

▲ RETOUR ▲

.Déchets (nucléaires ou non) : vivons-nous dangereusement ?

Par Michel Gay et Patrice du Puy-Montbrun. 27 août 2021 , Contrepoints.org



Vouloir faire peur avec les déchets, nucléaires ou non, est un vaste programme aux ressorts infinis.

Nous vivons dangereusement, le plus souvent sans le savoir, car les déchets **de tous types** sont dangereux !

Il y a danger et danger...

La pollution par déchets radioactifs semble être un sujet infiniment plus grave que les morts consécutifs à des expositions ou des explosions chimiques.

Ainsi un terril de déchets de charbon a explosé en 1975 dans le Pays de Galle ([Calonne-Ricouart, 6 morts](#)) en répandant largement ses déchets de poussières toxiques et radioactives car [le charbon est aussi radioactif](#).

Les déchets radioactifs répandus par les explosions aériennes des bombes atomiques de 1945 (une explosion tous les trois jours durant toute l'année 1962) ne semblent pas avoir affecté le troisième âge actuel qui vit de plus en plus vieux, et qui a pourtant passé sa jeunesse à manger des salades radioactives et à boire du lait qui ne l'était pas moins.

Cette radioactivité (inoffensive, [voire bénéfique pour l'humanité](#)) n'a fait que s'ajouter à celle, naturelle, de la Terre dont [presque la moitié](#) provient du gaz radon.

Dans les [massifs granitiques](#) radioactifs, (particulièrement Bretagne, Massif Central et Alpes), ce radon radioactif remplit les caves des maisons et immeubles dont les habitants se portent bien, et peut-être [mieux que les autres](#) grâce à cette radioactivité ambiante plus forte qu'ailleurs en France.

Un monde fortement radioactif

[Le monde entier est naturellement irradié en continu.](#)

Faut-il trembler pour les plus fortunés qui vont prendre leurs vacances [au Kerala](#) en Inde (splendides plages dix fois plus radioactives qu'en France), ou pour les habitants de [Ramsar](#), en Iran, dont le sol est cent fois plus radioactif qu'en France ?

Faut-il aussi s'inquiéter pour les curistes de Berthemont-les-Bains et de ceux [d'Évaux-Les-Bains](#) dont les eaux radioactives du Mercantour (comme de la plupart des stations thermales) sont [officiellement vantées](#) pour leurs bienfaits ?

« Sulfurée, sodique, tiède, siliceuse, radioactive, l'eau sort naturellement à une température de 29 °C des roches cristallines du Mercantour. Ces eaux (radioactives) sont particulièrement indiquées pour les traitements anti-effort, dépressions et modifications du système nerveux, le radon ayant des caractéristiques sédatives et antalgiques ».

Que penser aujourd'hui d'une agence d'État (l'ADEME) et de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire chargés de soustraire les Français aux effets réputés « néfastes » ([semble-t-il à tort](#) aux doses habituelles) du radon radioactif ?

Le radon est même utilisé comme thérapie dans certaines grottes [du Montana](#) et en Autriche ([tunnel thérapeutique du Gastein](#)) !

Déchets nucléaires

La majorité en volume des déchets radioactifs sont à courte durée de vie et sont aujourd'hui stockés définitivement en toute sécurité.

Ceux à longue durée de vie, aujourd'hui entreposés aussi en toute sécurité à La Hague, seront stockés définitivement dans quelques années [sans aucun problème](#) à 500 mètres de profondeur dans des couches géologiques à Bure.

Un seul Français a-t-il eu un problème avec ces déchets à longue durée de vie ? (Réponse : non).

Agiter des épouvantails

Pour autant, le [pseudo épouvantail](#) des déchets nucléaires (de tous les déchets, dont ceux de la médecine, des industries alimentaires, des laboratoires de recherche...) est régulièrement agité pour faire peur à la population.

Dans le même temps, d'autres sujets de préoccupations plus graves et plus sérieux comme la production de CO₂ et les poussières fines émises par les [centrales thermiques allemandes](#) (fonctionnant essentiellement [au charbon et au gaz](#)) sont passés sous silence car ce pays « écolo » est [réputé vert à tort](#).

En revanche, personne ne semble craindre les déchets dangereux de [durée de vie illimitée](#) du cadmium (des piles), du plomb (qui décore les verres de couleur appréciés des enfants), des milliers de tonnes de plomb toxique (des batteries de voiture non correctement recyclées) qui sont rejetés dans la nature chaque année.

Sans compter les résidus de médicaments, de plastiques, de métaux lourds, de pesticides, les [perturbateurs endocriniens](#) (alkylphénols, phtalates, bisphénol, parabènes, triclosan, hydroxyanisole butylé, butylhydroxytoluène, etc.), allégrement diffusés quotidiennement dans la nature et présents dans l'eau potable du robinet, les aliments et les cosmétiques.

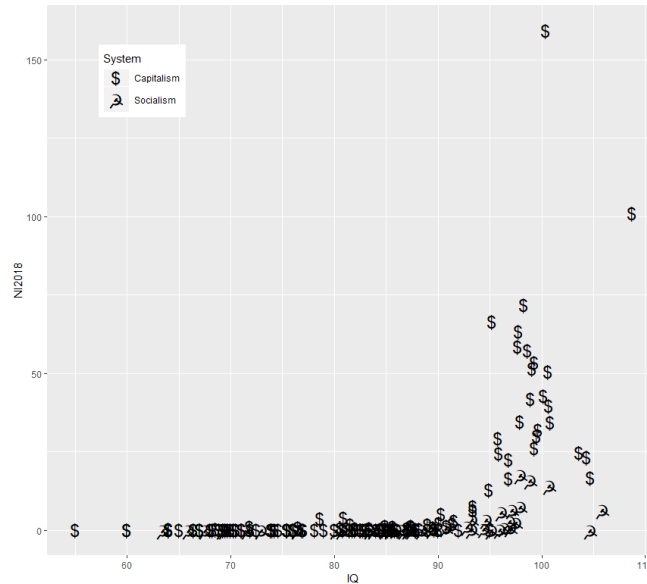
Vouloir faire peur avec les déchets, nucléaires ou non, est un vaste programme aux ressorts infinis.

C'est une tromperie des antinucléaires de faire feu de tout bois pour effrayer les populations [avec les déchets nucléaires](#) à vie longue (et non illimitée comme les déchets chimiques) qui seront stockés définitivement dans des couches géologiques stables à Bure, et qui ne feront jamais aucun tort à personne jusqu'à la fin du monde (4,5 milliards d'années).

▲ RETOUR ▲

La géographie de la Noosphère

Par [Anatoly Karlin](#) – Le 17 mai 2019 ☐ – Source [Unz Review](#)



Depuis la fin de l'ère malthusienne, la croissance technologique fondée sur la science a été la source de presque toute la croissance économique à long terme. Cependant, nous savons aussi que les choses ne se sont pas passées de la même façon dans toutes les régions. Par exemple, Charles Murray dans [Human Accomplishment](#) a montré que la grande majorité des personnalités « éminentes » de la science et des arts étaient originaires d'Europe, en particulier de son « noyau » central. Les régions qui ont connu une forte intensité de chercheurs il y a des siècles ont tendance à [demeurer](#) à l'avant-garde de la réussite économique mondiale jusqu'à aujourd'hui.

Malgré le battage médiatique autour de la [loi de Moore](#), il y a de plus en plus de preuves inquiétantes que la croissance technologique ralentit. Il faut [de plus en plus de chercheurs](#) pour obtenir des taux d'innovation similaires. Le prix des usines de puces électroniques [double](#) avec chaque nouveau quadruplement de la densité des puces (loi de Rock). Au niveau le plus fondamental, les problèmes ont tendance à devenir plus difficiles – pas plus faciles – à mesure que l'on monte dans l'échelle technologique (voir mon article [Apollo's Ascent](#)). Pendant ce temps, l'époque des augmentations de l'alphabétisation, de la population et du QI moyen au cours des deux derniers siècles, qui ont augmenté le capital humain disponible de plusieurs ordres de grandeur pour notre civilisation, s'épuisent maintenant.

Compte tenu de ces contraintes croissantes à l'expansion future de la civilisation technologique, je dirais qu'il est maintenant particulièrement important d'acquérir une bonne compréhension de l'origine actuelle de la science élitiste.

L'indice Nature

Que pouvons-nous utiliser comme proxy ? Les prix Nobel en sciences accusent [un retard](#) de 20 à 30 ans par rapport aux réalisations du monde réel. Les mesures de l'éminence individuelle, comme le [Panthéon](#), ne deviennent nettes qu'avec le recul à long terme, et de plus, la base de données sur la Réalisation humaine ne remonte qu'à 1950. Le nombre total d'articles publiés, de brevets accordés, de personnel de R&D ou de dépenses de R&D ne tient pas compte de la qualité. Le classement des universités peut être biaisé en raison de facteurs liés à la réputation et à la « marque », tels que le prestige mondial dont jouissent Oxbridge et l'Ivy League. Que pouvons-nous alors utiliser à la place ?

L'Indice Nature (natureindex.com) contourne presque tous ces problèmes. Cet indice mesure le nombre de publications dans les 82 revues scientifiques les plus prestigieuses en sciences naturelles. Bien qu'elles représentent moins de 1 % des revues de sciences naturelles dans la base de données du *Web of Science*, elles produisent près de 30 % de toutes les citations dans ce domaine. Chaque année, chaque institution de recherche et chaque pays qui a contribué à ces revues obtient une note dans l'indice Nature Index mesurant ses résultats de recherche (il existe également un « [total courant](#) » pour l'année écoulée qui couvre la période décembre 2017 – novembre 2018 au moment de la rédaction). Cela fait de l'Indice Nature une source idéale de données quantitatives précises et à jour sur la production de la science de niveau élite.

Il existe deux versions de cet index : NA (nombre d'articles) et NF (nombre de fractions). Dans le premier cas, l'institut et le pays de chaque auteur obtiennent un score uniforme quel que soit le nombre de coauteurs. Dans ce dernier cas, chaque article accepté reçoit un point, qui est réparti également entre les institutions et les pays de ses coauteurs. Il semblerait que le NF serait la meilleure mesure du niveau réel de la production scientifique d'élite, tandis que le NA serait une meilleure mesure de la participation à la collaboration scientifique internationale.

La Noosphère

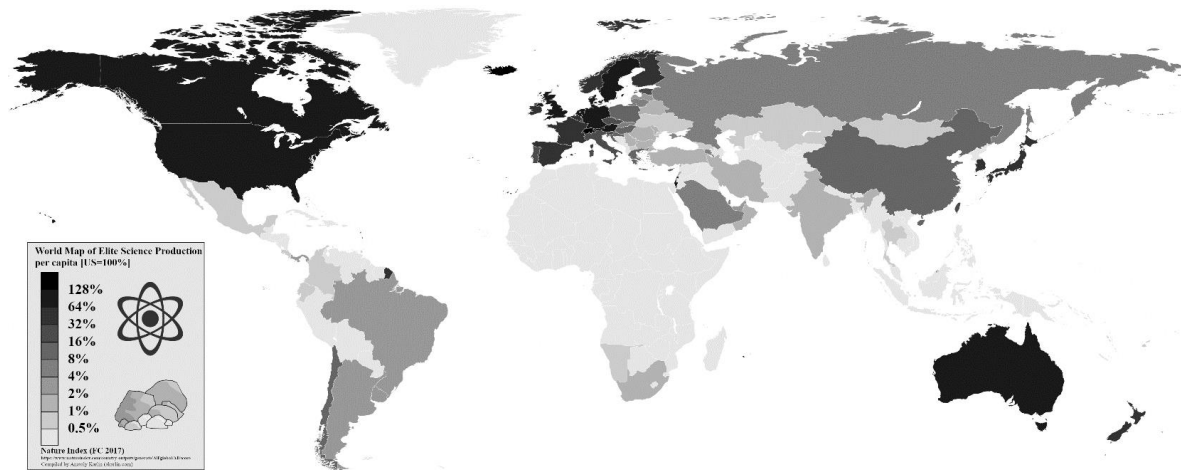
Alors, d'où proviennent les « *Points Science* » dans notre jeu de Civilisation ?

	Pays	NF12	NF13	NF14	NF15	NF16	NF17	NF18	croissance	%
1	USA	37,2%	36,5%	34,9%	35,0%	34,6%	34,1%	32,8%	-2,1%	100,0
2	Chine	8,9%	10,2%	12,0%	12,9%	14,0%	15,8%	18,4%	12,7%	10,9
3	Allemagne	8,0%	8,0%	7,9%	7,8%	7,8%	7,6%	7,4%	-1,3%	87,8
4	UK	6,4%	6,4%	6,3%	6,5%	6,6%	6,3%	6,1%	-1,0%	90,9
5	Japon	6,8%	6,6%	6,2%	5,7%	5,5%	5,3%	5,0%	-5,0%	40,1
6	France	4,6%	4,4%	4,3%	4,1%	4,0%	3,8%	3,6%	-4,1%	53,6
7	Canada	3,0%	2,9%	2,9%	3,0%	2,7%	2,7%	2,6%	-2,2%	69,9
8	Suisse	2,3%	2,3%	2,5%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%	-0,4%	259,9
9	Corée	2,3%	2,3%	2,3%	2,4%	2,3%	2,2%	2,3%	-1,1%	41,4
10	Espagne	2,4%	2,3%	2,1%	2,0%	2,1%	1,9%	1,9%	-3,7%	38,4
11	Australie	1,7%	1,8%	1,9%	2,0%	2,0%	1,8%	2,0%	2,6%	71,7
12	Italie	2,1%	2,1%	2,0%	2,0%	1,8%	1,8%	1,7%	-3,9%	27,8
13	Inde	1,5%	1,7%	1,8%	1,6%	1,6%	1,7%	1,6%	1,3%	1,2
14	Hollande	1,5%	1,5%	1,5%	1,5%	1,6%	1,6%	1,5%	0,1%	86,7
15	Singapour	0,9%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,1%	176,7
16	Suède	0,9%	1,0%	1,0%	1,1%	1,0%	1,0%	1,0%	1,2%	97,7

17	Israël	1,0%	0,9%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	-0,9%	110,2
18	Taiwan	1,2%	1,1%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	0,9%	-10,1%	29,7
19	Russie	0,6%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	3,9%	4,7
20	Belgique	0,7%	0,6%	0,7%	0,7%	0,8%	0,7%	0,7%	-0,7%	57,4
21	Autriche	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%	0,6%	0,6%	0,6%	1,7%	69,4
22	Danemark	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%	0,7%	0,6%	0,7%	1,6%	102,1
23	Brésil	0,4%	0,5%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%	0,5%	4,0%	2,0
24	Pologne	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	1,3%	9,5
25	Tchéquie	0,2%	0,2%	0,2%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	5,4%	30,0

Ce tableau montre la part globale de chaque pays dans le NF, le taux de croissance annuel de cette part entre 2012 et 2018, et la performance par habitant par rapport aux États-Unis (=100). Il est à noter que les données des NF pour 2018 sont basées sur la période de décembre 2017 à novembre 2018, puisque les données définitives pour l'année ne sont pas encore disponibles.

Ce qui frappe dans l'immédiat, c'est la mesure dans laquelle la production scientifique mondiale est déséquilibrée en faveur du monde développé.



Carte mondiale de la production scientifique d'élite par habitant (USA=100%), basée sur l'Indice Nature 2018 (NF 2017 – c'est-à-dire le compte fractionnaire pour l'année 2017).

Par habitant, les États-Unis plus « Europe » (la Suisse est le pays le plus performant) dominant, tandis que l'Asie de l'Est et la Méditerranée développées sont deux fois moins performantes. La Chine et l'Europe de l'Est sont 3 à 4 fois plus faibles, tandis que le Tiers Monde est négligeable.

En termes absolus, on assiste à l'émergence d'une triarchie dominée par les États-Unis (33 % de la production scientifique mondiale d'élite), l'UE (27 %, dont seulement environ 1 % revient aux nouveaux membres) et la Chine (18 %).

Ces trois blocs représentent près de 80 % de la production scientifique mondiale. La quasi-totalité du reste revient à d'autres pays développés, comme le Japon, la Suisse (ses 8,5 millions d'habitants représentent 2,3 % de la production scientifique d'élite – un peu plus que les 52 millions de la Corée du Sud) et les différents

territoires anglo-saxons (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) et sino-taïwanais (Taïwan, Singapour). L'Inde ne représente que 1,7%, la Russie et le V4 (Visegrad) – environ 0,8% chacun ; le Brésil – 0,5%.

Environ 68% de la production scientifique d'élite mondiale (76% en 2012) revient à ce que l'on pourrait appeler « l'Occident » (l'Anglosphère des « Five Eyes », l'UE-28, la Suisse, la Norvège, l'Islande et Israël). Un autre 27% (20% en 2012) revient à l'Asie de l'Est (la Sinosphère, le Japon, la Corée et le Vietnam) ; la Sinosphère elle-même (Chine, Taïwan, Singapour) en représente 20%, contre 11% auparavant. Au total, la démographie mondiale que John Derbyshire qualifie de « peuple des glaces » – les habitants du Nord à QI élevé, c'est-à-dire la « Grande Europe » (l'Ouest, l'URSS et les Balkans hors UE) et l'Asie orientale – représente 96,2 % de la production scientifique mondiale des élites. De plus, même si l'équilibre au sein des « peuples des glaces » s'est déplacé de l'Asie de l'Ouest vers l'Asie de l'Est au cours des six dernières décennies, leur part globale de la production scientifique d'élite est restée presque parfaitement constante (96,4% en 2012).

Le reste provient de l'Inde (1,6 %, contre 1,5 % en 2012), de l'Europe centrale et orientale (~1,1 %, contre 1,0 %), de l'Amérique latine (~1,1 %, contre ~0,9 %), de la Russie (0,75 %, contre 0,59 %), du Dar Al-Islam (~0,70 %, contre ~0,42 %) et de l'Afrique subsaharienne (0,20 %, contre ~0,11 %).

Note de l'auteur

Les données pour les pays moins bien classés (qui ne figurent pas parmi les 50 premiers) ne sont pas disponibles pour 2012-2014, de sorte que les chiffres ci-dessus surestiment légèrement les améliorations au sein des blocs contenant beaucoup de ces pays, par exemple Dar Al-Islam et l'Afrique. Cela ne changera pas grand-chose aux tendances mondiales, puisque les 50 premiers pays représentent systématiquement plus de 99,5 % de la production scientifique de l'élite mondiale.

Dans les pays développés, l'UE et les États-Unis ont tous deux perdu leur part de la production scientifique mondiale à un taux annuel de ~2% depuis 2012. Toutefois, il existe des différences nationales marquées. La Méditerranée (Italie, Espagne, Portugal, Grèce), la France et le Japon se sont tous effondrés à un rythme de 3 à 5 % par an, tandis que la Suisse et le Royaume-Uni ont presque fait du surplace, tandis que les Scandinaves et les Australiens ont augmenté leur part d'environ 1 et 2,5 % par an respectivement. La sous-performance de la Méditerranée par rapport à l'Europe du Nord peut être liée à la fuite des cerveaux,

Les pays de Visegrad ont augmenté leur part à un taux modeste de 2,5% par an (modeste parce qu'ils devraient être au moins au niveau de la Méditerranée). Cependant, il existe des différences majeures entre eux. Partant respectivement de 0,23 % et 0,16 % de la production scientifique d'élite mondiale, la part de la Tchéquie a augmenté à 0,32 % en 2018, contre une baisse à 0,13 % en Hongrie. Orban n'a pas été bon pour la science hongroise. La Pologne se situait entre les deux, passant de 0,35 % à 0,38 % de la production scientifique d'élite mondiale.

Comme indiqué plus haut, la part de la Russie est passée de 0,59 % à 0,75 % entre 2012 et 2018, soit une augmentation annuelle de 4 % (bien que provenant de l'effondrement de la base post-soviétique). Si la Russie est un petit poisson sur la scène mondiale, elle n'en a pas moins toujours produit 90 % de la science d'élite dans l'espace de l'ex-Union soviétique. L'Ukraine s'est effondrée de 0,07 % à 0,03 % au cours de cette même période, ce qui se traduit par une baisse annuelle de 10 % chaque année ; avec Taïwan, c'est la pire performance de tous les pays du Top 50. Les seuls autres pays à noter sont les pays baltes, qui ont collectivement augmenté leur part de 0,03% à 0,05%.

La Chine a connu un taux de croissance fulgurant de 13% par an (!), dépassant la Pologne par habitant. Ce faisant, elle est passée de 24 % à 56 % de la performance absolue des États-Unis entre 2012 et 2018, tout en doublant sa part de la production scientifique d'élite mondiale de 9 % à 18 %. La part de la Chine dans la sinosphère est passée de 81 % en 2012 à 92 % en 2018. Entre-temps, Taïwan a connu le plus grand effondrement de tous les grands pays scientifiques, sa part de la production mondiale ayant chuté de 10 % par

an entre 2012 et 18. J'ai émis l'hypothèse que cela pourrait être la conséquence directe de la stratégie chinoise « 31 étapes pour [Taïwan](#) » visant à drainer l'île renégat de son capital humain.

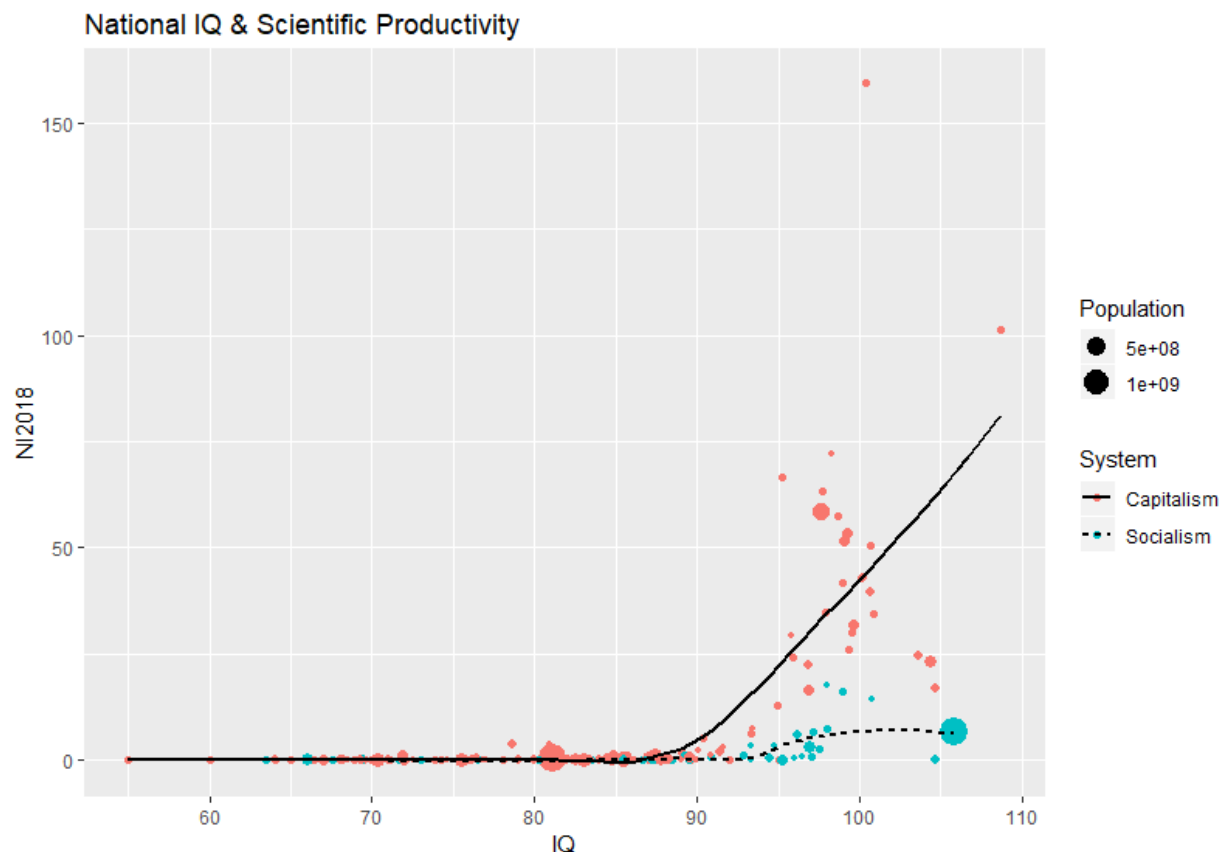
La Corée du Sud a perdu à un rythme de 1 % par an, ce qui suggère qu'elle avait déjà pleinement convergé vers son potentiel vers 2010.

Il convient de noter qu'environ 0,14 % (contre 0,11 % en 2012) des 0,20 % de la part de l'Afrique subsaharienne dans la production scientifique d'élite mondiale revient à la République sud-africaine. Par conséquent, « l'Afrique noire » au nord de la RSA ne produit que 0,05 % de la production scientifique d'élite mondiale. Cela signifie que la minuscule Suisse produit ~50 fois plus de science d'élite que toute l'Afrique noire, bien qu'elle ne compte que 1% de sa population ; le Suisse moyen est 5 000 plus productif sur le plan scientifique que l'Africain subsaharien moyen.

Le QI et la Noosphère

Qu'est-ce qui explique les tendances régionales ci-dessus ! Vous l'avez deviné ! [Karlin, Anatoly et Andrey Grigoriev. 2019. “Модель факторов инновационной эффективности страны.” Siberian Psychology Journal. [PDF](#) en anglais seulement]

Nous avons trouvé une variance expliquée de 40 % entre le QI national et les résultats de la recherche lorsqu'ils sont dotés d'une fonction quadratique, qui est passée à 54 % lorsqu'on tient compte de l'impact d'un héritage socialiste passé ou présent, et de l'interaction de cet héritage socialiste avec le QI. Le PIB par habitant ne permet pas de prédire une production scientifique supérieure à celle prévue par le QI moyen, alors que le QI représentait 7 points de pourcentage de plus que ce que le PIB par habitant explique. De même, on a constaté que le QI national expliquait davantage la variance dans la production scientifique que les facteurs de personnalité.



La production scientifique (par habitant) est généralement imperceptible dans les pays dont le QI moyen est inférieur à 90, et largement insignifiante dans ceux dont le QI moyen est inférieur à 95.



Il semble y avoir une augmentation de l'ordre de grandeur de la production scientifique d'élite par habitant pour chaque gain de 10 points du QI moyen national.

L'avenir de la Noosphère

Comme nous l'avons établi, seul un petit sous-ensemble de pays capitalistes à QI élevé accueillant la plupart des « fractions intelligentes » du monde est responsable de plus de 95% de la production scientifique d'élite. Ce ne serait pas une surprise pour les réalistes de QI / [HBD](#). Cependant, il n'y a pas de mal à souligner une implication importante : Si les « gens des glaces » disparaissaient, la production scientifique mondiale s'arrêterait très probablement complètement. Et puis nous traversons l'âge de [l'industrialisation malthusienne](#).

Il est vrai que les performances de nombreux pays sont inférieures à leur potentiel. En particulier, sur la base des QI nationaux, j'attends des pays de l'ancien bloc socialiste – Visegrad, les Baltes et l'ex-URSS – qu'ils convergent vers au moins le niveau méditerranéen (la Tchéquie y est déjà). Cela suppose un nouveau doublement de la performance de la Pologne et un quadruplement de celle de la Russie (du moins tant que le financement [est prévu](#)). Toutefois, le poids démographique limité de ces régions rendra leur impact largement insignifiant au niveau mondial, même si elles convergent vers les niveaux des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest.

Bien que la production scientifique chinoise finira par dominer le monde – tout comme elle le fera sur le plan économique et probablement militaire – je mets en garde contre un excès de [sino-triomphe](#). Malgré leurs QI moyens élevés, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan ont fini par converger au niveau des pays méditerranéens comme l'Italie et l'Espagne. Aujourd'hui, la Chine a tendance à accuser un retard remarquablement constant de [20 ans](#) sur le développement de la Corée du Sud ; si l'on prolonge ce retard à l'avenir avec les données de « convergence scientifique » de la Corée du Sud de ~2010, la production scientifique chinoise atteindra son

maximum par rapport aux États-Unis d'ici ~2030 dans une autre décennie. Si cette asymptote se situe quelque part autour de celle de la Corée et de Taïwan – qui génèrent respectivement 41 % et 30 % de la production scientifique d'élite par habitant des États-Unis – la production scientifique totale de l'élite chinoise ne dépassera pas de beaucoup plus de 50 % les chiffres américains. Par conséquent, à l'heure actuelle, on peut raisonnablement s'attendre à ce que la Chine ajoute la valeur de la production scientifique d'élite d'une autre Amérique au monde avant qu'elle ne se stabilise (par opposition à la valeur de 3-4 Amériques si sa production scientifique était une simple fonction du QI moyen).

L'explication de la [sous-performance](#) de l'économie et de l'innovation de l'Asie de l'Est par rapport à leur QI est un sujet pour d'autres articles, bien que je pense que cela puisse être attribué à des niveaux de conformisme [beaucoup plus élevés](#).

Il n'y a pas de bonnes raisons de croire que d'autres régions du monde deviendront bientôt des puissances scientifiques.

La seule exception partielle peut être l'Inde, qui a une fraction intelligente brahmanique équivalente en taille absolue à la population d'un grand pays européen. Cependant, il ne faut pas s'attendre à des miracles. Malgré un développement économique vigoureux au cours de la dernière moitié de la décennie, la part de l'Inde dans la production scientifique mondiale a à peine bougé.

La seule exception significative à la hausse de la corrélation entre le QI et la production scientifique est l'Arabie saoudite, qui produit une quantité modeste de science d'élite – presque tout cela au [KAUST](#), une institution généreusement financée dont la grande majorité des professeurs occidentaux qui ont été braconnés par l'argent du pétrole.

Par conséquent, les perspectives d'une augmentation radicale de la production scientifique d'élite mondiale sans machine super-intelligence ou augmentation du QI génomique semblent plutôt limitées.

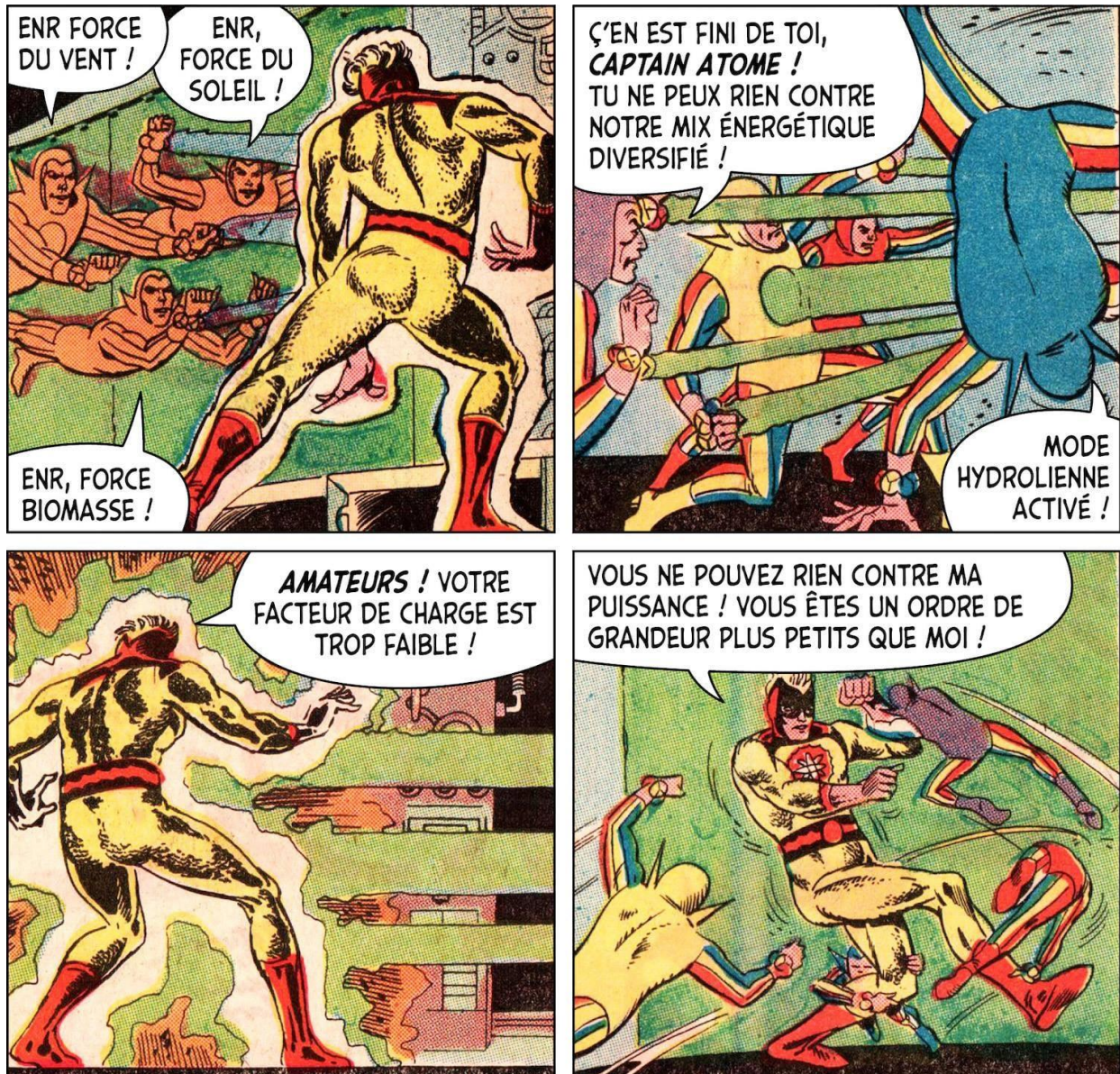
Cela proviendra principalement d'une utilisation plus efficace des talents chinois et d'Europe de l'Est, qui devraient converger vers les niveaux des pays Méditerranéens, mais probablement pas plus loin. Dans l'intervalle, les tendances de la dysgénésie en matière de fécondité se poursuivront, même si l'effet Flynn s'estompe complètement car presque tout le monde a accès à une scolarité suffisante, à une nutrition et à des soins de santé adéquats, et à des institutions [presque optimales](#). Il va sans dire que les problèmes qui doivent être résolus pour que de nouveaux progrès puissent être réalisés auront tendance à devenir de plus en plus difficiles à résoudre.

Cependant, il y a aussi de bonnes nouvelles – la possibilité d'un effondrement de la production scientifique en raison des changements démographiques n'est peut-être pas aussi grave que certains réalistes du HDB ou réducteurs de l'immigration ont tendance à le croire. Bien que l'immigration massive du Tiers-Monde puisse [abaisser les QI moyens](#), les fractions intelligentes indigènes sont encore préservées ; et c'est la quantité de ces [fractions intelligentes](#), et non le QI moyen en soi, qui joue un rôle beaucoup plus important dans la prospérité économique et la productivité scientifique. La Scandinavie reste en ascension, sans parler des mêmes « Suède Oui ». Les scandales répétés de censure des SJW, qu'il s'agisse du renvoi d'un universitaire respecté pour avoir fait une blague légère sur les femmes ou de la récente traque de Carl Noah à l'université de Cambridge, le Royaume-Uni continue de plutôt bien s'en sortir. Malgré l'appauvrissement continu de sa population européenne, l'Afrique du Sud – peut-être le cas le plus extrême de « remplacement de population » – a en fait augmenté sa part de la production scientifique d'élite mondiale entre 2012 et 2018. Entre-temps, la Hongrie d'Orban a chuté, malgré son potentiel humain encore inexploité.

La diversité peut constituer un risque à long terme pour la production scientifique, mais le populisme anti-intellectuel a beaucoup plus d'effet immédiat. Des nouvelles récentes du Brésilien Bolsonaro, qui a réduit de 30 % le financement des universités, nous fourniront bientôt un autre cas type.

Pour la Russie, on peut se demander devant les percées en matière d'armement, si ce n'est pas un effet de bord de l'ostracisation de la Russie en matière de publication ou la barrière de la langue, ou la concentration des moyens vers la recherche appliquée.

▲ RETOUR ▲



▲ RETOUR ▲

POLITIQUE

[Bernard Accoyer : « Nous allons vers un manque d'électricité »](#)

ENTRETIEN. L'ancien président de l'Assemblée exhorte les candidats à la présidentielle à sortir des utopies et à se saisir de la question « vitale » de l'énergie.

Par [Géraldine Woessner](#) Publié le 26/08/2021 [Le Point.fr](#)



Pour Bernard Accoyer, « nous avons sous-estimé les besoins futurs en électricité ». Mais avec quoi la produire... ?

À l'aube d'une année de campagne présidentielle, l'ancien président de l'[Assemblée nationale](#), qui milite pour le maintien d'une forte industrie nucléaire en [France](#), s'alarme de la politique énergétique conduite jusqu'à présent par le gouvernement et du peu d'empressement des différents candidats à aborder de front un sujet hautement polémique. S'exprimant aux universités d'été du Medef cette semaine, [Bernard Accoyer](#) a endossé l'habit du « lanceur d'alerte » : « On a sous-estimé les besoins futurs en électricité », prévient-il. La lutte contre le réchauffement climatique « imposera une électrification massive » de nos différentes activités. Mais avec quoi la produire ? À la tête de l'association Patrimoine nucléaire et Climat (PNC-France), il espère imposer cette question « cruciale » dans le débat public. Entretien.

Le Point : Vous vous êtes investi tout au long de votre carrière politique dans les problématiques scientifiques. L'avenir de notre politique énergétique n'apparaît pas, aujourd'hui, comme un thème central de la future campagne présidentielle... Ce serait une erreur ?

Bernard Accoyer : Ce serait très dommageable pour le débat démocratique, notre avenir et la liberté. La liberté s'est conquise au travers des connaissances, de la culture, de la maîtrise des sciences humaines, des sciences exactes et des techniques... **Mais la liberté nécessite également l'accès à des biens aussi fondamentaux que l'eau ou l'énergie.** Or, la mouvance de l'écologie politique, qui a pris une place prépondérante dans le débat et dans la société, pousse à une restriction des disponibilités en énergie – des restrictions qui ne pourront être imposées que par la contrainte. Les conséquences de nos choix impacteront directement la vie quotidienne et le bien-être de tous les citoyens ! Cette question essentielle ne doit pas être occultée par l'immédiateté de la situation géopolitique ou de la crise sanitaire. La campagne présidentielle qui va s'ouvrir nécessite de réfléchir à moyen et long terme sur ce que nous voulons faire pour que notre pays dispose de l'énergie nécessaire au fonctionnement de l'économie et à une réindustrialisation nécessaire, tout en respectant nos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Or le débat est biaisé. Notre ministre de l'Environnement, **Barbara Pompili**, appartient à cette mouvance de l'écologie politique empreinte de préjugés assez solides, qui considère qu'il est plus urgent d'affaiblir puis de sortir du nucléaire que de lutter contre le réchauffement climatique. Pourtant, le Giec, dans son scénario le plus vraisemblable, estime qu'il faudrait multiplier par quatre ou par cinq le parc électronucléaire si l'on veut respecter nos objectifs climatiques !

Le gouvernement, en pointe sur la lutte contre le réchauffement climatique, paraît en revanche hermétique aux différents rapports qui émanent des instances scientifiques sur le sujet. Comment l'expliquer ?

Tous les avis rendus par France Stratégie, [les académies scientifiques](#), par la Commission économique pour l'Europe de l'[ONU](#), par le Giec lui-même, convergent pour expliquer qu'il faudra mobiliser demain toutes les ressources, y compris l'énergie nucléaire, si l'on veut réussir à décarboner notre énergie. Aujourd'hui, 80 % de

la consommation mondiale provient encore des fossiles ! Le nucléaire est incontournable pour pouvoir atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, en particulier pour la France dont le leadership parmi les pays du G7 est dû au nucléaire. Pourtant, malgré tous ces avis convergents qui s'accumulent, on ne voit aucun changement significatif dans la ligne des pouvoirs publics, qui maintiennent une loi totalement utopique (la réduction à 50 % de la part du nucléaire dans notre mix électrique et la fermeture de 14 réacteurs à l'échéance 2035, NDLR) qui conduira, si elle est maintenue, à un manque cruel d'énergie pour l'avenir. Les fermetures de puissances installées pilotables font que la France ne sera plus en mesure de couvrir les demandes de pointe. Il ne sera plus possible d'importer des surplus d'[Allemagne](#) ou de Belgique, comme nous le faisons jusqu'à présent, puisque ces deux pays sortent du nucléaire. Nous allons vers un manque d'électricité, d'autant plus que l'électrification des transports, des bâtiments et de l'industrie doit s'accélérer, car elle est indispensable pour atteindre nos objectifs climatiques.

Il y a des éléments objectifs chiffrés qui montrent que l'utopie poussée par le ministère de l'Environnement a pris le pas sur la raison.

La campagne présidentielle doit-elle porter ce débat ?

C'est à mon sens essentiel. L'énergie est un élément stratégique qui conduit à des décisions d'avenir pour le pays. C'est vital. Et cette question vitale ne peut être occultée. Nos experts affirment, comme d'ailleurs l'ensemble des académies qui se sont prononcées sur ce sujet, que les prévisions de consommation d'électricité sur lesquelles nous nous basons pour déterminer nos capacités futures de production sont très en dessous de ce qu'il est indispensable de prévoir. Notre Stratégie nationale bas carbone (SNBC : la feuille de route fixant les moyens de parvenir à la neutralité carbone, NDLR) prévoit d'ici 2050 une augmentation de notre consommation d'électricité d'un peu plus de 30 % par rapport à la consommation d'aujourd'hui. Mais l'Allemagne ou la Grande-Bretagne prévoient des augmentations de 80 % ! Sommes-nous beaucoup plus intelligents que nos voisins ? Ou veut-on nous pousser sans le dire vers la décroissance ? Il y a là des éléments objectifs chiffrés qui montrent que l'utopie poussée par le ministère de l'Environnement a pris le pas sur la raison et va nous conduire vers de grandes difficultés.

En 2021, l'Allemagne va augmenter ses émissions de CO2 de plus de 6 %, alors qu'elle a investi 500 milliards d'euros dans les énergies renouvelables.

La politique allemande de sortie du nucléaire, le fameux Energiewende, est régulièrement citée en exemple. N'est-elle pas la preuve que la sortie du nucléaire est possible ?

Il faut savoir que l'Allemagne vient de poser la première pierre d'une centrale au gaz en Bavière, et qu'elle a ouvert en 2020 une nouvelle centrale à charbon ! En 2021, l'Allemagne va augmenter ses émissions de CO₂ de plus de 6 %, alors qu'elle a investi 500 milliards d'euros dans les énergies renouvelables et que son avenir énergétique n'est pas assuré, comme l'a souligné la Cour des comptes allemande. La Belgique, elle, assume de dégrader de façon importante son bilan carbone en se privant du nucléaire, en le remplaçant par du gaz qui émet 70 fois plus de CO₂ que le nucléaire. Si la lutte contre le dérèglement climatique est prioritaire, ce ne sont pas des exemples à suivre. Ce sont des raisons politiques qui ont conduit l'Allemagne à sortir maintenant du nucléaire et de ne fermer ses centrales à charbon qu'en 2038, avec les conséquences climatiques et sanitaires que l'on sait. À Bruxelles, elle s'oppose à l'inclusion du nucléaire dans la taxonomie de la finance durable pour des raisons visant essentiellement l'avantage compétitif que le nucléaire apporte à l'industrie.

Comment expliquer, dès lors, que l'Europe appuie cette politique ?

L'Allemagne a une influence dominante à Bruxelles, et elle est parfois aidée par nos propres élus qui, comme **Pascal Canfin** (eurodéputé Renew, proche d'Emmanuel Macron, NDLR), n'hésitent pas à tirer sur le nucléaire français ! L'Europe va dans le mur au point de vue énergétique. Les fermetures programmées outre-Rhin, en Belgique et en France conduiront à des black-out. C'est pour cela que le débat sur la taxonomie est un débat

extrêmement important. Il faut aussi noter qu'à côté des idéologues, nous avons le très puissant lobby des énergies renouvelables, industriels de l'éolien et du photovoltaïque, tous étrangers, soutenus par les gaziers, et les investisseurs ! Car l'électricité produite par des sources renouvelables, injectée prioritairement sur le réseau, est achetée à des prix supérieurs au prix du marché, pour une durée garantie. C'est un jackpot pour les investisseurs. Les gestionnaires de fortune conseillent d'ailleurs à leurs clients d'investir dans les énergies renouvelables. Sauf que **la moitié du chiffre d'affaires des énergies renouvelables, c'est de l'argent public !** Pour moi, nous avons là un ensemble de conflits d'intérêts qui font passer pour modestes les conflits d'intérêts dans le monde médical ou sanitaire. **Et évidemment, pour caser les énergies renouvelables, on occulte leur intermittence, on prétend qu'elles peuvent remplacer le nucléaire,** qui est pilotable, et on le charge de défauts, qui existent comme pour toutes les énergies, mais dont la science, l'observation et l'expérience montrent qu'ils sont maîtrisés.

Pensez-vous qu'on puisse construire une politique cohérente, et rationnelle, quand l'énergie dépend du ministère de l'Environnement ?

La décision prise en 2007 de transférer du ministère de l'Industrie à celui de l'Environnement la compétence de l'énergie a été une erreur surprenante. Notre avenir énergétique a été placé dans les mains d'un ministère qui comptait dans ses rangs nombre de militants, et bien souvent des ministres antinucléaires. Dès le quinquennat de Nicolas Sarkozy, des mesures excessives ont été prises en direction des énergies renouvelables, puis la fermeture de Fessenheim et la réduction de notre parc nucléaire ont été décidées. Emmanuel Macron, en dépit de ses discours, n'a rien changé, il a même aggravé la situation de la filière en fermant la centrale de Fessenheim, en arrêtant le projet essentiel de réacteur de quatrième génération et en repoussant à 2023 le lancement des nouveaux EPR. Le militantisme habite toujours le ministère de l'Environnement, et de Corinne Lepage à Barbara Pompili, il y a eu d'innombrables ministres qui étaient des militants radicaux contre le nucléaire.

Emmanuel Macron, en dépit de ses discours, n'a rien changé, il a même aggravé la situation.

<?>

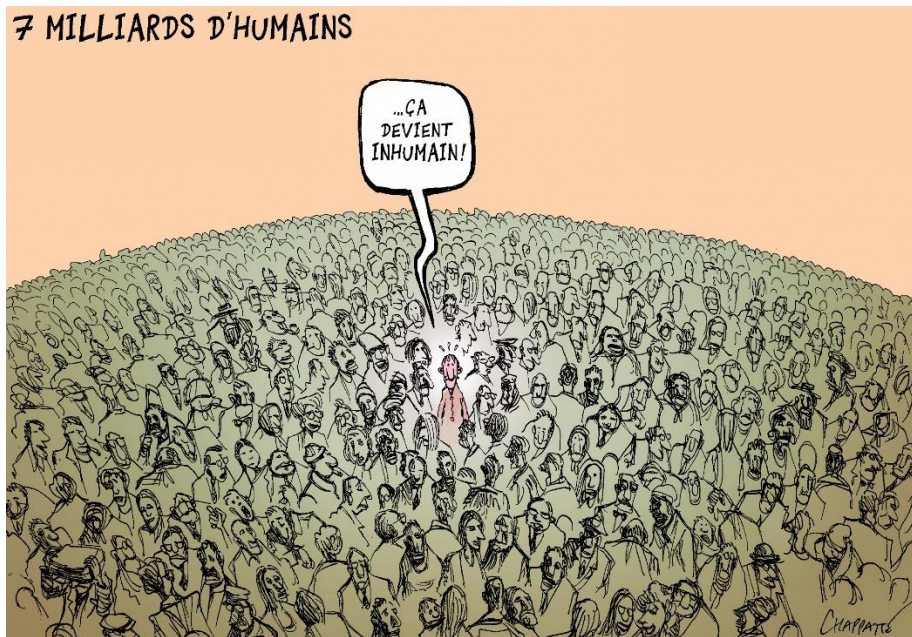
Avez-vous confiance dans la capacité des Français à faire entendre leur volonté sur un sujet aussi sensible ?

Il est difficile d'inverser une opinion qui s'est construite sur des peurs, puissamment instrumentalisées. Le rouleau compresseur médiatique et financier rend ardue la tâche qui consiste à donner des informations exactes. Cela dit, le coût de l'énergie commence déjà à exploser, et cela laisse présager une crise économique et sociale majeure. Car les peuples ne se laisseront pas faire si l'on s'en prend à leur liberté et à la satisfaction de leurs besoins élémentaires. La hausse du gaz, très importante depuis quelques mois, illustre assez bien ce qui se passe quand une énergie devient plus rare. Et les plus pauvres, comme toujours, seront les plus touchés. Pour ma part, j'ai confiance dans la lucidité des Français pour que le bon sens et l'intérêt général l'emportent.

▲ RETOUR ▲

.Nicolas Hulot et la question démographique

30 août 2021 / Par biosphere



« Le dangereux bipède se croit tous les droits, et se reproduit tellement plus vite que les cygnes et les éléphants. Chaque individu est une force de désintégration et nous sommes sept milliards. Tant qu'on ne maîtrisera pas **la «pollution démographique»**, il faudra réparer les dégâts de chacun et essayer de les limiter puis de les réduire...

Dans **le syndrome du Titanic**, j'écrivais en 2004 que la crise environnementale va changer d'échelle et donnera des occasions supplémentaires pour s'affronter. Tous les signaux sont au rouge. Il y a quatre courbes qui s'alimentent les unes les autres. La première c'est la courbe démographique, la population mondiale devrait dépasser les 9 milliards d'individus à la fin du siècle. Parallèlement la courbe de la consommation et de la pollution augmente, on pèse de plus en plus sur la planète. La troisième est l'émission de gaz à effet de serre ; quand nous construisons une troisième plate-forme aéroportuaire sur Paris, cela va accentuer le changement climatique. Or les océans ont une capacité de stockage du CO₂ qui diminue lorsque la température de l'eau augmente et le permafrost, qui passe régulièrement à des températures positives, reprend sa fermentation et libère du méthane, un gaz à effet de serre beaucoup plus efficace que le CO₂. Enfin l'érosion de la diversité est un fait avéré. On voit bien que les trajectoires de l'humanité et de la nature sont en train de converger et qu'il va y avoir une collision. Il faudrait quatre Terre pour faire face aux besoins des pays émergents.

A titre personnel, je pense que la croissance démographique est un sujet central qui passe par l'éducation et la sensibilisation des populations. La sortie de la misère d'un pays réside dans la baisse de sa démographie. Le droit intouchable de la reproduction peut s'accompagner d'une sensibilisation des consciences, en Occident comme ailleurs. Mais si par malheur nous devons nous résoudre à des interventions étatiques pour limiter la liberté fondamentale de l'humanité de se reproduire, nous pourrions dire que nous aurons échoué. »

NB : Les phrases ci-dessus ont été effectivement dites ou écrites par Nicolas HULOT et retranscrites dans le livre de Michel Sourrouille, « [Nicolas Hulot, la brûlure du pouvoir](#) » (édition Kiwi, 2019).

.Au lit, citoyens et citoyennes !!!

[François Bayrou](#) a 6 enfants et il est grand-père de vingt-et-un petits-enfants. Il voudrait que tout le monde fasse comme lui, il appelle à multiplier les bébés. Il a un adversaire : « C'est tout un courant de pensée qui défend l'idée que la population est finalement l'ennemie de la planète. » Le Canard enchaîné en fait un article* :

Qui sont ces véritables tue-l'amour ? Les partisans de la décroissance, bien sûr, pour qui l'expansion ne peut se poursuivre indéfiniment. Mais on a beau chercher, on ne trouve guère aujourd'hui de penseurs écolos obsédés par la démographie. La « [Bombe P](#) » de Paul Ehrlich et le rapport au club de Rome « [Les limites de la croissance](#) » (1972), c'était il y a un demi-siècle. Pour les décroissants, en effet, l'ennemi numéro un n'est pas la surpopulation, mais la machine à produire et à consommer inconsidérément. Le seul qui soit connu pour s'intéresser à la question est l'ancien député Vert et ex-ministre de l'environnement Yves Cochet, membre d'honneur de l'association [Démographie Responsable](#). « *Notre influence est complètement marginale, admet-il. Même chez les écolos, très peu de personnes en parlent. C'est une question complètement taboue, on ne veut pas y penser.* »

Pour défendre la nécessité d'une décroissance démographique pour réduire notre impact sur la planète, en particulier dans les pays riches, qui ont la plus lourde empreinte écologique, Cochet propose de rendre les allocations familiales dégressives en fonction du nombre d'enfants. On comprend que les écolos n'enfourchent pas ce dada-là : électoralement, ce n'est pas très porteur... Bayrou a donc un boulevard devant lui. Bientôt tous au lit pour toucher les allocs ?

* Le Canard enchaîné, 25 août 2021 page 5

[Le pape François, la question démographique](#)

Nombreux sont ceux, même parmi les non croyants, qui se réjouissent de la prise de position du pape en faveur de protection la nature à l'occasion de la publication de [l'encyclique Laudato si](#). Il était temps en effet qu'une autorité morale du plus haut niveau rappelle aux hommes la gravité des menaces qui pèsent sur notre monde et la responsabilité qui est la leur. Quelques mois avant la tenue des négociations sur le climat ([COP 21](#)) cela ne pouvait mieux tomber.

Toutefois, si le courage et le modernisme du pape sont incontestables, sa position sur la démographie reste absolument conventionnelle et fait bon marché des contraintes écologiques au profit de la défense séculaire d'un natalisme militant. Alors qu'au cours du dernier siècle le monde a multiplié ses effectifs par quatre, alors qu'au cours des 45 dernières années ce sont 50 % des vertébrés qui ont disparu (2) du fait de notre envahissement de tous les territoires, alors que les océans se vident à grande vitesse, alors qu'un continent, l'Afrique, voit nombre de ses efforts de développement obérés par une croissance démographique encore non maîtrisée (au cours du 20ème siècle l'Afrique devrait passer de 1 à 4 milliards d'habitants), voici ce que dit le pape François de la question (chapitre 50 de son encyclique *Laudato si*)

« Au lieu de résoudre les problèmes des pauvres et de penser à un monde différent, certains se contentent seulement de proposer une réduction de la natalité. Les pressions internationales sur les pays en développement ne manquent pas, conditionnant des aides économiques à certaines politiques de "santé reproductive". Mais « s'il est vrai que la répartition inégale de la population et des ressources disponibles crée des obstacles au développement et à l'utilisation durable de l'environnement, il faut reconnaître que la croissance démographique est pleinement compatible avec un développement intégral et solidaire ». Accuser l'augmentation de la population et non le consumérisme extrême et sélectif de certains est une façon de ne pas affronter les problèmes ».

Le pape offre là une douche froide à tous ceux chez qui était né l'espoir que l'Église Catholique s'oriente vers une position plus raisonnable en matière de contrôle de la fécondité. Espoir né en janvier dernier suite à ses [déclarations lors d'un voyage aux Philippines](#). A cette occasion François avait en effet affirmé qu'il n'était pas nécessaire de se reproduire comme des lapins pour être de bons catholiques. Il avait également réprimandé une femme enceinte déjà mère de nombreux enfants. Las, de toute évidence cette remarque visait à éviter les situations personnelles difficiles mais elle n'indiquait en aucun cas une prise de conscience des limites écologiques à l'explosion démographiques.

François signe là aussi une assez grande méconnaissance du problème. La croissance démographique est clairement incompatible avec la protection de la nature qui est pourtant l'objet de cette encyclique. Une méconnaissance du problème écologique proprement dit (mais où le pape mettra-t-il toutes les autres créatures de Dieu si l'Homme augmente encore ses effectifs ? Jésus n'a pas multiplié les mètres carrés, même dans les écritures). Mais aussi méconnaissance des propos des antinatalistes. Dans leur grande majorité, ceux-ci sont profondément écologistes. Ils ne se contentent pas « *seulement de proposer une réduction de la natalité* », ils affirment que c'est une condition nécessaire bien que non suffisante. Ils regrettent qu'elle soit si souvent passée sous silence mais ils savent aussi qu'elle s'insère dans un ensemble de problèmes encore plus vaste qui est celui de notre rapport à la nature. Caricaturer leur propos ne fait pas avancer la prise de conscience.

Pour connaître le texte intégral, [aller à la source](#).

Dylann Roof mérite-t-il la peine de mort ?

Dylann Roof [avait froidement abattu neuf paroissiens noirs d'une église de Caroline du Sud en 2015](#). Une cour d'appel fédérale a confirmé le 25 août 2021 la condamnation à mort de l'Américain. « *Aucun résumé clinique ni analyse juridique fouillée ne peut totalement rendre compte de l'atrocité de l'acte de Roof. Ses crimes le placent sous le coup de la sentence la plus sévère qu'une société juste puisse rendre* », ont conclu les juges dans leur arrêt rendu à l'unanimité. Le jeune raciste avait déjà été condamné au début de 2017 à la peine de mort, il n'avait exprimé ni regrets ni excuses.

Le point de vue d'un écologiste sur la peine de mort va bien au-delà du droit des victimes contre celui des assassins. Il ne fait que constater un fait trivial : l'abolition de la peine de mort est voulue dans une société d'abondance qui croit que tout le monde doit être dorloté, y compris les criminels. Mais à cause du manque d'énergie fossile et de la crise qui va s'ensuivre, cette abolition risque de tomber aux oubliettes. Comme l'écrivait [Jean-Marc Jancovici](#) : « *Entretenir une population en prison, c'est utiliser de la nourriture, des ressources et de l'énergie pour le bénéfice d'improductifs mis au ban de la société. Jusqu'à une époque somme toutes assez récente, on ne s'encomrait pas de ces bouches à nourrir : le sort commun de l'assassin était la mort dans des délais assez rapides. Il est évident que, en univers énergétiquement contraint, ces mauvais souvenirs risquent de redevenir d'actualité.* »

En attendant les âges sombres, les [commentaires sur lemonde.fr](#) fleurissent, il faut bien passer le temps présent:

untel : Chez nous en France, il serait en hôpital psychiatrique. La fiche wiki US nous indique le résultat des six expertises psychiatriques : « *psychose, paranoïa, délires, schizophrénie, autisme, distorsions cognitives, TOC, dépression, tendances suicidaires, phobie sociale, toxicomanie* » (termes extraits des rapports).

Herlock_Sholmes : Je propose qu'il fasse à vie la récolte des champs de coton en hommage à ses victimes, ça ferait un bel exemple pour tous les suprémacistes blancs.

Pepef-le-Brun : Je suis contre la peine de mort mais finalement cette situation de moratoire voulue par Biden, où il reste entre la vie et la mort, est une condamnation peut-être encore pire que la certitude elle-même de la peine de mort, non ?

a.n.MB : Le problème des Américains, c'est qu'ils les exécutent au bout de x temps, donc ça aura coûté très cher au contribuable in fine. Les condamnés à mort coûtent un pognon de dingue, il y a eu des études là-dessus, ça se chiffre en millions de dollars.

Stephane M. : Non à la peine de mort, quelle que soit la gravité des actes commis. L'Église enseigne, à la lumière de l'Évangile, que "la peine de mort est une mesure inadmissible qui blesse la dignité personnelle" et

elle s'engage de façon déterminée, en vue de son abolition partout dans le monde. » (Catéchisme de l'Église Catholique, article 2267)

Mètre des phynances : Si on est opposé à la peine de mort, cela signifie bien évidemment qu'on y est opposé même pour les criminels les plus odieux: je dirais même surtout pour les plus odieux, pour les moins pires on trouvera toujours quelques circonstances atténuantes qui leur permettront de sauver leur tête. Dans les dix dernières années de son application en France, elle a été requise quelques dizaines de fois sur plusieurs milliers de crimes jugés aux assises, prononcée une vingtaine de fois par les cours d'assises et au final appliquée seulement six fois. alors...

JJCL : Les commentaires de certains bien-pensants sont assez écœurants. Mes pensées vont d'abord aux victimes de ce tueur en série.

▲ RETOUR ▲

.ZAVEZ PAS UN SAC DE CIMENT ?

30 Août 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND



De rab ? C'est pour [boucher les trous](#) dans les bases US. Certains disent qu'elles fondent littéralement. 30 milliards pour les réparer tout de suite, ou le triple en 2050 ? Autant ne rien dépenser, quand on a vu ce que ça a donné en Afghanistan. Se faire mettre la pâte par des cul-terreux, bien mal armés, mais dotés d'un moral d'acier, du mépris de la mort acceptée, et d'un honneur sans mesure, cela relativise les "budgets", qu'on veut bien voter...

En face, il y avait des gens qui combattaient sans savoir pourquoi, d'autres, les Afghans parce que c'était un emploi et qu'ils en avaient besoin pour faire vivre leur famille, mais, mal approvisionnés et payés à chaque fois qu'il tombait un oeil au président afghan, ils n'avaient guère le moral, ni aucune raison de ne pas mettre bas les armes, pourvu que l'adversaire ne soit pas sanguinaire...

L'infrastructure militaire US est donc délabrée, certaines bases remontent aux années 1940, et suivront le sort de l'empire, et de la base de Bagram : abandonnée précipitamment, sans même emporter le matériel, ça serait revenu trop cher...

[Les talibans](#), eux aussi, apprennent. Ils savent désormais que nous vivons un monde imparfait, et qu'il faut accepter cette imperfection.

Inutile de penser que les USaméricains apprendront quelque chose, ça n'est pas dans leur nature.

L'occident aussi, fond, comme le glaçon dans le verre de pastiscon. Auchan voit ses ventes se réduire, la production automobile britannique revient aux années 1950. Ça tombe bien, puisque la consommation de fossile va être réduite de 78 %, "pour sauver la planète" ☹️ Et pas du tout parce qu'on n'en a plus.

Certains pensent (avec raison) qu'on va manquer d'énergie, mais pas pour le bon motif, pour eux, c'est "passeuuuhqu'onveutpasdunucléaire" qu'il faut multiplier au niveau mondial par 5, sans se rendre compte que même multiplié par 5, ça serait pas grand chose (25 % de l'électricité produite, maximum) et qu'en plus on n'a même pas le combustible pour faire fonctionner le nucléaire actuel. On vit sur des stocks. On nous invente des armes miraculeuses (pardon, des centrales), à la Adolf, qui vont tout changer, des sources d'énergie comme la mer et le phosphate, alors qu'on ne sait pas extraire de manière efficace l'uranium de l'eau de mer, et que le phosphate, lui aussi, fait partie des ressources limitées, bientôt en déclin.

Grande Bretagne, second referendum écossais. Le Royaume Uni, finalement, n'aura vécu que le temps du fossile. Le drame absolu réside dans le fait que les fastefoudeuh ne peuvent plus sévir. Enfin, est-ce une mauvaise nouvelle ??? On note aussi une pénurie d'esclaves, pardon, de salariés dans certains secteurs, où l'on manque de moitié de smicard à 80 heures de travail la semaine.

Nouvelle ligne de partage politique en occident : LGBTETC.. + vacciniste, contre la population. Prions pour les médecins et infirmières qu'il n'y ait pas trop de casse pour le vaccin, ils seront les premiers massacrés.

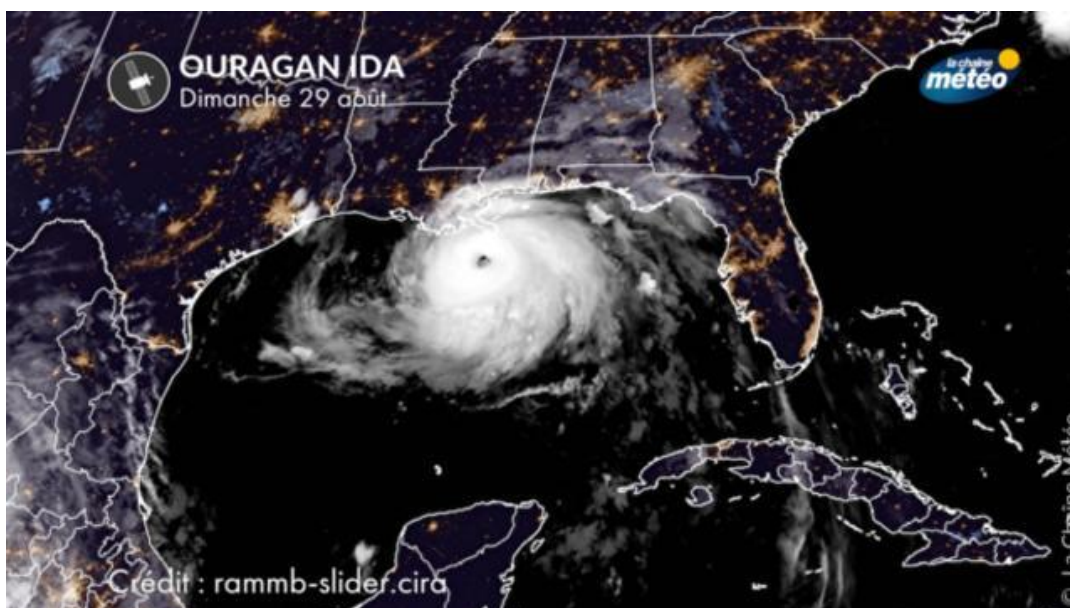
USA : le renouvelable, et la baisse de la demande électrique font mordre la poussière à la production électrique par le charbon, le gaz, et même le nucléaire. En Australie se pose le problème de grosses centrales trop anciennes.

Australie, dans ce pays du charbon roi, le renouvelable lui casse les reins. On voit apparaître les prix négatifs.

▲ RETOUR ▲

Une très étrange conjonction d'événements

le 29 août 2021 par Michael Snyder



Le mois d'août a définitivement été un "tournant", et ces dernières semaines, nous avons eu l'occasion de voir se dérouler des événements incroyablement choquants qui changeront définitivement le cours de l'histoire. En ce

moment, l'ouragan Ida est le sujet le plus important dont tout le monde parle. Comme je l'ai signalé vendredi, Ida a traversé une période d'"intensification rapide" dans le golfe du Mexique avant de s'abattre sur la Louisiane dimanche sous la forme d'une tempête absolument monstrueuse. Elle a frappé la Nouvelle-Orléans exactement 16 ans jour pour jour après l'ouragan Katrina, et beaucoup soulignent qu'il s'agit là d'une coïncidence vraiment "étrange".

Lorsque l'ouragan Katrina a touché terre en Louisiane en 2005, il s'agissait d'une tempête de catégorie 3, mais l'ouragan Ida était en fait une tempête de catégorie 4 lorsqu'il a touché terre près de Port Fourchon...

Les premiers impacts de l'ouragan Ida ont commencé tôt dimanche, lorsque les bandes extérieures ont apporté de fortes pluies sur la côte de la Louisiane. L'ouragan de catégorie 4, accompagné de vents soutenus de 150 mph, a touché terre à 11 h 55 CDT près de Port Fourchon, en Louisiane.

Ida est devenu le premier ouragan à toucher terre sur le sol américain en 2021, et les prévisionnistes d'AccuWeather, qui s'attendent à des impacts extrêmes pour la côte du Golfe, ont attribué à Ida une note de 4 sur l'échelle AccuWeather RealImpact™ Scale for Hurricanes.

Les vents extrêmement violents ont arraché les toits d'innombrables maisons et bâtiments, et dans certains cas, les lignes électriques ont été cassées en deux.

À cette heure, des centaines de milliers de résidents locaux sont privés d'électricité, et le gouverneur John Bel Edwards déclare à la presse qu'Ida pourrait être la tempête la plus puissante à frapper la Louisiane depuis plus de 160 ans...

Le gouverneur de la Louisiane, John Bel Edwards, a déclaré que la tempête pourrait être la plus puissante à frapper l'État depuis plus de 160 ans. L'ouragan Katrina, qui a inondé la majeure partie de la Nouvelle-Orléans, tuant près de 2 000 personnes et causant des dégâts estimés à 125 milliards de dollars, a touché terre il y a 16 ans jour pour jour - en tant que tempête de catégorie 3.

D'un point de vue économique, l'une des principales préoccupations est que la quasi-totalité des installations de production pétrolière du golfe du Mexique ont été contraintes de fermer temporairement leurs portes...

Plus de 95 % des installations de production pétrolière du golfe du Mexique ont été fermées, ont indiqué dimanche les autorités de régulation, ce qui montre que l'énorme tempête a un impact important sur l'approvisionnement en énergie.

Six raffineries dans la région de la Nouvelle-Orléans - dont PBF, Phillips, Shell, Marathon et deux raffineries Valero - sont actuellement fermées, a déclaré à CNN Business Andy Lipow, président de Lipow Oil Associates, une société de conseil basée à Houston. "Il s'agit maintenant d'attendre pour évaluer les dommages causés par le vent et les inondations lorsque l'ouragan passera dans la région."

Inutile de dire que cela risque de provoquer une nouvelle crise de l'offre, et l'on nous avertit déjà de nous attendre à une hausse significative des prix de l'essence...

La production pétrolière offshore fédérale du Golfe du Mexique représente 17 % de la production de pétrole brut du pays et 5 % de la production de gaz sec offshore fédérale, selon l'U.S. Energy Information Administration.

Andrew Lipow, président de Lipow Oil Associates à Houston, a déclaré samedi que si les raffineries de la Nouvelle-Orléans étaient directement touchées par une tempête de catégorie 4, le prix de l'essence augmenterait probablement d'environ 10 cents le gallon sur les marchés du sud-est et du centre du littoral atlantique.

Pendant ce temps, la plus grande débâcle de l'histoire américaine moderne en matière de politique étrangère continue de se dérouler en Afghanistan.

La façon dont l'administration Biden a géré cette crise est tout à fait honteuse et a entraîné la mort de 13 membres des forces armées.

Alors que l'ouragan Ida déferlait sur la Louisiane dimanche, Joe Biden et ses sbires supervisaient le transfert des dépouilles de ces militaires...

Dans un silence brisé uniquement par les sanglots des familles endeuillées, Joe Biden s'est tenu debout dimanche, la main sur le cœur, pour rendre hommage aux dépouilles des membres des services américains tués dans l'attentat à la bombe de Kaboul, transférées d'un avion-cargo militaire C-17 à une rangée de corbillards gris garés à proximité.

Mais Biden s'est impatienté à un moment donné, et les images de l'événement le montrent en train de vérifier sa montre.

Si vous n'avez pas encore vu ce moment choquant, vous pouvez le visionner [ici](#).

Pensait-il vraiment que personne ne le remarquerait ?

Plus tard, les journalistes ont voulu poser des questions à Biden sur l'Afghanistan, mais il a brusquement refusé...

'Je ne suis pas censé répondre aux questions, mais allez-y', a-t-il dit en se tournant vers le groupe de presse en déplacement.

Sur l'Afghanistan..." dit un journaliste avant qu'il ne lui coupe la parole.

Il s'est emporté : "Je ne vais pas répondre à l'Afghanistan maintenant".

Le président s'est détourné du groupe de presse pour s'entretenir avec le personnel de la FEMA, tandis que le journaliste poursuivait en demandant s'il croyait toujours "qu'il y avait un risque extrême à l'aéroport".

Cette crise a clairement démontré que notre nouvelle "armée éveillée" est devenue faible et pathétique, et qu'elle est dirigée par des gradés faibles et pathétiques au Pentagone.

Bien sûr, de nos jours, "faible" et "pathétique" sont des mots souvent utilisés pour décrire l'homme qui réside actuellement à la Maison Blanche.

L'administration Biden a désespérément besoin d'une nouvelle distraction, et il semble que celle-ci soit arrivée à point nommé.

On nous dit que la variante la plus extrême du COVID a été identifiée en Afrique du Sud...

Une nouvelle variante du coronavirus, C.1.2, a été détectée en Afrique du Sud et dans un certain nombre d'autres pays, et l'on craint qu'elle ne soit plus infectieuse et n'échappe aux vaccins, selon une nouvelle étude préimprimée par l'Institut national des maladies transmissibles d'Afrique du Sud et la plateforme de recherche, d'innovation et de séquençage du KwaZulu-Natal. L'étude est en attente d'un examen par les pairs.

Les scientifiques ont détecté la variante C.1.2 pour la première fois en mai 2021, découvrant qu'elle descendait de la variante C.1, ce que les scientifiques ont trouvé surprenant puisque la variante C.1 avait été détectée pour la dernière fois en janvier. La nouvelle variante a "muté de manière substantielle" par rapport à C.1 et s'éloigne davantage du virus original détecté à Wuhan que tout autre variant préoccupant (VOC) ou variant d'intérêt (VOI) détecté à ce jour dans le monde.

Il y a maintenant des dizaines de variantes en circulation, et chaque nouvelle variante menace de provoquer une nouvelle "vague" de cette pandémie.

Avant 2020, j'avais prévenu que ce serait "une chose après l'autre" une fois que nous serions dans la "tempête parfaite" que nous connaissons actuellement, et on nous dit maintenant que les Américains développent une "fatigue du désastre" en raison de toutes les mauvaises choses qui se sont produites au cours des deux dernières années.

Malheureusement, nombreux sont ceux qui pensent qu'un chaos encore plus grand nous attend.

Nous vivons une époque extrêmement troublée et nous avons désespérément besoin d'un leadership fort de la part de nos représentants à Washington.

Malheureusement pour nous tous, Washington est devenu un cloaque complet et total, et le monde entier rit de l'interminable flot d'incompétence émanant de la Maison Blanche.

▲ RETOUR ▲



Los Angeles: La tension EXPLOSE contre l'obligation vaccinale ! Ça sent vraiment la guerre civile !!

BusinessBourse.com 30 août 2021



Manifestant: « Ils vont se déplacer chez vous. Nous si c'est le cas, on va venir vous chercher chez vous, devant votre porte. Ouai, on va venir à vos domiciles. Vous voulez voir nos voisins, eh bien nous, on va venir vous voir. Je peux vous dire que ça c'est la vie réelle avec nos enfants. Si ça continue, vous allez entendre parler de nous. On ne vous lâchera pas tant que vous n'arrêterez pas. Vous comprenez ce que je vous dis ? C'est Lundi et ce sont les premiers votes. J'espère que les responsables ont une conscience et qu'ils ont une âme. J'espère qu'ils voteront non ! Il va falloir attendre une semaine et ensuite c'est la majorité qui passera. Et si ça passe, on aura tout perdu... Vous vous rendez compte ? Et du coup, on perdra tout. Donc, il faut essayer de gagner des voix. »

journaliste: « Que passera-t-il si le oui venait à l'emporter ? »

Manifestant: « Une guerre civile ! Deuxième fois, une véritable guerre civile. C'est ça qui va se passer ! Dans un mois, dans 2 mois, en décembre, je n'en sais rien. La guerre civile arrive, protégez-vous !! Il est grand temps que cela arrive. »

▲ RETOUR ▲

Voici une analyse qui m'a passionné je vous la livre, pour votre réflexion. Pas pour vous persuader de quoi que ce soit.

Bruno Bertez 30 août 2021

Voici une analyse qui m'a passionné je vous la livre, pour votre réflexion. Pas pour vous persuader de quoi que ce soit.

Cette analyse m'inspire confiance, ce qui est rare en ces temps. Cela ne veut pas dire que j'ai une opinion différente, non, cela veut dire que je comprends un peu mieux .

Mon opinion est fondée sur ceci: la confiance. Vous savez que dès le début j'ai présenté cette opinion en affirmant que les politiciens avaient commis une faute impardonnable en détruisant **la confiance**.

Cette analyse visiblement fondée sur la compétence, pêche , pour moi, par ses manques ; elle n'aborde pas le volet des conséquences non voulues, des effets secondaires de la vaccination ou des effets tertiaires. Elle n'aborde pas non plus l'incidence de la vaccination sur la production de variants.

Je suis désolé mais « il n'y a de vérité que du Tout ».

C'est une terrible lacune.

Extrait:

« Au bilan, notre stratégie sanitaire n'a nullement réglé le problème de la COVID, tout en érodant au possible l'acceptation populaire des mesures sanitaires, en exacerbant les dérives idéologiques nauséabondes, tout en laissant une balafre sanitaire historique avec une morbi-mortalité record que les pays engagés dans la suppression virale auront évité ».

Atlantico : Jérôme Salomon et Jean Castex, notamment, répètent et présentent comme des faits qu'avec le vaccin, on a « 8 fois moins de risque d'être infecté. 11 fois moins de risque d'être hospitalisé pour une forme sévère ». Ces chiffres proviennent d'une lecture d'un rapport de la Drees. A quel point sont-ils précis et corrects ?

Claude-Alexandre Gustave : Ces derniers jours, tous les sons de cloche ont été entendus à propos du risque relatif des vaccinés et non-vaccinés face à la COVID ! Outre les fluctuations de chiffres parfois déclamés tels des slogans à l'emporte-pièce, une impression de cacophonie s'est dégagée au gré des déclarations parfois contradictoires, allant du [Premier Ministre déclarant que](#) les vaccinés n'avaient « plus de chance d'attraper la maladie », obligeant les médias à corriger son propos telle une **fakenews** ; jusqu'au Pr. Delfraissy ou Pr. Pialoux rappelant que la contamination et transmission restent possibles même pour les vaccinés. Le [journaliste Vincent Glad a fait un excellent thread à ce propos, avec une synthèse](#) des différentes sources et données disponibles.

Les chiffres que vous évoquez sont effectivement [issus d'un rapport de la DREES paru le 20/08/2021](#), et portant sur la 1^{ère} semaine du mois d'août. Pour évaluer la précision de ces chiffres, il faut s'interroger sur leur source et sur la méthode utilisée.

Pour calculer ces risques relatifs, la DREES a croisé 3 bases de données : SI-DEP (tests de dépistage), SI-VIC (hospitalisations) et VAC-SI (vaccination).

Dans ces bases de données anonymisées, chaque patient est associé à un code d'identification unique qui permet d'associer son statut « infecté »/«non-infecté » (SI-DEP), sa prise en charge médicale « hospitalisé »/«pas hospitalisé » (SI-VIC), et son statut vaccinal « pas vacciné »/«vaccination incomplète »/«vaccination complète » (VAC-SI).

Il est alors possible de dénombrer précisément les vaccinés et non-vaccinés parmi les infectés qui sont détectés lors des dépistages de routine, ou parmi les patients hospitalisés ou admis en soins critiques. En ce sens, ces chiffres sont précis. Cependant, sont-ils fiables ?

Il faut alors s'interroger sur les biais potentiels qui peuvent entacher ces données, notamment en raison de leur mode d'acquisition.

Sur la question du risque relatif d'être hospitalisé pour une forme sévère de COVID, les biais sont minimes. En effet, une personne qui suffoque parce qu'elle développe une pneumonie virale sévère liée à la COVID, va être admise à l'hôpital voire en réanimation car son pronostic vital est en jeu. Ainsi, le dénombrement de ces cas est très proche de l'exhaustivité (notamment hors des périodes de saturation hospitalière). Les calculs réalisés sur ces données hospitalières sont alors d'une grande fiabilité et permettent d'estimer un risque relatif robuste. On observe quelques fluctuations minimes en fonction des semaines, mais cela reste à la marge et ne change pas l'ordre de grandeur observé.

Par exemple, dans le rapport de la DREES paru le 27/08/2021, portant sur la 2^{ème} semaine d'août, le risque relatif d'être hospitalisé pour COVID grave en fonction du statut vaccinal n'est plus de 11 mais de 9. Ces fluctuations peuvent être le résultat de retard de saisie des données, variation des populations admises à l'hôpital (âge, ancienneté vaccinale...), biais lié à la présence d'immunisés dans le groupe dit « non-vacciné » (immunité post-infection)... Mais cela ne change pas l'ordre de grandeur d'environ 10 fois moins de formes graves chez les vaccinés par rapport aux non-vaccinés.

Ces données obtenues en vie réelle corroborent les résultats observés durant les essais cliniques réalisés lors du développement de ces vaccins, et ces données françaises sont également en accord avec les données étrangères.

L'exemple le plus fréquemment cité, Israël, retrouve la même réduction de risque d'être hospitalisé pour COVID sévère grâce à la vaccination. Les données épidémiologiques israéliennes permettent de comparer les taux d'admissions en soins critiques selon le statut vaccinal et selon l'âge :

	Taux d'admission en soins critiques pour 100k NON-VACCINÉS	Taux d'admission en soins critiques pour 100k VACCINÉS	Risque relatif
20-29 ans	5,8	0,1	58 fois moins chez vaccinés
30-39 ans	13,4	0,4	33,5 fois moins chez vaccinés
40-49 ans	36,2	1,5	24,1 fois moins chez vaccinés
50-59 ans	56,4	4,8	11,8 fois moins chez vaccinés
60-69 ans	127,7	10,9	11,7 fois moins chez vaccinés
70-79 ans	388,5	18	21,6 fois moins chez vaccinés
80-89 ans	366,6	40,1	9,1 fois moins chez vaccinés
>90 ans	573,4	44,9	12,8 fois moins chez vaccinés

Source : https://datadashboard.health.gov.il/COVID-19/general?utm_source=go.gov.il&utm_medium=referral

L'autre chiffre largement repris suite à la publication du rapport de la DREES, est la réduction du nombre d'infections d'un facteur 8 chez les vaccinés.

Sur ce point, bien que les données soient toujours précises, elles ne sont cependant pas fiables.

Pour comprendre cela il faut revenir au mode d'acquisition des données de la base SI-DEP : il s'agit des résultats de tests de dépistage réalisés dans la population générale. Il ne s'agit en aucun cas de dépistages systématiques ; on est donc très loin de l'exhaustivité ! Pour rappel, avant la campagne vaccinale, la comparaison des données de séroprévalence (% d'immunisés contre SARS-CoV-2 dans la population) et des infections effectivement détectées, montrait que seuls $\approx 37\%$ des infections étaient réellement détectées. L'immense majorité des infections ne sont donc jamais perçues et donc jamais comptabilisées. Les calculs de risque relatif d'infection entre vaccinés et non-vaccinés portent donc sur un petit échantillon de la cohorte totale d'infectés. A cela s'ajoute un biais majeur lié à l'absence de dépistage systématique. Comment est alimentée la base de données SI-DEP ? Autrement dit, quelles sont les circonstances qui amènent à se faire dépister ?

Tout d'abord être malade (avoir des symptômes évocateur de COVID). Dans ce premier cas, en cas d'infection, les vaccinés sont beaucoup plus rarement symptomatiques que les non-vaccinés car l'efficacité vaccinale contre les formes symptomatiques de COVID liées à Delta va de 40,5% ([cf. données israéliennes](#)), à 88% ([cf. données anglaises](#)). Étant beaucoup moins fréquemment symptomatiques que les non-vaccinés, les vaccinés sont donc beaucoup moins fréquemment dépistés.

Deuxièmement, les tests sont motivés par une obligation légale/réglementaire (pass sanitaire, voyages...). Là encore, les vaccinés ne sont quasiment jamais testés dans ce cadre légal/réglementaire puisque leur pass sanitaire est actif sans avoir recours à des tests de dépistage.

Enfin, les tests peuvent être motivés par les enquêtes de contact tracing, et sur ce dernier point, [même si les vaccinés restent considérés comme](#) « cas contact à risque modéré », Santé Publique France indique depuis

plusieurs semaines que le contact tracing est quasiment au point mort avec très peu de contacts déclarés par les infectés (moyenne de 1,4 contact par infecté), et une part d'infectés anciennement connus comme cas contact d'un autre infecté qui ne dépasse plus les 16% !!! Ainsi, les tests motivés par le contact tracing représentent une part insignifiante de l'ensemble des tests réalisés.

On comprend alors que chercher à évaluer le risque relatif d'infection entre vaccinés et non-vaccinés par le simple croisement des bases de données SI-DEP et VAC-SI est absurde. On ne détecte que très peu d'infections chez les vaccinés uniquement parce qu'on ne les teste presque plus ! Ainsi, dans le registre SI-DEP, on trouve très peu de vaccinés infectés, non pas parce que le virus circule peu chez eux, mais simplement parce qu'ils ne sont plus testés.

Le biais déjà majeur s'accroît encore si on rajoute les autotests dans l'équation ! Bien que la DGS recommande que tout autotest positif soit confirmé sous 24h par un test antigénique ou RT-PCR, rien ne garantit que ce test de confirmation soit effectivement réalisé, et donc rien ne garantit que les infectés détectés par les autotests soient effectivement recensés dans la base SI-DEP ! Les autotests ne sont ni déclarés, ni tracés. Sans confirmation en laboratoire ou via un test antigénique réalisé par un professionnel de santé, le cas n'apparaîtra jamais dans les statistiques officielles (sans oublier qu'aucun séquençage des variants ne pourra être fait non plus).

Que sait-on, factuellement, de l'efficacité des vaccins contre le Covid à l'heure actuelle ?

Claude-Alexandre Gustave : Lorsqu'on parle d'efficacité vaccinale, on doit bien différencier les différents niveaux d'efficacité, les périodes et types d'études, les populations et conditions locales dans lesquelles ces efficacités sont mesurées.

L'efficacité vaccinale est mesurable à différents niveaux : 1) contre l'infection, 2) contre les transmissions secondaires, 3) contre les formes symptomatiques de COVID, 4) contre les formes sévères (+/- hospitalisations/décès).

Cette efficacité peut être évaluée en « instantanée » lors des essais cliniques (développement), ou via un suivi longitudinal prolongé dans le temps. Elle peut aussi être mesurée via des études cliniques (cohortes contrôlées), ou via les données en « vie réelle ».

Enfin, cette efficacité ne vaut que pour la tranche d'âge dans laquelle elle est mesurée, face à un variant donné, et pour un recul de temps donné par rapport au schéma vaccinal complet.

L'efficacité vaccinale face à l'infection (portage viral) est peu pertinente car difficilement documentée.

Comme évoqué précédemment, de nombreux biais entachent la mesure de cette efficacité si elle se base sur des données en « vie réelle ». Dans ce cas, il s'agit de simples croisements de bases de données (dépistage et statut vaccinal), **or les vaccinés sont très rarement testés par rapport aux non-vaccinés, ce qui conduit à une surestimation majeure de l'efficacité contre l'infection.** Il faut alors s'en tenir aux études cliniques contrôlées, et uniquement celles qui s'appuient sur un dépistage systématique avec une fréquence suffisante pour une détection fiable des contaminations chez l'ensemble des participants (immunisés ou non). En effet, sans dépistage systématique, seules les infections symptomatiques sont documentées (les formes asymptomatiques ne motivant presque jamais de dépistage). De plus, on sait que même si la charge virale initiale (pendant la première semaine d'infection) est identique chez vaccinés et non-vaccinés, elle décroît plus rapidement chez les vaccinés. Une fréquence de dépistage trop faible (typiquement <1x par semaine), introduit un biais supplémentaire en « ratant » des infections chez les vaccinés qui éliminent plus rapidement le virus que les non-vaccinés. Enfin, seuls les essais basés sur des RT-PCR peuvent être pris en compte car on ne cherche pas à évaluer la contagiosité (ce qui autoriserait le recours à des tests antigéniques), mais plutôt le simple fait de

porter le virus (même si cela est limité à la sphère ORL). Il faut donc recourir aux tests les plus sensibles dont nous disposons, c'est-à-dire les RT-PCR.

Au-delà de ces limitations qui rendent très difficile d'évaluer l'efficacité contre l'infection avec fiabilité, il ne faut pas oublier les mécanismes sur lesquels cette efficacité pourrait reposer. On en vient alors au « design » de notre système immunitaire, et aux modes de transmission de SARS-CoV-2. Il s'agit d'un virus à transmission respiratoire, contre lequel nous ne disposons actuellement que de vaccins dits « systémiques » (injectables), et pas encore de vaccins à administration intranasale (en cours de développement). En stimulant l'immunité au niveau systémique, on induit une réponse immunitaire faible au niveau de la sphère ORL (porte d'entrée du virus), ce qui conduit à une efficacité très limitée contre le fait d'être contaminé, au moins au niveau nasal ou plus largement au niveau ORL (nasopharynx, voies aériennes supérieures). Ce phénomène s'explique par l'absence de « boost » immunitaire au niveau des muqueuses ORL lors de la 2^{ème} injection vaccinale (neutralisée dans les tissus périphériques, avant d'arriver aux muqueuses ORL, en raison de l'immunité développée suite à la 1^{ère} injection). On obtient alors une très bonne réponse immunitaire systémique (capable de protéger les tissus profonds comme les poumons, mais peu ou pas efficace pour empêcher le virus d'entrer dans notre organisme via les voies aériennes).

Par contre, cette immunité systémique est très efficace pour limiter l'invasion virale et accélérer son élimination ! En effet, chez un vacciné l'immunité est active contre SARS-CoV-2 dès le 1^{er} jour d'infection, ce qui limite l'extension de l'infection et contient l'amplification du virus dans l'organisme.

Chez un non-vacciné, cette immunité dirigée spécifiquement contre SARS-CoV-2 met 7 à 10 jours à apparaître (temps nécessaire au développement d'une réponse immunitaire adaptative face à un agent pathogène jamais rencontré auparavant). Le virus a alors beaucoup plus de « liberté » pour envahir les tissus et se répliquer très activement. Cette différence d'évolution de l'infection a été illustrée chez la souris via une expérience impossible à réaliser chez l'Homme puisqu'elle consiste en une infection volontaire avec un virus marqué que l'on peut suivre dans l'organisme, tout en surveillant l'évolution de l'état de santé des souris (guérison ou décès). Alors que les souris dépourvues d'anticorps anti-SARS-CoV-2 (mimant les non-vaccinés), décèdent en quelques jours d'une infection invasive, les souris dotées d'anticorps anti-SARS-CoV-2 voient leur infection se limiter aux voies aériennes supérieures, avec une guérison rapide. La [vidéo de cette expérience est disponible ici](#)

L'intérêt est double car, même si cette immunité n'empêche pas d'être infecté, elle limite l'invasion virale, ce qui réduit la « biomasse » virale (≈ nombre de copies virales). Ceci permet de diminuer la probabilité d'émergence de nouveaux mutants (intérêt collectif+++ [pour préserver l'efficacité vaccinale et la protection de la population](#)).

L'efficacité vaccinale peut aussi être mesurée face aux formes symptomatiques de COVID (c'est-à-dire contre la maladie sous ses formes non graves). Là encore, l'information est peu pertinente. Tout d'abord pour les mêmes raisons que vis-à-vis de l'infection, auxquelles s'ajoute un biais supplémentaire lié aux comportements de dépistage. Les vaccinés qui développent des symptômes peu sévères de COVID peuvent penser qu'il s'agit de tout autre chose (rhinite allergique, « un simple rhume »...) sans que cela ne motive un test de dépistage. On peut alors observer une sous-représentation des vaccinés parmi les cas de COVID symptomatique recensés, ce qui peut conduire à surestimer l'efficacité vaccinale. A l'inverse, les non-vaccinés d'aujourd'hui (alors que la vaccination a eu le temps d'être largement déployé tout en étant facilement accessible) sont plus fréquemment des « covidos-sceptiques » ou des personnes qui se préoccupent peu de leur statut virologique même face à des symptômes évocateurs. Ils peuvent donc être sous-représentés parmi les cas de COVID symptomatiques, ce qui peut conduire à sous-estimer l'efficacité vaccinale.

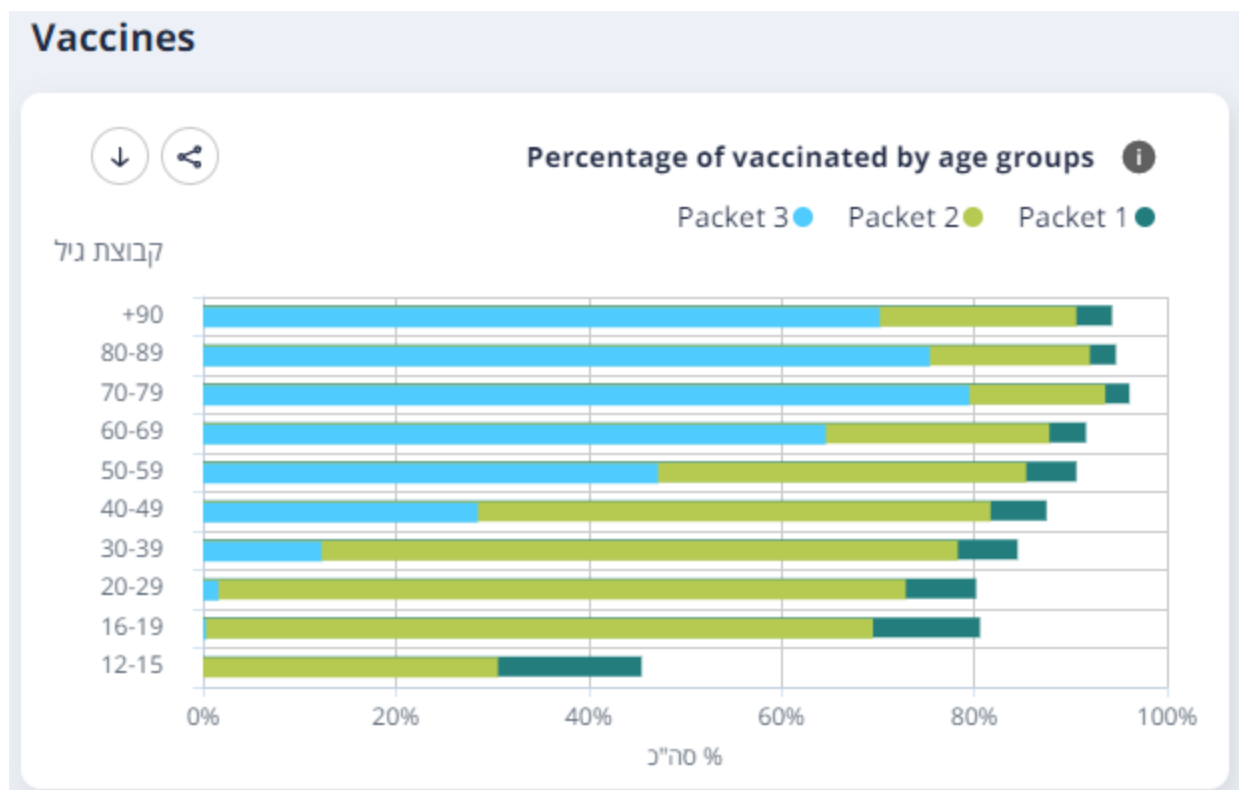
Si l'on parle de formes symptomatiques peu sévères (typiquement un syndrome pseudo-grippal), l'efficacité vaccinale représente alors peu d'intérêt car ces formes cliniques ne génèrent ni mortalité, ni saturation hospitalière ! Au pire, elles encombrant les files d'attente de téléconsultation et provoquent des arrêts maladie.

Le point clé sur lequel l'efficacité vaccinale doit être rigoureusement suivie concerne les formes sévères de COVID.

Ce sont ces formes qui mettent en péril nos systèmes de santé, génèrent une morbi-mortalité importante, et menacent l'intégrité de nos sociétés. C'est donc sur ce point précis que les vaccins doivent être évalués dans la durée, au fur et à mesure que de nouveaux variants émergent. Jusqu'ici, même face à Delta, les vaccins maintiennent un très haut niveau d'efficacité contre les hospitalisations, les admissions en soins critiques et les décès. Les données sont indiscutables, fiables et concordantes d'où qu'elles proviennent, ce qui permet d'avoir une évaluation robuste de cette efficacité, dans des populations diverses, face à des niveaux de circulation virale variés, et à des périodes différentes. Nous avons déjà évoqué les données de la DREES, du Ministère de la Santé israélien, mais on pourrait y ajouter les données du CDC américain, du NHS et PHE anglais, du Qatar, de l'Islande... Dans tous ces cas, on observe une efficacité vaccinale supérieure à 90% contre les formes sévères de COVID, y compris associées au variant Delta.

Cependant, 2 points doivent être soulignés :

1. **La diminution de protection au cours du temps** : ce phénomène est attendu, d'autant plus face à un virus à transmission respiratoire, appartenant au genre des Coronavirus (et donc peu immunogène), et soumis à une évolution antigénique (variants). Cette baisse de protection n'est pas seulement évoquée devant la décroissance du taux d'anticorps neutralisants (anticorps protecteurs), ce qui est un phénomène physiologique systématiquement observé après vaccination ou après infection ; mais il s'agit bien d'une perte progressive de protection clinique. Les données israéliennes ont déjà mis en évidence cette évolution qui expose à nouveau à un [risque significatif 6 à 8 mois après la 2^{ème} dose vaccinale](#). Cette décroissance est d'autant plus rapide que les patients sont âgés et/ou porteurs de comorbidités à risque de COVID grave, mais elle concerne l'ensemble de la population. Israël a d'ailleurs initié une campagne vaccinale pour l'administration d'une 3^{ème} dose chez les plus de 20 ans. La population adhère massivement à cette nouvelle campagne vaccinale dont le déploiement a été fulgurant chez les >60 ans (cf. « packet 3 » sur l'infographie ci-dessous) :

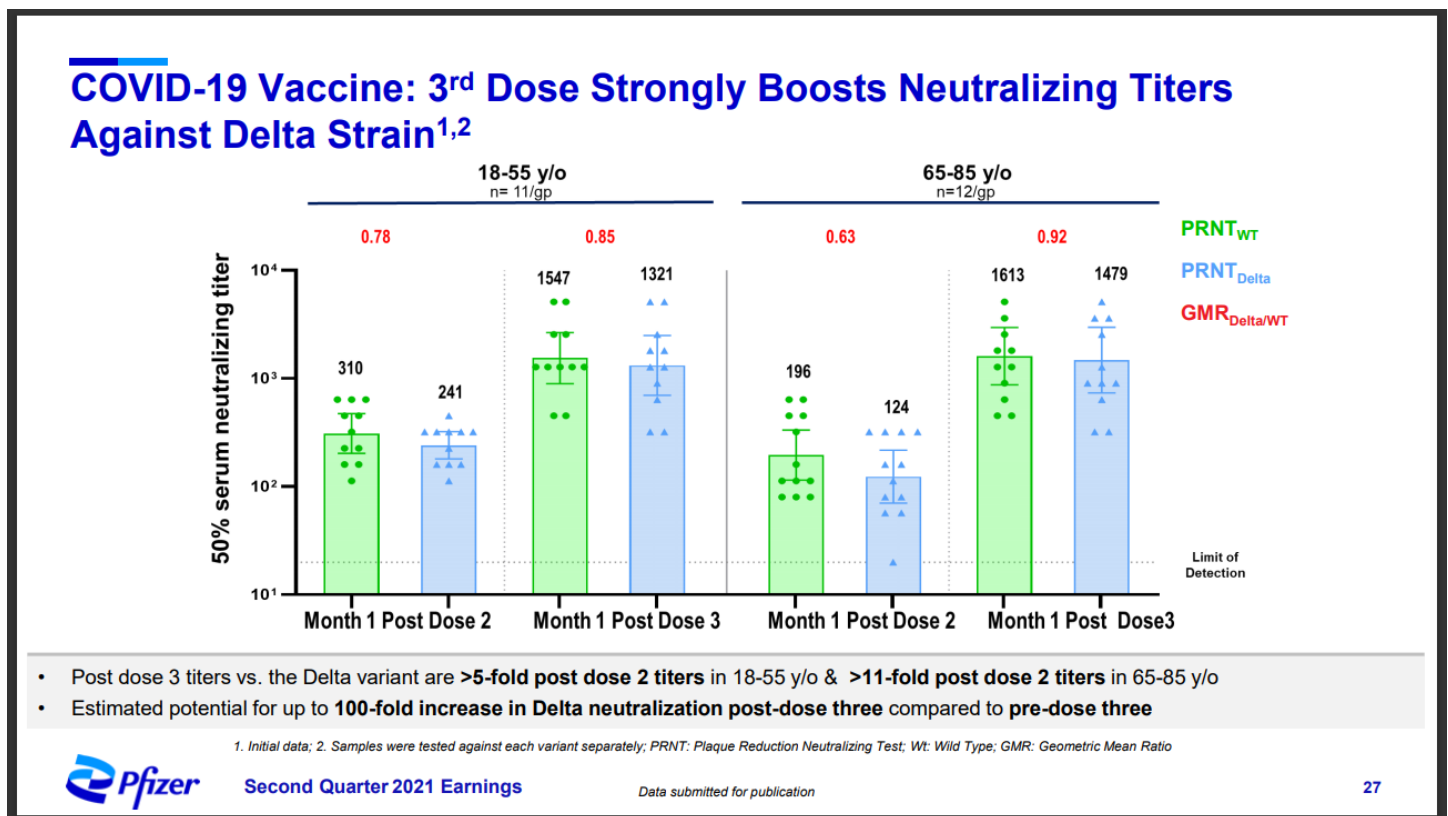


Source : https://datadashboard.health.gov.il/COVID-19/general?utm_source=go.gov.il&utm_medium=referral

Cette tendance à la baisse de protection a été également récemment confirmée par le Qatar avec une forte diminution de protection contre les formes sévères de COVID [après 5 mois environ post-2^{ème} dose](#). Après 25 semaines, l'efficacité moyenne tombe à 71,5% avec un intervalle de confiance allant de 9,2% à 92,3%, ce qui traduit une hétérogénéité+++ selon les patients parmi lesquels certains restent très bien protégés, quand d'autres perdent presque totalement leur protection.

L'intérêt d'une 3^{ème} dose vaccinale pour l'ensemble de la population ne fait donc pas de doute. Les résultats récents obtenus par Moderna et Pfizer/BioNTech suggèrent une très grande efficacité de cette 3^{ème} dose si elle est administrée au moins 6 mois après la 2^{ème}, avec un taux d'anticorps neutralisants (anticorps protecteurs) décuplé et bien plus élevé que celui obtenu après la 2^{ème} dose (ce qui suggère une protection bien plus durable après la 3^{ème} dose ; sous-réserve de ne pas laisser diffuser de nouveaux variants échappant à cette immunité acquise).

Pour Pfizer/BioNTech : https://s21.q4cdn.com/317678438/files/doc_financials/2021/q2/Q2-2021-Earnings-Charts-FINAL.pdf

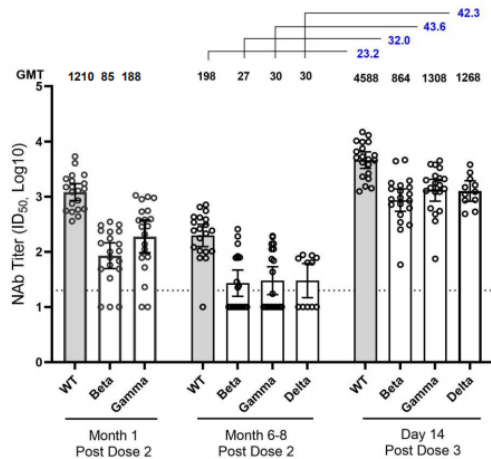


Pour Moderna : <https://investors.modernatx.com/static-files/c43de312-8273-4394-9a58-a7fc7d5ed098>

Performance of mRNA-1273 booster (>6 months) against VOC

Dose 3 booster of 50 µg of mRNA-1273

Pseudovirus neutralization titers



The geometric mean neutralizing antibody titers with 95% confidence intervals are denoted. The titers for individual participants are shown by the circles. The geometric mean fold increase versus titers measured 6-8 months post dose 2 are shown for each variant. The horizontal dotted lines indicate the lower limit of quantification. N=20 participants per booster cohort; GMT, geometric mean titer; ID50, 50% inhibitory dilution; NAb, neutralizing antibody

Slide 30

Choi et al, in press

Six months post second dose, neutralizing antibodies against wild-type (D614G) strain remained detectable

Neutralizing antibodies against VOC started lower, and waned substantially by six months after the second dose

Dose 3 (50 µg) booster of mRNA-1273 significantly increased GMT for all VOC Beta (B.1.351) by 32-fold, Gamma (P.1) by 43.6-fold and Delta (B.1.617.2) by 42.3-fold

moderna

- Quand l'efficacité est mesurée à 90%, cela ne signifie pas que chaque vacciné est protégé à 90% contre une COVID grave, mais cela indique que parmi les vaccinés, 90% seront pleinement protégés, et 10% ne le seront pas malgré un schéma vaccinal complet. Rapporté à l'ensemble de la population française, ces 10% pourraient représenter au moins 6 à 7 millions de personnes. Si on se limite aux actuels « vulnérables » (environ 25 millions de français), cela pourrait laisser 2 à 3 millions de personnes exposées à un risque viral majeur. Il est donc crucial de comprendre l'importance d'associer vaccination et mesures barrières. L'un sans l'autre ne suffira pas. L'un sans l'autre ne permettra pas d'éviter de nouvelles submersions des systèmes de santé, ce qui mettrait en péril la situation sanitaire, socio-économique, politique...

Ce qui nous amène au dernier point :

- L'efficacité vaccinale contre la transmission virale. Elle s'appuie d'une part sur l'efficacité contre l'infection (acquérir le virus), et d'autre part sur l'efficacité contre la contamination (le transmettre à quelqu'un).

Je ne reviens pas sur l'efficacité contre l'infection, probablement faible voire nulle.

Quant à l'efficacité contre la contamination, elle est également délicate à évaluer car sa mesure retombe sur les mêmes difficultés que pour l'évaluation de l'efficacité contre l'infection.

Cependant, des études cliniques permettent malgré tout d'estimer cette efficacité contre la contamination d'autrui via des contacts tracings ciblés chez des vaccinés et non-vaccinés (chez leurs proches...). L'une des plus récentes, [publiée par l'ECDC le 5 août, estimait cette efficacité à 71%](#), MAIS elle s'appuie sur des données récoltées entre février et mai 2021, c'est-à-dire AVANT l'arrivée de Delta. Cette efficacité est donc probablement bien plus faible désormais.

Ceci peut paraître contradictoire avec les études récentes qui ont mis en évidence une charge virale similaire chez vaccinés et non-vaccinés, mais semble cohérent avec les données récentes montrant qu'à charge virale identique, les vaccinés auraient moins de virus cultivable (infectieux) que les non-vaccinés. Ceci pourrait être le résultat d'une excrétion de virus partiellement recouverts d'anticorps neutralisants chez les vaccinés, avec un virus qui perd donc en infectiosité malgré une excrétion quantitativement similaire à celle des non-vaccinés.

Cependant, transmission réduite ne signifie pas absence de transmission.

Il est donc crucial de maintenir les mesures barrières (distanciation, aération, masque systématique en lieux clos, et en extérieur si foule ou si <2 mètres entre les individus), protection des frontières via des quarantaines, sécurisation des écoles... car même en étant largement déployée, la vaccination ne stoppera pas la circulation virale.

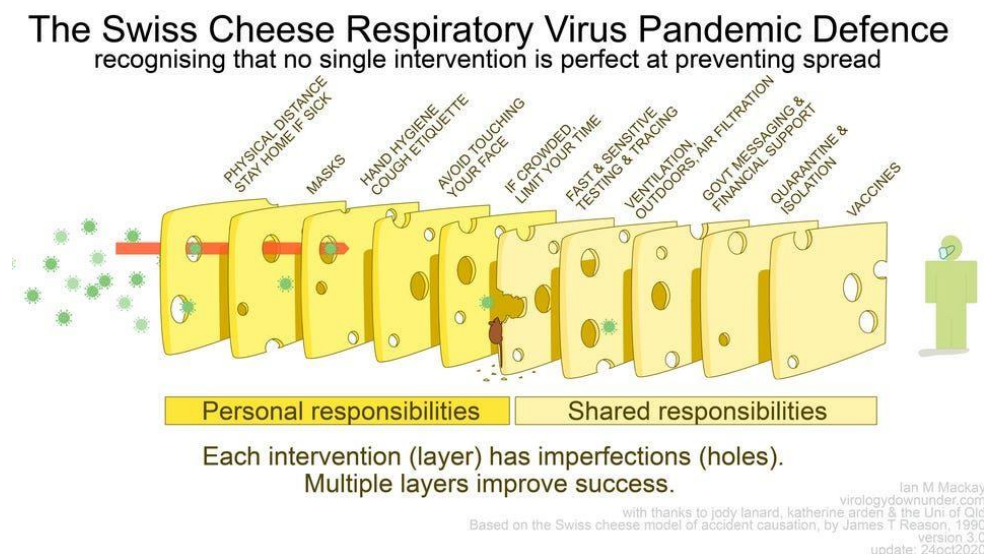
En effet, l'immunité collective est hors d'atteinte face à ce virus.

Même sans tenir compte d'éventuels nouveaux variants échappant à l'immunité, même sans tenir compte de l'atténuation de l'immunité au cours du temps, et même en étant très optimiste sur l'efficacité vaccinale contre l'infection (90%, d'après études anglaises AVANT Delta), et très optimiste sur l'efficacité vaccinale contre la contamination d'autrui (71%, d'après étude ECDC ci-dessus AVANT Delta), on arrive à une efficacité vaccinale contre la transmission virale de 97% ! Cela paraît très élevé, mais si on rapporte cela au R0 de Delta mesuré à 8, **on constate alors qu'il faudrait vacciner plus de 90% de la population pour espérer arrêter la circulation virale**. Et ceci en étant exagérément optimiste sur l'efficacité vaccinale, et sans tenir compte ni de l'évolution virale, ni de l'affaiblissement immunitaire au cours du temps !

On en revient donc aux basiques répétés depuis des mois par l'OMS :

1. Vaccination massive pour réduire au maximum la morbi-mortalité associée aux infections
2. Stratégies de suppression virale pour limiter au maximum la circulation virale, protéger la population durablement, limiter l'évolution virale.

Pour ceux qui préfèrent les descriptions graphiques au longues phrases, c'est la technique du « gruyère » :



QUESTION : Le vaccin est efficace et la balance bénéfice risque n'est pas en doute, mais à déformer la réalité scientifique pour mobiliser la population, le gouvernement ne risque-t-il pas l'effet l'inverse ?

Claude-Alexandre Gustave : Cette problématique ne se limite pas à la vaccination. En faisant miroiter des objectifs irréalistes, voire erronés, on nourrit la défiance de demain !

Quand le Premier Ministre déclare qu'un vacciné ne peut plus être infecté, c'est une faute car les données de la science montrent le contraire, et une telle déclaration vient alors instiller le doute à la fois envers les scientifiques, et aussi envers la parole publique qui s'en trouve décrédibilisée.

Quand le Ministre de la Santé signe un décret autorisant l'abandon des mesures barrières dans les lieux soumis au pass sanitaire alors **qu'aucune des conditions d'obtention du pass ne garantit l'absence de contagiosité**, c'est encore une faute qui vient semer le trouble, ajouter à la confusion, et rendre encore moins lisibles les règles sanitaires.

Quand les autorités sanitaires continuent à placer **« l'immunité collective »** comme objectif ultime alors que là encore les données de la science montrent qu'elle **est inatteignable face à ce virus**, cela nourrit la défiance « antivax » de demain quand nous aurons atteint les seuils critiques présentés comme salutaires, et que le virus continuera malgré tout à circuler, évoluer...

C'est la même problématique vis-à-vis de la vaccination des enfants, qui devient difficile à justifier quand les autorités sanitaires ont passé 18 mois à nier le rôle des écoles dans l'amplification épidémique, en déclarant régulièrement que les enfants étaient « peu contaminés et peu contaminants », au mépris des données scientifiques internationales.

Cette façon de gérer la crise sanitaire a été constante depuis plus de 18 mois, en usant d'une communication focalisée sur le court terme, et présentant des objectifs illusoire.

Allant ainsi de déconvenue en déconvenue, les autorités ont trouvé refuge dans l'argument « d'imprévisibilité », « d'humilité face au virus »... Pourtant il ne s'agit pas d'un alien ! SARS-CoV-2 obéit aux lois classiques de la virologie, de l'épidémiologie et de l'immunologie ! Ces lois auraient imposé des mesures et stratégies différentes pour lutter efficacement contre cette épidémie mais ces mesures auraient alors été plus délicates à faire accepter par une population de culture occidentale, attachée au libéralisme.

C'est aussi pour cela qu'on observe un tel clivage et une telle différence de sévérité de cette même pandémie vis-à-vis des pays d'Extrême-Orient (notamment avec les pays de culture confucianiste) où la population est plus attachée à l'intérêt collectif, à la protection et à la solidarité.

Au bilan, notre stratégie sanitaire n'a nullement réglé le problème de la COVID, tout en érodant au possible l'acceptation populaire des mesures sanitaires, en exacerbant les dérives idéologiques nauséabondes, tout en laissant une balafre sanitaire historique avec une morbi-mortalité record que les pays engagés dans la suppression virale auront évité.

▲ RETOUR ▲



Justin Trudeau furieux hier soir contre les manifestants anti-pass: « Qu'est-ce qui va pas bien dans leurs vies ? Mais d'où ça vient cette furie, cette intensité ? »



Australie : Les chauffeurs de camions bloquent toutes les autoroutes... Ras le bol de ces vaccins obligatoires et tous ces confinements !

Des chauffeurs de camion australiens ont bloqué une grande autoroute dans l'État du nord-est du Queensland pour protester contre les...



Les indices boursiers mondiaux sont au bord de l'effondrement !

Ce scénario d'effondrement des marchés pourrait se déclencher à tout moment. Cela a déjà commencé sur de nombreux points. Le...



La bulle de tout, bulle boursière, obligataire et immobilière, finiront par imploser

Comme le climat, presque toutes les classes d'actifs sont en surchauffe. Les bulles créées par l'expansion du crédit imploseront au cours...



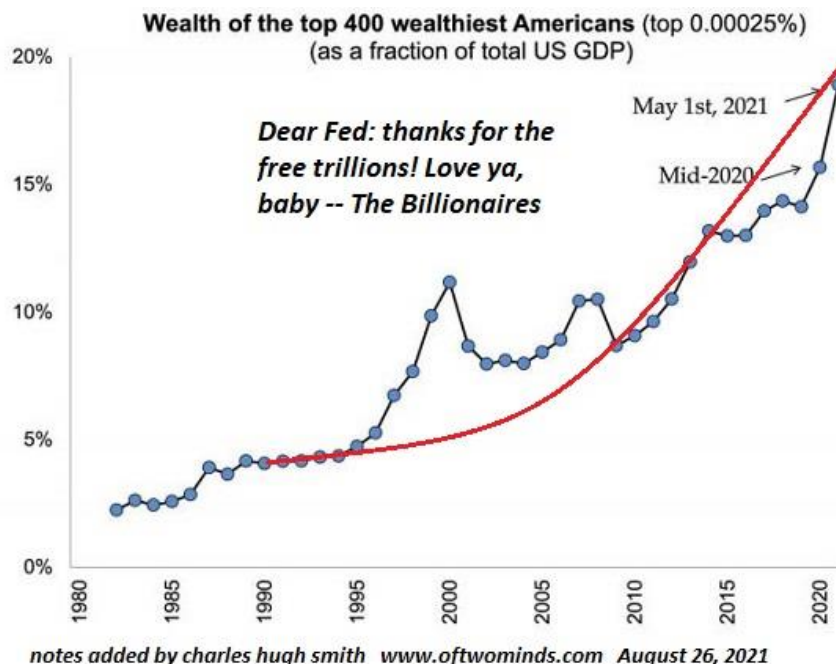
La Théorie Monétaire Moderne ou le plus grand tour de magie jamais réalisé dans l'histoire

Il s'agit du plus grand tour de magie jamais réalisé dans l'histoire. Pour tromper davantage les gens, les soi-disant experts ont...

▲ RETOUR ▲

La bataille des élites pour l'Amérique future

Charles Hugh Smith Lundi 30 août 2021



Aucune nation ne peut produire moins et de moindre qualité, et gaspiller davantage pour des élites infiniment avides et corrompues, le tout financé par l'émission de billions de nouvelles unités monétaires, et s'imaginer que cette asymétrie n'aura jamais de conséquences.

Comme je l'ai souvent noté, l'historien Michael Grant a identifié une profonde désunion politique au sein de la classe dirigeante comme une cause essentielle de la dissolution de l'Empire romain. Grant a décrit cette dynamique dans son excellent récit *The Fall of the Roman Empire*, un livre que je recommande depuis 2009.

J'ai écrit sur les fractures des élites dirigeantes américaines depuis de nombreuses années, ainsi que sur l'érosion des fondements de la société qui mène à l'effondrement systémique, par exemple, *Effondrement*, partie 2 : les neuf dynamiques de la décadence (juin 2015), *Partir en guerre avec l'élite politique que vous avez* (14 mai 2007) et *Le conflit au sein de l'État profond* vient de dégénérer en guerre ouverte (10 mars 2017).

Les élites américaines se fracturent le long de multiples fissures tectoniques : tandis que les médias conventionnels se concentrent sur le pain et les cirques des jeux politiques rouges et bleus (c'est-à-dire l'Empire pourpre), les véritables conflits se déroulent au sein des camps qui gèrent les jeux rouges et bleus, le projet impérial d'hégémonie mondiale (alias l'État profond), la nouvelle noblesse des grandes entreprises technologiques qui tente de renverser l'ancienne noblesse, les nationalistes contre les mondialistes et les joueurs financiers contre la nouvelle fondation.

Ce sont mes acronymes informels, bien sûr, mais les conflits sont réels et s'intensifient à mesure que les politiques extrêmes atteignent de nouveaux extrêmes et que les risques de rupture augmentent.

Les élites les plus dangereuses sont celles qui s'accrochent à la foi perverse mais irrésistible que la Réserve Fédérale et le Trésor peuvent faire apparaître des milliers de milliards de dollars américains sans autre

conséquence que le maintien de l'hégémonie mondiale. reste la monnaie de réserve prééminente 2) mais pas si forte qu'elle coule les économies de marché émergentes et 3) suffisamment magique pour qu'il n'y ait pas de limites au nombre de milliards qui peuvent être absorbés par les marchés mondiaux des actions, des obligations, de la dette, du risque et des matières premières et 4) reste la principale méthode pour limiter le levier financier mondial des rivaux géopolitiques. Euh, bien sûr. Pas de problème, la Fed est toute-puissante, non ?

Le problème fondamental du projet impérial est que le dollar doit servir à la fois les élites nationales qui profitent de l'expansion des bulles d'actifs par la Réserve fédérale et les marchés mondiaux qui dépendent d'un dollar stable pour les réserves, le crédit et la liquidité transactionnelle. Alors que les milliardaires américains se réjouissent des largesses sans fin de la Fed envers ceux qui sont déjà riches, ceux qui ont pour mission de maintenir l'hégémonie regardent vers l'avenir et voient la débauche du dollar américain alors que la Fed et le Trésor crachent des trillions, dont une très petite partie est réellement injectée dans des investissements productifs, c'est-à-dire le fondement ultime de l'hégémonie.

Il est instructif d'observer les symétries institutionnelles entre la Réserve fédérale et ses bailleurs de fonds élites et les agences soviétiques qui ont supervisé Tchernobyl, une histoire éclairée dans Tchernobyl : The History of a Nuclear Catastrophe.

Il semble que la seule agence ayant une connaissance approfondie de l'industrie nucléaire soviétique était le KGB, qui avait des sources dans tous les coins et recoins de l'État, de l'économie et de la société. Les secrets d'État étaient protégés au point que même les élites politiques n'avaient pas accès au potentiel d'échec et aux conséquences de l'échec.

Il est difficile de dire si l'incompétence est désormais le paramètre par défaut partout dans l'État américain ou si deux parties d'échecs concurrentes se jouent derrière le rideau. Lorsque l'échec est si absolu, l'incompétence seule ne semble pas être à la hauteur de la tâche. Peut-être l'échec a-t-il reçu un coup de pouce. Après tout, le bord de la falaise est déjà en train de s'effriter et il ne faut pas grand-chose pour aider un rival à perdre pied.

Comme je l'ai récemment affirmé, l'inflation n'est pas transitoire ; les tendances se sont inversées et l'inflation est désormais ancrée dans deux dynamiques fondamentales : les milliers de milliards créés à partir de rien par la Fed et le Trésor n'augmentent pas la productivité ou la résilience de l'économie américaine ; au contraire, ils l'affaiblissent fatalement. Au contraire, ils affaiblissent fatalement l'économie et la société en institutionnalisant l'inégalité croissante entre la richesse, le revenu et le pouvoir, et 2) l'augmentation de l'offre mondiale et l'optimisation des chaînes d'approvisionnement mondiales par la mondialisation se sont inversées ; les pénuries ne peuvent plus être comblées par l'exploitation d'une autre économie en développement par le pillage néocolonial-néolibéral. Ce jeu si rentable est terminé, mais peu de gens croient que c'est possible : n'y a-t-il pas toujours un autre endroit et un autre peuple à piller ?

Les élites en guerre devront bientôt choisir un camp économique : soit elles suivent le plan de la Fed pour une Amérique future toujours plus inégalitaire dans laquelle l'inflation mine les 90% les plus pauvres tandis que la classe technocrate et ses propriétaires milliardaires deviennent toujours plus riches et que le monde perd la confiance dans la prévisibilité de la valeur du dollar américain. Le monde perd confiance dans la prévisibilité de la valeur du dollar américain, ou bien la dette et le capital fantôme des châteaux de sable de la Fed sont effacés et le dollar est ré-ancré dans les fondements économiques de la nation, à savoir l'amélioration de la productivité par le biais d'une concurrence nouvellement imposée, la transparence et la responsabilité, et la résilience d'une base industrielle réinventée.

Espérons que les équivalents américains du KGB ont une compréhension équivalente de la tendance à l'échec de la fantaisie financière américaine. Aucun empire ne peut survivre à la débauche de sa monnaie, car le pouvoir de l'empire ne découle pas de la puissance dure (militaire) ou douce (influence culturelle), mais de la monnaie qui finance à la fois la puissance dure et douce.

Il n'y a pas de gagnant-gagnant à cette date tardive : une élite sera perdante, et l'Amérique sera elle-même perdue si on laisse gagner ceux qui débauchent le dollar. Les rationalisations sont aussi absurdes et extrêmes que les politiques : tant que les billions de dollars affluent vers les actifs détenus par les milliardaires, il ne peut y avoir d'inflation, et ainsi de suite, un déversement sans fin d'excuses par ceux qui profitent de la débauche du dollar.

Aucune nation ne peut produire moins et de moindre qualité, et gaspiller davantage pour des élites infiniment avides et corrompues, le tout financé par l'émission de milliers de milliards de nouvelles unités monétaires, et imaginer que cette asymétrie n'aura jamais de conséquences.

Il n'est pas encore clair qu'il reste un quelconque leadership en Amérique. Ce qui se joue sur scène, ce sont des camps de guerre d'élites intéressées qui se battent pour assurer leur pouvoir alors même que les fondations s'écroulent sous leurs pieds.

▲ RETOUR ▲

La Fed, encore et toujours prisonnière

rédigé par [Bruno Bertez](#) 30 août 2021

Le sommet de Jackson Hole s'est terminé sans révélation fracassante – et la Fed reste donc sur le statu quo, prisonnière de sa politique monétaire et de l'engrenage qu'elle a déclenché.



Les responsables politiques, économiques et financiers créent de la valeur boursière, pas des vraies richesses et du pouvoir d'achat.

Les risques sont maintenant clairement supérieurs aux bénéfices de leurs politiques. Ils sont incapables de se remettre en question quand ils sont pris dans l'engrenage.

La pensée au mois le mois fait oublier le long terme et les raisons de l'action initiale. C'est une structure de tous les pouvoirs que de persister dans l'erreur et ce dans tous les domaines.

La gestion des affaires monétaires est aussi catastrophique que celle de l'Afghanistan, mais comme la monnaie c'est plus compliqué, les peuples ne s'en aperçoivent pas.

Un dilemme qui ne change pas

La semaine dernière a eu lieu le sommet annuel de la Fed à Jackson Hole, dans le Wyoming, aux Etats-Unis. Le président de la Fed, Jerome Powell, et la secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen se sont exprimés ; ils ont rassuré les marchés quant au fait que le *taper* ne se produira pas tout de suite... même s'il reste incontournable.

Aucune date n'a été donnée, aucune précision sur le possible déroulement d'un resserrement de la politique monétaire.

La question principale demeure donc, comme nous le voyons par ici...

Maintenant que le sommet est passé, les observateurs liront d'un œil distrait quelques contributions universitaires commandés à divers « économistes monétaires » traditionnels ou bien-pensants.

La question qui les intéresse est le calendrier de la réduction des achats d'obligations d'Etat par la banque centrale américaine.

Notez-le, c'est une question qui, en pratique, ne concerne que les spéculateurs sur les marchés financiers. Ils attendent l'arme au pied pour savoir s'ils doivent vendre ou acheter ! La problématique réelle n'intéresse personne et surtout pas la presse.

L'enjeu se présente sous la forme d'un dilemme : réduire – ou pas – les achats de titres à long terme et les obligations d'Etat. *Taper or not taper*.

Le dilemme se formule :

- si on ne réduit, pas il y a risque d'emballement spéculatif et inflationniste ;
- si on réduit, il y a risque d'un accident sur les marchés financiers bullaires.

Je simplifie mais c'est l'essentiel, c'est le cœur à la fois de la réunion et des commentaires.

« Dans la seringue » une fois de plus

Ce schéma sous forme de dilemme est une structure quasi-constante des politiques gouvernementales et des autorités monétaires. Je m'explique.

Ces responsables choisissent, à un moment donné, une politique en réponse à une situation ou un événement. Ils se mettent, comme je le dis souvent, « dans la seringue » – c'est-à-dire qu'ils ne peuvent plus ensuite s'en sortir.

Exemples, la guerre du Vietnam, la crise de 2008, la crise afghane, la crise sanitaire. Quand on a choisi une politique, un engrenage se met en route, qui broie tout. Il n'y a pas d'autre solution que d'ajuster à la marge, « un peu plus, un peu moins » ou « un peu plus vite, un peu plus lentement ».

Progressivement, on se concentre sur l'ajustement de la politique actuelle pour éviter les inconvénients qui se présentent ; on recherche des optimums de court terme, mais dans un cadre restreint, limité par les actions antérieures. On se laisse entraîner/enfermer.

On perd en fait la liberté de choisir. Pour éviter des problèmes de court terme, on oublie le long terme. On devient incapable de prendre du recul et d'évaluer si l'état actuel des choses a encore un sens.

Ce refus de prendre du recul et de se remettre en question peut conduire à des résultats terribles.

Ce fut la leçon centrale que Daniel Ellsberg a tirée des Pentagon Papers. Le même principe s'applique en politique économique. Cela dit, on attend le Daniel Ellsberg qui portera un grand jour l'ensemble des discussions secrètes des financiers américains depuis le début des crises...

.L'inflation sort les griffes (1/2)

rédigé par [Philippe Béchade](#) 30 août 2021

Des semi-conducteurs au chlore pour les piscines en passant par les céréales du petit-déjeuner, les prix augmentent. Certains ne s'en soucient guère... mais pour la majorité des épargnants, cela va faire mal.



La semaine dernière est parue une brève d'apparence anodine, peu reprise par les grands médias financiers :

« Le groupe TSMC va augmenter le prix de ses semi-conducteurs les plus avancés de 10%, et les puces de milieu de gamme ('moins avancées') d'environ 20%. »

TSMC (Taiwan Semiconductors Manufacturing Company) est le n°1 mondial de l'impression de puces hautes performances. C'est notamment le principal fournisseur d'Apple, Qualcomm et Nvidia, avec des gravures de 16 à 7 nanomètres (un milliardième de mètre) d'épaisseur.

La prochaine génération de puces les plus avancées impliquera des impressions de 5 nm, contre 110 nm pour les produits les plus performants en 2000.

Pourquoi les produits de « milieu de gamme » augmentent-ils plus fortement ?

Parce que le cœur de la production est focalisé sur le segment 16 à 7 nm – constitué des composants pour smartphones, notamment – et les anciennes unités imprimant un standard à 110/150 nm n'ont pas été redéployées depuis 2004 (dernière usine construite pour une gravure de cette catégorie).

Un marché ultra-tendu

TSMC détenait en 2020 environ 51% de parts de marché, suivi par le californien GlobalFoundries, basé à Sunnyvale (avec 10% de parts de marchés) puis UMC, autre géant taïwanais, avec 8% de parts de marché, à égalité avec Samsung, et enfin le chinois SMIC avec 5%.

Autrement ces cinq fondeurs détiennent plus de 81% de parts de marchés, dont plus de 61% pour les manufacturiers taïwanais, en rajoutant Powerchip qui détient environ 2,5% du marché.

Que va-t-il advenir du coût des smartphones, des objets connectés, des véhicules électriques bourrés de composants (pas à 7 nm, les microcontrôleurs, c'est plutôt du 150 et plus, voire 450... donc ceux qui vont prendre +20%) ?

Quel pourcentage de surcoût les assembleurs (fabricants de matériel électronique, les hébergeurs du *cloud*, les constructeurs automobiles) vont-ils pouvoir répercuter auprès de leur clientèle ?

Tout le monde n'est pas logé à la même enseigne

Les personnels très privilégiés du monde de la finance ne se font aucun souci : ils sont prêts à payer 10% plus cher leur Tesla, leur smartphone dernier cri ou leur frigo connecté (avec cyber-barman intégré capable de confectionner un mojito/glace pilée en 15 secondes).

En revanche, le citoyen qui ne fait pas partie des 10% les plus aisés, et à plus forte raison des 0,1% les plus riches, va commencer à ressentir fortement la morsure de l'inflation.

Oui, la morsure de l'inflation est de plus en plus présente, à tous les niveaux : le prix des pâtes et des céréales pour le petit déjeuner va flamber à cause d'une pénurie de blé, celui **de l'essence et du gazole a bondi de 60% aux Etats-Unis en un an** (de 20% en Europe, où deux tiers du prix d'un litre, ce sont les taxes).

Le coût des produits de traitement à base de chlore des piscines explose (pénurie dans une vingtaine d'Etats américain, à commencer par **la Californie... où l'eau commence également à manquer**).

Le prix des maisons de luxe et autres *manors* prend plus de 30% dans les Hamptons en un an... et parfois même 20% dans la journée.

Sans parler de ces biens d'exception pour traders fortunés, acheter un simple logement, fut-il modeste, sans vue sur mer, sur le fleuve ou la piscine, devient également inabordable pour la plupart des Américains de la classe moyenne.

Cela a des conséquences profondes, comme nous le verrons demain.

.L'inflation sort les griffes (2/2)

rédigé par [Philippe Béchade](#) 31 août 2021

Les prix de l'immobilier, neuf ou ancien, flambent – de même que le coût de la vie en général. Ceux qui affirment que tout cela ne durera pas pourraient devoir bientôt ravalier leurs paroles.

Il y a 30 ans, un ouvrier qualifié ou un employé expérimenté possédait sa propre maison non loin de son boulot, plus une petite résidence secondaire (typiquement un chalet avec un poêle à bois au bord d'un étang pour aller à la pêche le week-end...).

C'était le cas de plusieurs membres de ma famille au **Canada**, qui ne roulaient vraiment pas sur l'or mais qui possédaient un petit coin de nature bien à eux.

Aujourd'hui, le même ouvrier/salarié doit cumuler deux postes à plein temps pour mener le même genre de vie, lequel était complètement banal avant que ne tombe le mur de Berlin début novembre 1989 et que nos politiques cessent de faire de l'Occident capitaliste une vitrine dont les « collectivistes » pouvaient seulement rêver.

Car c'est bien cela le véritable problème pour de nombreuses familles américaines : le luxe, ce n'est pas posséder le dernier iPhone, ni un pick-up électrique de 2,5 tonnes toutes options mais bien de parvenir à se payer un logement décent.

L'immobilier, hors de portée

Aux Etats-Unis, le prix médian des logements anciens s'envole de 17,8% en rythme annuel, à 359 900 \$ (record historique), celui des logements neufs explose de 18,4% à 390 500 \$, ce qui constitue un nouveau record absolu... et ce n'est pas tout, le prix moyen des transactions au mois de juillet s'établit à 440 000 \$.

Pourquoi le prix moyen est-il plus élevé que le prix médian ?

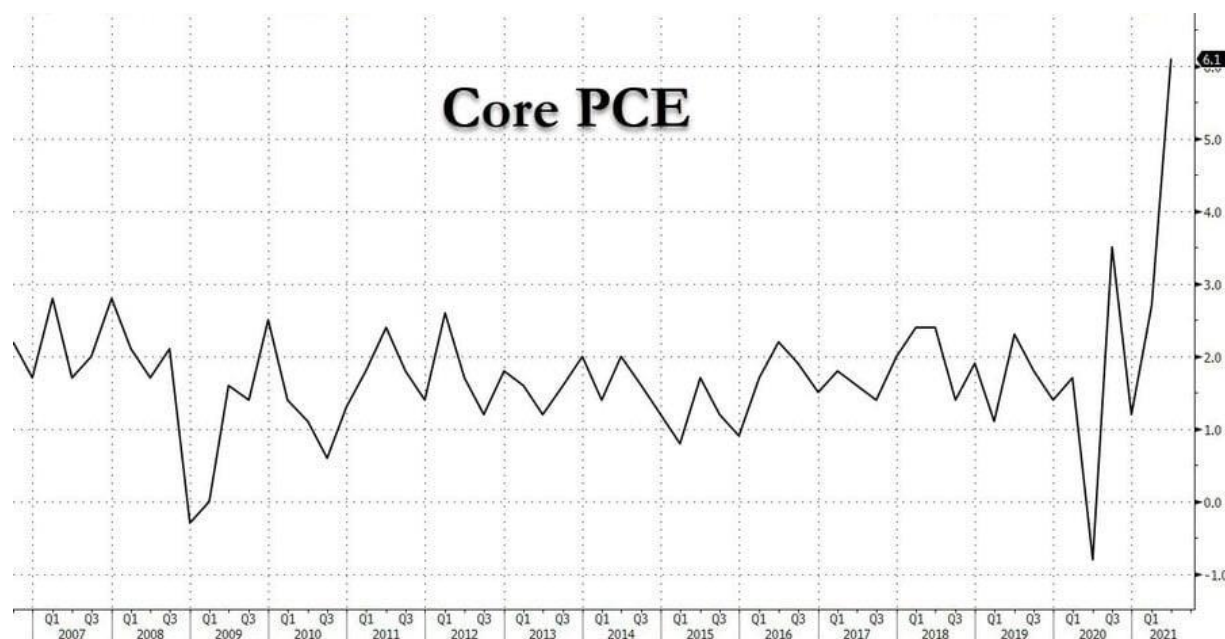
Parce que les achats de biens à plusieurs millions de dollars font justement grimper la moyenne, tandis que les biens à des prix encore accessibles (ils le sont de moins en moins) constituent la majorité des transactions.

Comme beaucoup d'acquéreurs potentiels ne rentrent plus dans les critères d'éligibilité pour obtenir un prêt de 250 000\$ (c'est là encore une moyenne), les voici contraints à demeurer locataires. Et le prix des loyers a augmenté de 8 à 9% sur les 12 derniers mois.

Imaginez l'allure des jauges officielles de l'inflation si la progression du coût des loyers ou des mensualités de prêts hypothécaires était pondérée à hauteur de ce qu'ils représentent vraiment, dans le budget d'un ménage gagnant 60 000 \$ (net) par an.

Il n'y a pas que le logement...

Même sans refléter la réalité du coût de la vie, voyez à quoi ressemblerait l'indice du « *core PCE* » (dit du « panier de la ménagère », celui auquel se réfère la Fed) au mois de juillet – cela sans l'alimentation ni les carburants.



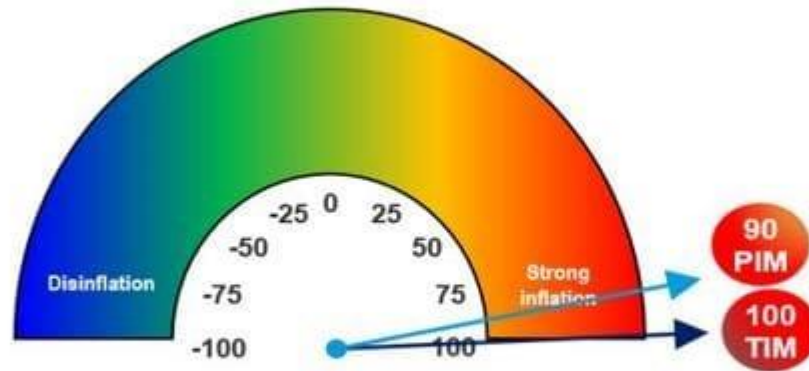
Et ça, c'était avant que le baril de pétrole WTI ne s'envole vers 76 \$.

Mais peu importe que le CPI atteigne 5,4% ou le PCE 6,1%, puisque tout ceci n'est que transitoire, n'est-ce pas ?

Voyez ci-dessous l'indicateur de Bank of America mesurant l'évolution des composantes « non transitoires » de l'inflation : ce cadran ne fera jamais la une du 20h, et n'alimentera aucun débat entre experts diffusé aux heures de grande écoute.

Exhibit 1: The BofA US transitory and persistent inflation meters (100 = historically high inflation, -100 = historically low inflation)

Transitory inflation remains historically high at 100, while persistent inflation jumped to 90



Disclaimer: The indicators identified as the BofA US transitory inflation meter (TIM) and BofA US persistent inflation meter (PIM) above are intended to be indicative metrics only and may not be used for reference purposes or as measures of performance for any financial instrument or contract, or otherwise relied upon by third parties for any other purpose, without the prior written consent of BofA Global Research. These indicators were not created to act as benchmarks.

Source: BofA Global Research

BofA GLOBAL RESEARCH

Il est juste au plus haut historique !

Et tout cela, c'est sans compter le coût des matières premières impliquées dans le « grand reset vert » (voitures électriques, mobilité douce, énergies renouvelables, etc.)...

... Ou tout simplement le plan d'infrastructures à 1 000 Mds\$ de Joe Biden.

▲ RETOUR ▲

.Ce que la Fed ne fera pas

rédigé par [Bruno Bertez](#) 31 août 2021

La Fed – et les banques centrales dans leur ensemble – ont mis en place, depuis des années, des « politiques d'urgence » qu'elles n'ont pas supprimées une fois l'urgence passée. Et maintenant, les choses ne se passent plus du tout comme prévu...



La Réserve fédérale devrait prendre du recul et réévaluer toute sa politique d'assouplissement quantitatif, et se poser la question de son adéquation.

Elle ne le fera probablement pas, cependant. Elle continuera, car cela dure depuis trop longtemps.

La politique actuelle s'explique par un processus de prise de décision mois par mois, en fonction des réunions des gouverneurs de la Fed. Et chaque mois on part du précédent, des *minutes*, du communiqué, on reste dans l'épure du précédent, c'est l'ancrage – l'*anchoring* dont j'ai déjà parlé.

C'est cet ancrage qui fait que l'on a perdu sa liberté de choix et que l'on est ancré/prisonnier de ce que l'on a fait et dit avant. Dans le cas présent, on reste prisonnier à la suite des mesures urgentes prises au début de la crise du coronavirus – même si ces mesures ont été inadaptées ou même si elles n'avaient pas de raison d'être.

Vu sous cet angle, on peut valablement avancer que du point de vue des conditions économiques actuelles, ces mesures n'étaient peut-être pas justifiées, ou qu'elles ne le sont plus.

Or elles ont été maintenues, avec des conséquences profondes : continuez votre lecture...

Sagesse et plomberie

L'assouplissement quantitatif est une politique de création monétaire sous forme de fourniture de réserves aux banques et d'achat de bons du Trésor et autres titres garantis par l'Etat.

Cet assouplissement était clairement justifié lorsque les marchés obligataires étaient illiquides, très volatils et risquaient de s'effondrer. La plomberie dans les sous-sols de la finance était colmatée. Ce fut le cas en 2008 et 2009, et à nouveau pendant quelques jours au printemps 2020.

La sagesse, une fois passée la crise aiguë, aurait été de voir que l'assouplissement quantitatif n'avait plus de sens au-delà.

Techniquement le maintien de ces politiques n'a aucun sens, même si Powell soutient qu'il faut promouvoir la dépense.

Le mécanisme utilisé soutient la fortune des riches qui détiennent les actifs financiers, plutôt que le pouvoir d'achat de la majeure partie de la population, à un moment d'inégalités presque sans précédent – et à un moment où les risques de bulles sont clairement très élevés.

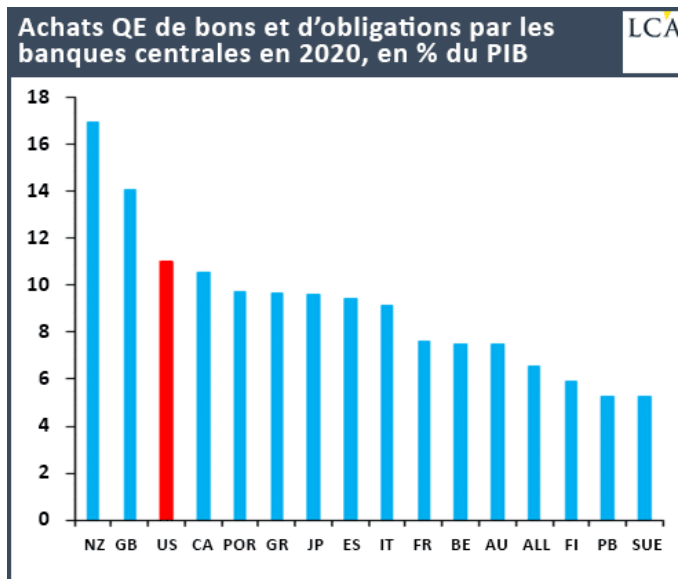
L'objectif de la politique monétaire ne devrait pas être de gonfler davantage les prix des actifs. L'inflation immobilière est colossale, notamment aux Etats-Unis, et elle n'est pas encore reflétée dans les indices officiels. Le nouveau locataire moyen paie 17% de plus que son prédécesseur.

S'agissant des dépenses des entreprises, on ne voit pas en quoi un taux de 1,3% serait plus stimulant qu'un taux de 1,7%. Comme le fait remarquer l'économiste John Hussman, la baisse des taux ne peut qu'encourager des investissements marginaux de mauvaise qualité.

Prises au piège

Les banques centrales se sont faites piéger par la pensée au mois le mois, l'ancrage.

Au cours de l'année 2020, la Réserve fédérale a effectué des achats équivalant à 11% du PIB américain, la Banque d'Angleterre 14% du PIB britannique et de nombreuses autres banques du G7 d'environ 10% du PIB national. Ces achats sont appelés « assouplissement quantitatif ».



Au lieu de baisser les taux d'intérêt pour encourager la production de dettes et de crédits depuis la crise en 2008-2009, les banques centrales ont opté pour une forte augmentation des quantités de dollars, d'euros, de yens et de livres injectées dans le système bancaire et financier.

Elles le font en achetant des fonds d'Etat et des titres longs, qu'elles paient en créant de la monnaie nouvelle.

Une seule arme

Les taux d'intérêt « administrés » (c'est-à-dire les taux à court terme de la banque centrale) avaient déjà été ramenés à zéro et au-dessous ; on butait sur la limite du « *zero bound* », il fallait donc inventer quelque chose de neuf.

Les savants prétendent qu'augmenter l'actif du bilan de la banque centrale équivaut à baisser les taux. Hmm, hmm...

La seule arme laissée aux banques centrales pour stimuler les économies était d'« imprimer » de l'argent, en achetant dans la pratique des obligations d'Etat et d'entreprises aux institutions financières qui les détenaient, et en espérant que les banques prêtent cet argent aux entreprises.

J'ai expliqué que cette opération consiste à retirer du portefeuille financier mondial des actifs qui procurent un rendement en les remplaçant par des actifs qui, eux, ne rapportent rien. A partir de là, il est espéré que ceux qui reçoivent ces actifs qui ne rapportent rien vont essayer de les faire travailler.

C'est un pari sur le fait que ces actifs qui ne rapportent rien ne sont pas désirables : la monnaie ne serait pas désirable, et donc elle chercherait à s'employer. Ce pari a été perdu car cette monnaie, au lieu de s'employer dans des emplois productifs réels, s'est mise à tourner en Bourse et s'est auto-engrossée spéculativement.

▲ RETOUR ▲

.Lavage de cerveau quantitatif

par Jeff Thomas 30 août 2021



Nous sommes tous familiers avec le terme "assouplissement quantitatif". Il est décrit comme signifiant : *"Une politique monétaire dans laquelle une banque centrale achète des titres d'État ou d'autres titres sur le marché afin de faire baisser les taux d'intérêt et d'augmenter la masse monétaire."*

Eh bien, cela semble raisonnable... et même bénéfique. Mais, malheureusement, ce n'est pas vraiment toute l'histoire.

Lorsque l'assouplissement quantitatif a été mis en œuvre, le pouvoir d'achat était faible et la dette publique et personnelle était devenue si importante qu'un nouvel emprunt ne résoudrait pas le problème ; il ne ferait que le reporter et, au final, l'exacerber. En fait, l'assouplissement quantitatif n'est pas une solution à un problème économique, c'est une prime aux proportions épiques, accordée aux banques par les gouvernements, aux frais des contribuables.

Mais, bien sûr, nous ne devrions pas être surpris que les gouvernements aient fait passer une redistribution massive de la richesse du contribuable à leurs copains du secteur bancaire en des termes aussi intelligents. **Les gouvernements d'aujourd'hui sont devenus extrêmement habiles à créer des euphémismes pour leurs méfaits afin de tromper la population.**

À l'heure actuelle, il est impossible d'allumer le journal télévisé quotidien sans être nourri d'un repas complet de charabia soigneusement formulé, conçu pour étouffer davantage les petites voix de la vérité qui pourraient exister.

Mettons cela en perspective pour un moment.

Depuis des millénaires, les dirigeants politiques ont l'habitude de modifier, de confondre et même d'effacer la vérité, lorsque cela est possible. Et l'on peut probablement affirmer sans risque de se tromper que, depuis que les médias existent, des dirigeants politiques font de leur mieux pour les contrôler.

En temps de guerre, les dirigeants politiques ont régulièrement empêché les médias de dire simplement la vérité. Pendant la guerre civile américaine, le président Lincoln a fait fermer quelque 300 journaux et arrêté quelque 14 000 journalistes qui avaient eu l'audace de contredire ses déclarations au public.

Aussi extrême que cela puisse paraître, cette pratique a été davantage la règle dans l'histoire que l'exception.

Dans la plupart des pays, à la plupart des époques, certaines publications vont à l'encontre de la ligne officielle et peuvent très bien en payer le prix. Mais d'autres publications suivent la ligne officielle à un degré plus ou moins élevé et sont souvent récompensées pour cela.

Il n'est donc pas surprenant que les médias en viennent souvent à rapporter les nouvelles de manière moins précise.

Mark Twain aurait dit : *"Si vous ne lisez pas le journal, vous n'êtes pas informé. Si vous lisez le journal, vous êtes mal informé"*. C'est exact.

Pourtant, il y a seulement cinquante ans, une grande partie de ce qui était alors le "monde libre" bénéficiait d'une presse relativement objective. Même à la télévision, des reporters tels que Walter Cronkite, Huntley et Brinkley, etc. présentaient les nouvelles de manière insipide. Ce n'était pas très excitant, mais au moins c'était relativement équilibré et, à ce jour, la plupart des gens qui étaient là à l'époque ne savent toujours pas si des reporters comme Walter Cronkite étaient libéraux ou conservateurs. Bien qu'il soit un démocrate convaincu, il n'a jamais permis que cela influence de manière significative ses reportages.

Mais aujourd'hui, nous avons une structure d'entreprise très différente en ce qui concerne les médias. Les six mêmes sociétés détiennent le contrôle de plus de 80 % des médias. Et ces mêmes sociétés contrôlent également le complexe militaro-industriel, Wall Street, les grandes banques, Big Pharma, etc.

Ce dont nous sommes témoins aujourd'hui, c'est que **les médias ont été transformés en quelque chose qui ressemble davantage à un cirque à trois pistes** qu'au journalisme d'autrefois. Ce n'est pas un hasard.

La parodie actuelle que sont les médias du 21^e siècle n'a de journalisme que le nom.

Alors, pourquoi en est-il ainsi ?

Eh bien, il se trouve que les gens ont tendance à ne pas aimer que les gouvernements dominent leur vie - c'est aussi simple que cela.

Et pourtant, l'objectif premier de tout gouvernement est d'accroître sa taille et son pouvoir aussi rapidement que la population le tolère. La seule raison pour laquelle ils le font rarement rapidement, c'est qu'ils ne peuvent pas s'en sortir. Comme pour faire bouillir une grenouille, il faut du temps pour amener la population à se soumettre, petit à petit.

Une fois qu'ils ont eu suffisamment de temps pour le faire, il arrive un moment où le gouvernement devient terriblement lourd au sommet, ainsi qu'inutilement autocratique. À ce moment-là, il suffit d'une crise économique pour que les gens se rebellent.

C'est le cas dans une grande partie du monde actuel - l'UE, les États-Unis, le Canada, etc. Même dans leur arrogance, les pouvoirs en place doivent être conscients qu'ils se trouvent juste au point de basculement. Une crise économique ferait presque certainement basculer la situation.

Lorsque la vérité menace de saper les machinations visant à se faire valoir, les individus ont tendance à obscurcir les choses afin de retarder les inévitables retombées. Les gouvernements ne sont pas différents.

C'est ainsi qu'en 1999, les plus grandes banques se sont engagées dans une vaste opération de prêt qui allait très certainement s'effondrer dans les dix ans. Toutefois, avant de mettre en place cette escroquerie, elles ont organisé un "sauvetage" par le gouvernement, qui a effectivement refilé la facture aux contribuables, tandis que les banques elles-mêmes ont simplement augmenté massivement leur propre richesse.

Bien sûr, l'assouplissement quantitatif, aussi massif qu'il ait été, n'était qu'une solution de fortune. Toutes les parties concernées (les grandes entreprises et le gouvernement) ont compris qu'elle serait suspendue comme une épée de Damoclès au-dessus de l'économie jusqu'à ce qu'elle s'effondre inévitablement - un sort bien pire que si l'assouplissement quantitatif n'avait jamais été mis en œuvre.

Et donc, pour ces entités, investir dans la domination des médias était, en fait, essentiel. Si elles ne l'avaient pas fait, il est tout à fait probable que, dans une presse libre, l'homme de la rue aurait déjà compris qu'il avait été trompé.

Nous assistons donc à l'équivalent journalistique du lavage de cerveau quantitatif, dans lequel la prise de conscience inévitable est retardée aussi longtemps que possible.

Et, afin de s'assurer que le public ne se rende pas compte de ce qu'on lui a fait, le reportage devient orwellien dans sa répétition sans fin d'un faux récit.

Il est cependant vrai que "**vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le temps**". Finalement, le pansement se détache pour révéler une infection qui va bien au-delà de ce qui avait été généralement perçu. Il se détache ensuite par couches successives, à mesure qu'un nombre croissant de personnes prennent conscience qu'elles ont été escroquées - que les médias sont entièrement corrompus et que les propriétaires des médias - les grandes entreprises - les ont, avec le consentement enthousiaste du gouvernement, volées en gros.

Historiquement, c'est à ce moment-là que les choses se gâtent. Ce qui se passe alors est une question d'histoire.

▲ RETOUR ▲

.La fausse monnaie des Fédéraux a-t-elle maintenant bouleversé l'éthique du travail ?

Bill Bonner | 30 août 2021 | Le journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Il fait beau ici en Irlande. La température est au milieu des années 60. Plein soleil toute la journée.

Tout le monde commente à quel point c'est agréable.

"C'est un vrai été... enfin", dit l'homme de la quincaillerie.

"Et quelles sont les prévisions ?" avons-nous demandé.

"Oh ... quatre jours de soleil en plus. Et ensuite 11 mois de pluie."

Quand l'Irlande a du beau temps, aucun endroit n'est plus beau. Mais elle n'a pas souvent du beau temps.

"Sans la pluie... ce ne serait pas aussi joli, n'est-ce pas ?" a-t-il ajouté.

Nous profitons du soleil. Vous voulez savoir ce que nous faisons le week-end ? Nous ne le pensons pas. Mais

on va quand même vous le dire.



Notre prochain projet de construction...

L'appel des coups de feu

Mais d'abord, présentons **notre sujet du jour : le travail.**

Certaines personnes travaillent pour un salaire. D'autres travaillent pour le plaisir. D'autres travaillent par habitude. Et certains ne travaillent pas du tout.

Dans l'Amérique d'aujourd'hui... de moins en moins de gens travaillent. Le taux de participation à la population active a diminué au cours des 20 dernières années.

Et l'année dernière, plus de 100 millions de ménages ont gagné si peu d'argent qu'ils n'ont pas dû payer d'impôt sur le revenu. CNBC vous donne les détails :

Selon un nouveau rapport, plus de 100 millions de ménages américains, soit 61 % de l'ensemble des contribuables, n'ont pas payé d'impôt fédéral sur le revenu l'année dernière.

La pandémie et les mesures de relance fédérales ont entraîné une augmentation considérable du nombre d'Américains qui n'ont pas payé d'impôt fédéral sur le revenu ou qui ont bénéficié de crédits d'impôt de la part du gouvernement. Selon l'Urban-Brookings Tax Policy Center, 107 millions de ménages ne devaient aucun impôt sur le revenu en 2020, contre 76 millions - soit 44 % de tous les contribuables - en 2019.

La part des Américains qui ne paient aucun impôt sur le revenu devrait rester élevée, à environ 57 % cette année, selon le Tax Policy Center.

Cela signifie que l'élection de 2020 - et la politique de l'Amérique, en général - a été décidée par les personnes qui sont soutenues par le gouvernement, et non par celles qui le soutiennent.

Oui, c'est la classe des loisirs - ceux qui consomment la richesse, pas ceux qui la créent - qui mène la barque maintenant,

Plus de Stimmy du tout

Mais à la fin de cette semaine, les politiques de "toppers" du gouvernement fédéral en matière de chômage prendront fin.

Dans l'esprit de la panique du COVID-19 de 2020, le Congrès a jugé bon de donner aux chômeurs 600 dollars

par semaine - en plus des indemnités de chômage de l'État.

De nombreuses personnes ont ainsi gagné plus d'argent en ne travaillant pas que ce qu'elles avaient gagné lorsqu'elles étaient au travail. Certains d'entre eux ont reçu le double.

Mais cette folie va bientôt prendre fin. Cnet rapporte les retombées :

Plus de 11 millions de personnes seront touchées, dont environ 7,5 millions perdront totalement leurs allocations. Une vingtaine d'États ont choisi de mettre fin à l'aide fédérale au cours de l'été, les gouverneurs affirmant que l'assurance chômage supplémentaire dissuadait les résidents d'accepter les emplois disponibles.

Les résidents sans emploi d'au moins 12 États, dont récemment la Floride, ont intenté une action en justice pour tenter d'obtenir le rétablissement de l'aide d'urgence en cas de pandémie, arguant qu'ils n'ont pas été en mesure de payer les dépenses de base, notamment le loyer. Alors que les demandes d'allocations chômage continuent de fluctuer et que l'économie s'efforce de revenir à la "normalité" pré-pandémique, les rapports montrent que l'annulation précoce des programmes fédéraux a eu peu d'impact sur les marchés du travail.

En d'autres termes, la suppression des "toppers" n'a pas poussé les gens à se précipiter vers un emploi rémunéré.

Une aide toujours recherchée

Et pourtant, les annonces de "Help Wanted" sont nombreuses. Il n'y a pas de pénurie d'emplois. La pénurie semble être celle des personnes qui les occupent.

Malgré la hausse des salaires et des avantages, les gens hésitent à retourner au travail. Que se passe-t-il ?

Les investisseurs dépendent des autorités fédérales pour maintenir le marché boursier à un niveau élevé. L'économie dépend des taux d'intérêt absurde-ment bas du gouvernement fédéral.

Les ménages en viennent-ils maintenant à dépendre des renflouements et des cadeaux fédéraux, eux aussi ? Le prix des actifs... les taux d'intérêt... la dette... les dépenses fédérales... la politique... la guerre - tous ont été corrompus par le gouvernement fédéral.

L'argent fictif des fédéraux a-t-il également altéré l'éthique du travail ?

Les Américains étaient autrefois parmi les plus travailleurs de la planète. Mais maintenant, ont-ils perdu leur amour du travail ?

Est-ce que la fausse monnaie du gouvernement fédéral a aussi gâché l'éthique du travail ?

Peut-être. Les gens semblent s'être habitués à ne pas travailler ; beaucoup semblent aimer ça.

Rénovation irlandaise

Pendant ce temps... de retour dans l'Irlande ensoleillée... nous profitons du beau temps pour construire une annexe à notre maison d'hôtes.

Vous vous souvenez peut-être que lorsque nous avons acheté notre maison ici il y a quelques années, elle avait besoin d'une rénovation complète.



Avant...



Presque terminée... notre maison irlandaise

Et il y avait quelques bâtiments abandonnés sur le domaine qui étaient considérés comme irrémédiables. Mais pendant que les professionnels s'occupaient de notre maison, nous avons travaillé sur les ruines.

Des professionnels qualifiés pourraient faire le travail bien mieux. Mais tout comme manger des tomates que l'on cultive soi-même, on prend plus de plaisir à un toit que l'on a posé de ses propres mains.



Bill travaillant sur le toit il y a quelques années.

Le projet du week-end

Les voisins l'appellent "le cottage de Nan Donovan". Nan Donovan vivait ici, seule - sans eau courante, ni électricité, ni chauffage, à part la cheminée.

Il y avait quelques tuiles d'argile sur le sol de la chambre à coucher. Sinon, les sols étaient en terre battue.

"Nous avons tous essayé de nous occuper un peu d'elle", dit un voisin. "Et elle avait un fils qui s'occupait d'elle.

"Il n'y a presque pas de circulation sur cette petite route, mais Nan se tenait près du portail en fin d'après-midi. Elle savait quand nous rentrions de l'école. Et elle voulait parler. C'était une femme seule, je suppose."

Nan Donovan est morte au début des années 1980. Ensuite, la maison a été abandonnée. Quand nous sommes arrivés, le toit était tombé, et elle était tellement couverte de vignes qu'on ne la reconnaissait pas.

Mais c'était un beau projet de week-end. Les murs étaient solides. Construits en granit, ils avaient juste besoin d'être taillés au sommet pour qu'un nouveau toit puisse être posé dessus.

Ensuite, nous avons remplacé les fenêtres, creusé le sol, posé 10 cm de mousse de polystyrène... et coulé du béton par-dessus.

Nous avons pu récupérer de grosses pierres plates d'un autre chantier que nous avons utilisées pour le sol.

Chauffage solaire

"Pourquoi faites-vous tout ça ?" a demandé un autre voisin le samedi.

Nous étions invités à prendre un verre. Nous nous sommes assis sur leur terrasse en profitant du soleil, au bord de la rivière Blackwater. Avant que nous ayons eu l'occasion de répondre, la conversation a pris une autre direction.

"Je suis allé en Amérique il y a quelques années. J'aime visiter, mais les gens à la frontière peuvent être si grossiers. Le gars n'arrêtait pas de me questionner... comme s'il pensait que j'essayais de me faufiler dans le pays et de voler le travail de quelqu'un.

"Mais si tu crois les nouvelles, le pays entier est plein de fous et de meurtriers. Un Irlandais de plus ne va pas faire de différence."

Quand le sujet est revenu sur notre chalet... nous avons répondu :

"Eh bien... nous avons six enfants et une maison de trois chambres. Certains des enfants ont des enfants à eux. Nous voulons être en mesure de les accueillir quand ils viennent nous rendre visite."

"Oui, mais ces vieux cottages sont si sombres et humides."

"C'est pour ça que je construis une véranda."

Les vieilles maisons - avec leurs murs épais et leurs petites fenêtres - sont un peu lugubres. Elles n'étaient probablement pas si mal quand elles étaient habitées par de grandes familles, qui entretenaient un feu dans l'âtre. Mais aujourd'hui, elles sont peut-être un peu trop "rustiques" pour les belles-filles ou les petites amies.

Et si elles restent fermées pendant de longues périodes, elles seront forcément humides et moissies lorsqu'elles seront enfin utilisées.

Nous espérons résoudre ce problème en construisant une véranda à l'extrémité sud de la maison.

Tout d'abord, nous avons érigé un muret en pierre. Ensuite, nous avons encadré la véranda avec du pin traité. Rien d'extraordinaire. Un double vitrage isolant sera placé entre les montants et les chevrons, avec une porte en grillage pour accéder à l'extérieur.

Lorsque le soleil brille, la serre devrait éclairer... et assécher... toute la maison.

Nous vous ferons savoir ce qu'il en est.

▲ RETOUR ▲